



Liberté • Égalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PREFECTURE DE MEURTHE-ET-MOSELLE

RECUEIL DES ACTES ADMINISTRATIFS

EDITION SPECIALE DELEGATIONS DE SIGNATURE

n° 15 du 9 mai 2008

Le recueil peut être consulté :

* sur le site Internet des services de l'État en Meurthe-et-Moselle :

www.meurthe-et-moselle.pref.gouv.fr

* aux guichets d'accueil de la préfecture et des sous-préfectures,
pendant deux mois à partir du 13 mai 2008

SOMMAIRE

ARRETES, DECISIONS, CIRCULAIRES.....	248
PREFECTURE DE MEURTHE-ET-MOSELLE.....	249
DIRECTION DU DEVELOPPEMENT DURABLE ET DES POLITIQUES INTERMINISTERIELLES	249
Bureau du management stratégique des services de l'État et des affaires financières	249
Arrêté N° 08.BMSSE.16 du 6 mai 2008 accordant délégation de signature à Monsieur Claude ROQUE, directeur départemental du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle par intérim	249
Arrêté N° 08.BMSSE.17 du 6 mai 2008 accordant délégation de signature à Monsieur Gérard PHILIPPON, attaché d'administration, chargé des fonctions de directeur du service départemental de Meurthe-et-Moselle de l'office national des anciens combattants et victimes de guerre	249
Arrêté N° 08.BMSSE.18 du 6 mai 2008 accordant délégation de signature à Madame Hélène SAY, directrice du service départemental d'archives de Meurthe-et-Moselle	250
Arrêté N° 08.BMSSE.19 du 6 mai 2008 accordant délégation de signature au colonel Bernard MODERE, directeur départemental des services d'incendie et de secours	251
Arrêté N° 08.BMSSE.20 du 6 mai 2008 accordant délégation de signature à Monsieur Jacques SCHIELE, directeur départemental de la police aux frontières	251
Arrêté N° 08.BMSSE.21 du 6 mai 2008 accordant délégation de signature à Monsieur Claude BISSON-VAIVRE, inspecteur d'académie, directeur des services départementaux de l'éducation nationale	252
Arrêté N° 08.BMSSE.22 du 6 mai 2008 accordant délégation de signature à Monsieur Alain MARCHANDEAU, directeur interrégional des anciens combattants de Metz	252
Arrêté N° 08.BMSSE.23 du 6 mai 2008 accordant DELEGATION DE SIGNATURE à Monsieur Michel SINGER, directeur interrégional de la concurrence, de la consommation et de la répression des fraudes de Lorraine	252
Arrêté N° 08.BMSSE.24 du 6 mai 2008 accordant délégation de signature à Monsieur Lorenzo DIEZ, chef du service départemental de l'architecture et du patrimoine de Meurthe-et-Moselle	253
Arrêté N° 08.BMSSE.25 du 6 mai 2008 accordant délégation de signature à Monsieur Jean-Yves CHOLLET, directeur départemental des services vétérinaires	253
Arrêté N° 08.BMSSE.26 du 6 mai 2008 accordant délégation de signature à Monsieur Jean-Luc BREDEL, directeur régional des affaires culturelles de Lorraine	254
Arrêté N° 08.BMSSE.27 du 6 mai 2008 accordant délégation de signature à Monsieur Jérôme GOELLNER, directeur régional de l'industrie, de la recherche et de l'environnement de Lorraine	255
Arrêté N° 08.BMSSE.28 du 6 mai 2008 accordant délégation de signature à Monsieur Marc BRZEGOWY, directeur régional de la protection judiciaire de la jeunesse	255
Arrêté N° 08.BMSSE.29 du 6 mai 2008 accordant délégation de signature à Monsieur Christian BRUNET, trésorier-payeur général de Meurthe-et-Moselle	256
Arrêté N° 08.BMSSE.30 du 6 mai 2008 accordant délégation de signature à Monsieur Paul MICHELET, directeur régional de l'environnement de Lorraine	256
Arrêté N° 08.BMSSE.31 du 6 mai 2008 accordant délégation de signature à Madame Christiane PERNET, directrice départementale des affaires sanitaires et sociales	257
Arrêté N° 08.BMSSE.32 du 6 mai 2008 accordant délégation de signature au Colonel Xavier LEJEUNE, commandant du groupement de gendarmerie	257
Arrêté N° 08.BMSSE.33 du 6 mai 2008 accordant délégation de signature à Monsieur Michel PONSARD-CHAREYRE, directeur départemental de la sécurité publique	258
Arrêté N° 08.BMSSE.34 du 6 mai 2008 accordant délégation de signature à Monsieur Michel HUPAYS, directeur de l'aviation civile Nord-Est	258
Arrêté N° 08.BMSSE.35 du 6 mai 2008 accordant délégation de signature à Monsieur Michel MARTY, directeur départemental de l'équipement	259
Arrêté N° 08.BMSSE.36 du 6 mai 2008 accordant délégation de signature à Monsieur Georges TEMPEZ, directeur interdépartemental des routes - Est, relative aux pouvoirs de police de la circulation sur le réseau routier national, aux pouvoirs de police de la conservation du domaine public routier national, aux pouvoirs de gestion du domaine public routier national et au pouvoir de représentation de l'Etat devant les juridictions civiles, pénale et administratives	263
Arrêté N° 08.BMSSE.37 du 6 mai 2008 accordant délégation de signature à Monsieur Yves ROYER, directeur départemental de l'agriculture et de la forêt	264
Arrêté N° 08.BMSSE.38 du 6 mai 2008 accordant délégation de signature à Monsieur Jean-Philippe MORETAU, chef du service de la navigation du Nord-Est	266
Arrêté N° 08.BMSSE.39 du 6 mai 2008 accordant délégation de signature à Monsieur Jean-Philippe MORETAU, chef du service de la navigation du Nord-Est, pour les avis à la batellerie	267
Arrêté N° 08.BMSSE.40 du 6 mai 2008 accordant délégation de signature à Monsieur Raymond AUBRY, directeur régional et départemental de la jeunesse et des sports	267
Arrêté N° 08.BMSSE.41 du 6 mai 2008 accordant délégation de signature à Monsieur Francis GIROUX, directeur du développement durable et des politiques interministérielles	268
Arrêté N° 08.BMSSE.42 du 9 mai 2008 accordant délégation de signature à Mademoiselle Roxane THOMAS, attaché	269
AUTRES SERVICES.....	269
CENTRE HOSPITALIER UNIVERSITAIRE DE NANCY.....	269
Délégation de signature du 7 mai 2008 donnée à Monsieur Stéphane MASSARD, directeur adjoint, coordonnateur du pôle ressources et système d'information	269
Délégation de signature du 7 mai 2008 donnée à Monsieur Eric ZURCHER, directeur adjoint	269
Délégation de signature du 7 mai 2008 relative à l'application du code des marchés publics et donnée à Madame Michèle LABRUDE, pharmacienne, chef de service	269
Délégation de signature du 7 mai 2008 relative à l'application du code des marchés publics et donnée à Monsieur Jean-Marc VIRION, directeur informatique	270
Délégation de signature du 7 mai 2008 donnée à Monsieur Philippe BOULANGÉ, directeur de la recherche clinique et de l'innovation	270
Délégation de signature du 7 mai 2008 donnée à Madame LABRUDE, pharmacien-chef, Mademoiselle COMMUN, pharmacien, et Monsieur GEORGET, pharmacien	270
Délégation de signature du 7 mai 2008 donnée à Monsieur Jean-Philippe SAJUS, directeur des achats	270
Délégation de signature du 7 mai 2008 et décision d'habilitation en faveur de Monsieur Jérôme FINANCE, inspecteur-sûreté au CHU de Nancy	270
Délégation de signature du 7 mai 2008 donnée à Monsieur Daniel KIEFFER, directeur de l'hôpital Jeanne d'Arc, des archives et du patrimoine	271
Délégation de signature du 7 mai 2008 donnée à Mademoiselle BOULANGER, directrice adjointe, directeur des ressources humaines, Monsieur SAJUS, directeur adjoint, directeur des achats, Mademoiselle RUTHMANN, directrice adjointe, directeur des ressources humaines, Monsieur GROB, ingénieur, mission grands travaux, et Monsieur STARK, directeur adjoint, directeur des ressources humaines	271
Délégation de signature du 7 mai 2008 donnée à Monsieur Jean-Philippe SAJUS, directeur des achats	271
Délégation de signature du 7 mai 2008 donnée à Madame Véronique BOUVIER, directeur adjoint, directeur des affaires médicales	272
Délégation de signature du 7 mai 2008 donnée, en matière de gestion du personnel, à Monsieur Stéphane MASSARD, directeur adjoint, Monsieur Gérard STARK, directeur adjoint, directeur des ressources humaines, Mademoiselle Anne-Lucie BOULANGER, directeur adjoint, et à Madame Rachel RUTHMANN, directeur adjoint à la direction des ressources humaines	272

ARRETES, DECISIONS, CIRCULAIRES**PREFECTURE DE MEURTHE-ET-MOSELLE****Direction du développement durable et des politiques
interministérielles****Bureau du management stratégique des services de l'État et des
affaires financières****Arrêté N° 08.BMSSE.16 du 6 mai 2008 accordant délégation de signature à
Monsieur Claude ROQUE, directeur départemental du travail, de
l'emploi et de la formation professionnelle par intérim**

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

VU la loi du 28 pluviôse An VIII relative à la division du territoire de la République et à l'administration ;

VU la loi N° 82-213 du 2 mars 1982 modifiée, relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions ;

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004, relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements et notamment son article 45 ;

VU le décret du président de la République en conseil des ministres en date du 18 juillet 2007 nommant Monsieur Hugues PARANT Préfet de Meurthe-et-Moselle ;

VU le décret n° 2008-158 du 22 février 2008 relatif à la suppléance des préfets de région et à la délégation de signature des préfets et des hauts-commissaires de la République en Polynésie française et en Nouvelle-Calédonie ;

VU l'arrêté ministériel en date du 16 février 2008 chargeant Monsieur Claude ROQUE de l'intérim de la direction départementale du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle de Meurthe-et-Moselle à compter du 1^{er} avril 2008 ;

VU la circulaire n°00159 du ministère de l'intérieur, de l'outre mer et des collectivités territoriales en date du 5 mars 2008 relative à la modification du régime de la délégation de signature des préfets ;

Sur proposition du secrétaire général de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle ;

ARRETE

Art. 1^{er} : Délégation est donnée à Monsieur Claude ROQUE, directeur départemental du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle par intérim à compter du 1^{er} avril 2008, à l'effet de signer, à l'exclusion des arrêtés préfectoraux et décisions d'agrément, les décisions, conventions, états liquidatifs des dépenses et recettes, attestations, visas, récépissés, autorisations, diplômes, et de manière générale, tous actes d'instruction et toutes correspondances courantes relevant de la compétence des services départementaux déconcentrés du ministère du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle, telles qu'elles sont définies par le décret N° 77-1288 du 24 novembre 1977 portant organisation des Services extérieurs du travail et de l'emploi (J.O. du 26 novembre 1977) modifié par le décret n° 94-1166 du 28 décembre 1994 (J.O. du 30 décembre 1994), notamment les compétences régies par les textes du Code du travail ci-après :

- livre I : des conventions relatives au travail en particulier :
 - titre I : apprentissage ;
 - titre II : associations intermédiaires.
- livre II : réglementation du travail
 - titre I : repos et congés : arrêtés de demande de dérogation au repos dominical.
- livre III : du placement et de l'emploi en particulier :
 - titre II : fonds national de l'emploi, dispositions régissant les personnes handicapées et assimilées ;
 - titre IV : main-d'œuvre étrangère ;
 - titre V : travailleurs privés d'emploi (régime de solidarité, chômage partiel contrôle de la recherche d'emploi) ;
- recours en annulation de la suspension des allocations chômage.
- livre IX : de la formation professionnelle continue dans le cadre de l'éducation permanente, en particulier :
 - titre II : des conventions et contrats de formation professionnelle ;
 - titre IV : de l'aide à l'État aux actions de formation professionnelle et au remplacement de certains salariés en formation ;
 - titre VIII : des formations professionnelles en alternance.
- L'agrément des maîtres d'apprentissage du secteur public.
- Les décisions relatives à la gestion des personnels déconcentrés par les décrets et arrêtés du 27 juillet 1992.
- Les décisions relatives à la gestion des personnels déconcentrés de catégories A et B (décret N° 92-1057 et arrêté du 25 septembre 1992).

Art. 2 : Délégation de signature est également donnée à Monsieur Claude ROQUE, directeur départemental du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle par intérim, à l'effet de signer les ampliations des arrêtés préfectoraux préparés par ses services.

Art. 3 : Délégation de signature est par ailleurs donnée à Monsieur Claude ROQUE, directeur départemental du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle par intérim, dans le cadre de ses attributions à l'effet de signer les mémoires et pièces relatifs aux procédures contentieuses relevant des décisions ou actes faisant grief pour lesquels elle a reçu délégation.

Art. 4 : Monsieur Claude ROQUE, directeur départemental du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle par intérim, définit, par arrêté pris au nom du préfet, la liste de ses subordonnés habilités à signer les actes dans leurs domaines de compétences respectifs.

Art. 5 : Demeurent réservées, en toutes matières, à la signature de Monsieur le préfet, les correspondances adressées :

- 1°) à la présidence de la République et au Premier ministre,
- 2°) aux ministres,
- 3°) aux parlementaires,

ainsi que les correspondances adressées sous forme personnelle :

4°) au préfet de région et au président du conseil régional,

5°) au président du conseil général,

6°) au président de la communauté urbaine du Grand Nancy.

Art. 6 : L'arrêté n°08.BMSSE.14 du 31 mars 2008 accordant délégation de signature à Monsieur ROQUE est abrogé.

Art. 7 : Le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à M. ROQUE, directeur départemental du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle par intérim, affiché pendant 15 jours dans les locaux de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et publié au recueil des actes administratifs. Une copie sera adressée à Monsieur le Trésorier-payeur général de Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 6 mai 2008

Le préfet,
Hugues PARANT

**Arrêté N° 08.BMSSE.17 du 6 mai 2008 accordant délégation de signature à
Monsieur Gérard PHILIPPON, attaché d'administration, chargé des
fonctions de directeur du service départemental de Meurthe-et-Moselle
de l'office national des anciens combattants et victimes de guerre**

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

VU les articles D. 472 et suivants du code des pensions militaires d'invalidité et des victimes de guerre ;

VU la loi du 28 pluviôse An VIII relative à la division du territoire de la République et à l'administration ;

VU la loi N° 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions et notamment son article 34 ;

VU la loi n° 93-915 du 19 juillet 1993 portant extension du bénéfice de la qualité de pupille de la Nation et modifiant le code des pensions militaires d'invalidité et des victimes de guerre ;

VU l'article 127 de la loi n° 96-1181 du 30 décembre 1996 portant loi de finances pour 1997 instituant un fonds de solidarité en faveur des anciens combattants d'Indochine et d'Afrique du Nord, chômeurs, privés d'emploi depuis plus d'un an ;

VU le décret n° 59-166 du 7 janvier 1959 déterminant la composition, l'organisation et le fonctionnement de l'office national des anciens combattants et victimes de guerre modifié ;

VU le décret n° 88-311 du 28 mars 1988 portant modification du décret n° 79-381 du

10 mai 1979 portant actualisation du conseil d'administration de l'office national des anciens combattants et victimes de guerre et des conseils départementaux ;

VU le décret n° 92-1335 du 21 décembre 1992 relatif aux modalités d'attribution de certains titres et cartes aux anciens combattants et victimes de guerre ;

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

VU le décret du président de la République en conseil des ministres en date du 18 juillet 2007 nommant Monsieur Hugues PARANT Préfet de Meurthe-et-Moselle ;

VU le décret N° 2008-158 du 22 février 2008 relatif à la suppléance des préfets de région et à la délégation de signature des préfets et des hauts-commissaires de la République en Polynésie française et en Nouvelle-Calédonie ;

VU l'arrêté du 23 décembre 1992 portant délégation de pouvoir en matière de carte d'invalidité et d'avantages y afférents ;

VU l'arrêté du 22 juin 1999 relatif au fonctionnement des régies d'avances et de recettes des services départementaux de l'office national des anciens combattants et victimes de guerre, ensemble la décision du 7 décembre 1999 instituant des régies d'avances et des régies de recettes dans les services départementaux de l'office national des anciens combattants et victimes de guerre ;

VU l'arrêté du 15 novembre 1999 portant organisation de la direction des statuts, des pensions et de la réinsertion sociale ;

VU l'arrêté du 21 juin 2001 relatif au diplôme d'honneur de porte-drapeau des associations d'anciens combattants et victimes de guerre ;

Vu l'arrêté du 13 mars 2002 modifiant l'arrêté du 13 mars 1997 fixant les modalités d'application de l'article 125 modifié de la loi de finances pour 1992 (n° 91-1322 du 30 décembre 1991) ;

VU l'arrêté du 24 juillet 2007 du Ministère de la Défense, chargeant M. Gérard PHILIPPON, attaché d'administration, des fonctions de directeur du service départemental de Meurthe-et-Moselle de l'office national des anciens combattants et victimes de guerre à compter du 1^{er} septembre 2007 ;

VU la directive générale n° 1 du 18 juin 1987 SP/PFT n° 1041 de M. le directeur général de l'office national des anciens combattants et victimes de guerre relative aux responsabilités, aux objectifs et aux moyens de l'office national des anciens combattants et victimes de guerre et de ses directions départementales ;

VU la lettre-circulaire n° 8862 du 2 décembre 1977 de M. le Ministre des anciens combattants conférant le titre de « directeur » aux secrétaires généraux, chefs des services départementaux de l'office national des anciens combattants et victimes de guerre et la directive générale n° 1 du 18 juin 1987 SP/PFT leur conférant le titre de « directeur départemental » de l'office national des anciens combattants et victimes de guerre ;

VU la circulaire n° 722 A du 23 décembre 1992 relative aux procédures de traitement de certains dossiers d'anciens combattants et victimes de guerre en matière de statuts, la note XR/626/P/DSPRS du 17 septembre 1993 et la circulaire ministérielle n° 2857/BC/TL du 10 décembre 1993 prise en application des dispositions des arrêtés ministériels fixant les caractéristiques

de la carte du combattant, de la carte de combattant volontaire de la résistance et de la carte de réfractaire ;

VU la circulaire n° 723 A du 21 janvier 1993 relative aux procédures de traitement des demandes de cartes d'invalidité et des avantages y afférents et la circulaire n° 724 A du 17 mars 1993 relative à l'attribution de la carte d'invalidité et des avantages y afférents aux déportés de nationalité étrangère à la date du fait dommageable complétée par la lettre-circulaire n° 235/DEG du 23 décembre 1993 relative à la non-exonération de la vignette automobile pour ces personnes ;

VU la circulaire du 29 mai 1996 fixant les modalités de mise en circulation de la nouvelle carte du combattant définie par l'arrêté ministériel du 2 novembre 1995 ;

VU la circulaire N°00159 du ministère de l'intérieur, de l'outre mer et des collectivités territoriales en date du 5 mars 2008 relative à la modification du régime de la délégation de signature des préfets ;

SUR proposition du secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle,

ARRETE

Art. 1^{er} : Délégation de signature est accordée à M. Gérard PHILIPPON, attaché d'administration, chargé des fonctions de directeur du service départemental de Meurthe-et-Moselle de l'office national des anciens combattants et victimes de guerre (ONACVG) à l'effet de signer, dans le cadre de ses attributions et compétences, toutes décisions dans les matières suivantes :

En matière financière :

Gestion des biens des Pupilles de la nation sous tutelle, notification aux demandeurs des décisions d'attribution et de rejet des allocations différentielles du fonds de solidarité en faveur des anciens combattants d'Indochine et d'Afrique du Nord chômeurs depuis plus d'un an.

En matière de délivrance de documents :

Etablissement et signature des cartes Pupille de la Nation, des cartes d'invalidité avec apposition éventuelle de la mention « station debout pénible » et du timbre piscicole, des cartes de priorité aux grands invalides bénéficiaires de l'article L. 18 du code des pensions militaires d'invalidité et des victimes de guerre, des attestations en vue de la délivrance de la vignette automobile gratuite aux grands mutilés de guerre et grands invalides de guerre, des attestations en vue de l'immatriculation à la sécurité sociale des grands mutilés de guerre, des grands invalides de guerre, des victimes civiles de la guerre et de leurs ayants-droit (veuves, orphelins, ascendants).

En matière de délivrance ou de rejet de titres, après délibération des commissions départementales ou nationales :

a) Etablissement et signature des cartes de combattant (conflits 1914-1918, 1939-1945, théâtres d'opérations extérieures, guerre d'Indochine et de Corée, opérations d'Afrique du nord et missions diverses), des cartes du combattant volontaire de la Résistance, des cartes de Réfractaire, des cartes de patriote transféré en Allemagne, des attestations modèle T. 11 aux titulaires du titre de personne contrainte au travail en pays ennemi, ou notification de rejet en cas d'avis défavorable desdites commissions.

b) Etablissement de diplômes d'honneur des Porte-Drapeau des associations d'anciens combattants et victimes de guerre.

En matière de secours, d'aides ménagères, de subventions et d'avances remboursables, après délibération du conseil départemental pour les anciens combattants et victimes de guerre et la mémoire de la Nation de l'office national des anciens combattants et victimes de guerre :

Attribution de secours d'urgence, ordinaires et exceptionnels, d'aides ménagères, de subventions ordinaires et exceptionnelles, d'avances remboursables aux ressortissants de l'office national des anciens combattants et victimes de guerre.

En matière de gestion du service départemental :

a) Transcription de la mention d'enregistrement sur les titres de reconnaissance de la Nation délivrés aux militaires des forces Armées françaises ou détachés dans une armée étrangère et aux personnes civiles en application des dispositions de la circulaire ministérielle n° 728 A du 22 octobre 1993 ;

b) Certification des demandes de retraite du combattant formulées par les titulaires de la carte du combattant ;

c) Signature de tous documents se rapportant au fonctionnement du conseil départemental et des diverses commissions et en particulier, leur convocation, la notification des décisions ;

d) Signature de tout le courrier ordinaire se rapportant à la gestion du service départemental, à destination, soit de l'office national des anciens combattants et victimes de guerre, soit du Ministère des anciens combattants et victimes de guerre, soit de ses ressortissants, soit des administrations départementales ou extérieures de même que des demandes d'enquêtes administratives adressées aux maires ;

e) Signature des arrêtés préfectoraux portant attribution de congés de maladie ou de maternité aux personnels du service départemental des catégories B et C à l'exception de ceux du directeur départemental ;

f) Notation et appréciation écrite des personnels du service départemental des catégories B et C ;

g) Présidence des commissions départementales :

- commission départementale chargée de l'attribution du titre de combattant,
- commission départementale chargée de l'attribution du titre de combattant volontaire de la Résistance,
- commission départementale chargée de l'attribution du titre de réfractaire,
- commission départementale chargée de l'attribution du titre de personne contrainte au travail en pays ennemi,
- sous-commission d'action sociale et des enfants victimes de guerre,
- conseil départemental pour les anciens combattants et victimes de guerre et la mémoire de la Nation de l'office national des anciens combattants et victimes de guerre,

- commission départementale chargée de l'examen des demandes de diplôme d'honneur des Porte-Drapeau des associations d'anciens combattants et victimes de guerre,

- commission départementale de l'information historique pour la paix (sauf commissions plénières),

- commission départementale médicale chargée de statuer sur l'attribution de la carte d'invalidité à double barre rouge et sur l'apposition sur la carte d'invalidité, de la mention « station debout pénible ».

Art. 2 : M. Gérard PHILIPPON, attaché d'administration, chargé des fonctions de directeur du service départemental de Meurthe-et-Moselle de l'ONACVG, définit, par arrêté pris au nom du préfet, la liste de ses subordonnés habilités à signer les actes dans leurs domaines de compétences respectifs.

Art. 3 : L'arrêté n° 08 BMSSE.120 du 11 septembre 2007 accordant délégation de signature à M. PHILIPPON, chargé des fonctions de directeur du service départemental de Meurthe-et-Moselle de l'ONACVG, est abrogé.

Art. 4 : Le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à M. PHILIPPON, chargé des fonctions de directeur du service départemental de Meurthe-et-Moselle de l'ONACVG, affiché pendant 15 jours dans les locaux de la préfecture et publié au recueil des actes administratifs. Une copie sera adressée à Monsieur le Trésorier-payeur général de Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 6 mai 2008

Le préfet,
Hugues PARANT

Arrêté N° 08.BMSSE.18 du 6 mai 2008 accordant délégation de signature à Madame Hélène SAY, directrice du service départemental d'archives de Meurthe-et-Moselle

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

VU le code du Patrimoine, ensemble les décrets d'application n° 79-1037, n° 79-1038, n° 79-1039 et n° 79-1040 du 3 décembre 1979 ;

VU le code général des collectivités territoriales, et notamment ses articles R. 1421-1 à R. 1421-16 ;

VU la loi du 28 pluviôse An VIII relative à la division du territoire de la République et à l'administration ;

VU le décret n° 92-604 du 1^{er} juillet 1992 portant charte de la déconcentration ;

VU le décret 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets et à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

VU le décret du président de la République en conseil des ministres en date du 18 juillet 2007 nommant Monsieur Hugues PARANT Préfet de Meurthe-et-Moselle ;

VU le décret N° 2008-158 du 22 février 2008 relatif à la suppléance des préfets de région et à la délégation de signature des préfets et des hauts-commissaires de la République en Polynésie française et en Nouvelle-Calédonie ;

VU l'arrêté ministériel du 20 mars 2003 nommant Mme Hélène SAY, Conservatrice en chef du Patrimoine, directrice des archives du département de Meurthe-et-Moselle à compter du 18 août 2003 ;

VU la circulaire N°00159 du ministère de l'intérieur, de l'outre mer et des collectivités territoriales en date du 5 mars 2008 relative à la modification du régime de la délégation de signature des préfets ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle ;

ARRETE

Art. 1^{er} : Délégation de signature est donnée à Mme Hélène SAY, directrice du service départemental d'archives de Meurthe-et-Moselle, à l'effet de signer dans le cadre de ses attributions et compétences, toutes correspondances, rapports, visas et décisions relatifs aux matières énumérées ci-dessous :

a) gestion du service départemental d'archives :

- correspondances relatives à la gestion du personnel de l'Etat mis à disposition auprès du conseil général pour exercer ses fonctions dans le service départemental d'archives ;

- engagement de dépenses pour les crédits d'Etat dont elle assure la gestion.

b) contrôle scientifique et technique des archives des collectivités territoriales :

- correspondances, rapports et avis relatifs à l'exercice du contrôle scientifique et technique de l'Etat sur les archives des collectivités territoriales, à l'exclusion des décisions et mises en demeure concernant le dépôt des archives des communes aux Archives départementales en application des articles L. 1421-7 à L. 1421-9 du code général des collectivités territoriales ;

- avis sur les projets de construction, extension et réaménagement des bâtiments à usage d'archives des collectivités territoriales (à l'exclusion du département) et de leurs groupements ;

- visas préalables à l'élimination des documents d'archives des collectivités territoriales et établissements publics territoriaux.

- arrêtés de dérogation à l'article L 212-11 du Code du patrimoine pour la conservation des archives centenaires au sein des collectivités territoriales.

c) contrôle des archives publiques et privées découlant du code du patrimoine et des décrets du 3 décembre 1979 relatifs aux archives :

- documents liés au contrôle de la conservation, du tri, du classement, de l'inventaire et de la communication des archives des services de l'Etat, des établissements et entreprises publics, des organismes de droit privé chargés de la gestion des services publics ou d'une mission de service public et des officiers publics ou ministériels ;

- visas préalables à l'élimination des documents d'archives des services de l'Etat, des établissements hospitaliers et des organismes de droit privé chargés de mission ce service public ;

- documents liés à la protection du patrimoine archivistique privé.

d) coordination de l'activité des services d'archives dans les limites du département.

- correspondances et rapports.

Art. 2 : Mme Hélène SAY, directrice du service départemental d'archives de Meurthe-et-Moselle, définit, par arrêté pris au nom du préfet, la liste de ses subordonnés habilités à signer les actes dans leurs domaines de compétences respectifs.

Art. 3 : Demeurent réservées, en toutes matières, à la signature de Monsieur le préfet, les correspondances adressées :

- 1°) à la présidence de la République et au Premier ministre,
- 2°) aux ministres,
- 3°) aux parlementaires,
- ainsi que les correspondances adressées sous forme personnelle :
- 4°) au préfet de région et au président du conseil régional,
- 5°) au président du conseil général de Meurthe-et-Moselle,
- 6°) au président de la communauté urbaine du Grand Nancy.

Art. 4 : La directrice du service départemental d'archives de Meurthe-et-Moselle rend compte périodiquement au préfet des décisions prises à l'occasion de ces délégations.

Art. 5 : L'arrêté préfectoral n°07.BMSSE.110 du 24 août 2007 accordant délégation de signature à Mme SAY, est abrogé.

Art. 6 : Le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à Mme SAY, directrice des archives départementales, affiché pendant 15 jours dans les locaux de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et publié au recueil des actes administratifs. Une copie sera adressée à Monsieur le Trésorier-payeur général de Meurthe-et-Moselle.

Le préfet,
Hugues PARANT

Arrêté N° 08.BMSSE.19 du 6 mai 2008 accordant délégation de signature au colonel Bernard MODERE, directeur départemental des services d'incendie et de secours

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

Vu le code général des collectivités territoriales ;
Vu la loi du 28 pluviôse an VIII relative à la division du territoire de la République et à l'administration ;
Vu la loi N° 82.213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions ;
Vu la loi N° 96.369 du 3 mai 1996 relative aux services d'incendie et de secours, et notamment son article 33 ;
Vu la loi N° 2004.811 du 13 août 2004 de modernisation de la sécurité civile ;
Vu le décret N° 97-1225 du 26 décembre 1997 relatif à l'organisation des services d'incendie et de secours ;
Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004, relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;
Vu le décret du président de la République en conseil des ministres en date du 18 juillet 2007 nommant Monsieur Hugues PARANT Préfet de Meurthe-et-Moselle ;
Vu le décret N° 2008-158 du 22 février 2008 relatif à la suppléance des préfets de région et à la délégation de signature des préfets et des hauts-commissaires de la République en Polynésie française et en Nouvelle-Calédonie ;
Vu l'arrêté ministériel du 6 avril 1988 portant nomination du chef de bataillon Bernard MODERE, en qualité de directeur départemental des services d'incendie et de secours de Meurthe-et-Moselle avec le grade de Lieutenant-Colonel, à compter du 1^{er} mai 1988 ;
Vu l'arrêté ministériel du 4 juillet 1991 portant promotion du Lieutenant-Colonel Bernard MODERE, au grade de Colonel à compter du 1^{er} mai 1991 ;
Vu la circulaire N°00159 du ministère de l'intérieur, de l'outre mer et des collectivités territoriales en date du 5 mars 2008 relative à la modification du régime de la délégation de signature des préfets ;
Vu l'arrêté préfectoral N° 98-048 du 5 mars 1998 portant organisation du corps départemental des sapeurs-pompiers de Meurthe-et-Moselle à compter du 1^{er} mars 1998 ;
Sur proposition du secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle ;

ARRETE

Art. 1^{er} : Délégation de signature est accordée au Colonel Bernard MODERE, directeur départemental des services d'incendie et de secours de Meurthe-et-Moselle, chef de corps départemental, à l'effet de signer les documents relevant des attributions de son service, contrôlées par Monsieur le secrétaire général de la préfecture, à savoir :

- ampliations des arrêtés préfectoraux et copies de décisions,
- certification et visa de pièces et documents,
- correspondances courantes relatives aux mesures opérationnelles et aux affaires de prévention, de protection et d'organisation des secours.

Art. 2 : Le Colonel Bernard MODERE, directeur départemental des services d'incendie et de secours, définit, par arrêté pris au nom du préfet, la liste de ses subordonnés habilités à signer les actes dans leurs domaines de compétences respectifs.

Art. 3 : Demeurent réservées, en toutes matières, à la signature de Monsieur le préfet, les correspondances adressées :

- 1°) à la présidence de la République et au Premier ministre,
- 2°) aux ministres,
- 3°) aux parlementaires,
- ainsi que les correspondances adressées sous forme personnelle :
- 4°) au préfet de région et au président du conseil régional,
- 5°) au président de la communauté urbaine du grand Nancy,

Art. 4 : L'arrêté préfectoral n° 07.BMSSE.109 du 24 août 2007, accordant délégation de signature au colonel Bernard MODERE, est abrogé.

Art. 5 : Le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié au colonel Bernard MODERE, directeur départemental du SDIS, affiché pendant 15 jours dans les locaux de la

préfecture de Meurthe-et-Moselle et publié au recueil des actes administratifs. Une copie sera adressée à Monsieur le Trésorier-payeur général de Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 6 mai 2008

Le préfet,
Hugues PARANT

Arrêté N° 08.BMSSE.20 du 6 mai 2008 accordant délégation de signature à Monsieur Jacques SCHIELE, directeur départemental de la police aux frontières

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

Vu la convention d'application de l'accord de Schengen du 14 juin 1985 entre les gouvernements des Etats de l'Union économique Bénélux, de la République Fédérale d'Allemagne et de la République française relatif à la suppression graduelle des contrôles aux frontières communes, signée à Schengen le 19 juin 1990 ;

Vu l'accord d'adhésion du Royaume d'Espagne à la convention d'application de l'accord de Schengen du 14 juin 1985 entre les gouvernements des Etats de l'Union économique Benelux, de la République fédérale d'Allemagne et de la République française relatif à la suppression graduelle des contrôles aux frontières communes, signée à Schengen le 19 juin 1990, à laquelle a adhéré la République italienne par l'accord signé à Paris le 27 novembre 1990, fait à Bonn le 25 juin 1991 ;

Vu l'accord d'adhésion de la République portugaise à la convention d'application de l'accord de Schengen du 14 juin 1985 entre les gouvernements des Etats de l'Union économique Benelux, de la République fédérale d'Allemagne et de la République française relatif à la suppression graduelle des contrôles aux frontières communes, signée à Schengen le 19 juin 1990, à laquelle a adhéré la République italienne par l'accord signé à Paris le 27 novembre 1990, fait à Bonn le 25 juin 1991 ;

Vu les articles L.531-1 et L.531-2 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile ;

Vu la loi du 28 pluviôse An VIII relative à la division du territoire de la République et à l'administration ;

Vu la loi n° 81-973 du 29 octobre 1981 relative aux conditions d'entrée et de séjour des étrangers en France, notamment l'article 7 ;

Vu la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 modifiée relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions ;

Vu le décret n° 94-769 du 2 septembre 1994 portant modification du décret n° 82-440 du 26 mai 1982 modifié pris pour l'application de l'article 24 de l'ordonnance n° 45-2658 du 2 novembre 1945 modifiée relative aux conditions d'entrée et de séjour des étrangers en France ;

Vu le décret n° 95-304 du 21 mars 1995 portant publication de la convention d'application de l'accord de Schengen du 14 juin 1985 entre les gouvernements des Etats de l'Union économique Bénélux, de la République Fédérale d'Allemagne et de la République française relatif à la suppression graduelle des contrôles aux frontières communes, signée à Schengen le 19 juin 1990 ;

Vu le décret n° 95-305 du 21 mars 1995 portant publication de l'accord d'adhésion du Royaume d'Espagne à la convention d'application de l'accord de Schengen du 14 juin 1985 ;

Vu le décret n° 95-306 du 21 mars 1995 portant publication de l'accord d'adhésion de la République portugaise à la convention d'application de l'accord de Schengen du 14 juin 1985 ;

Vu le décret n° 2003-734 du 1^{er} août 2003 portant création et organisation des services déconcentrés de la direction centrale de la police aux frontières ;

Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004, relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

Vu le décret du président de la République en conseil des ministres en date du 18 juillet 2007 nommant Monsieur Hugues PARANT Préfet de Meurthe-et-Moselle ;

Vu le décret N° 2008-158 du 22 février 2008 relatif à la suppléance des préfets de région et à la délégation de signature des préfets et des hauts-commissaires de la République en Polynésie française et en Nouvelle-Calédonie ;

Vu l'arrêté ministériel 902 du 30 juillet 1993, nommant M. Jacques SCHIELE, directeur départemental de la police aux frontières de Meurthe-et-Moselle à compter du 1^{er} septembre 1993 ;

Vu l'arrêté en date du 1^{er} septembre 1993 du procureur général près la cour d'appel de Nancy, habilitant M. Jacques SCHIELE, capitaine de police à exercer les attributions attachées à la fonction d'officier de police judiciaire dans les limites territoriales du département de Meurthe-et-Moselle ;

Vu la circulaire N°00159 du ministère de l'intérieur, de l'outre mer et des collectivités territoriales en date du 5 mars 2008 relative à la modification du régime de la délégation de signature des préfets ;

Sur proposition du secrétaire général de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle ;

ARRETE

Art. 1^{er} : Délégation de signature est donnée à M. Jacques SCHIELE, commandant de police, directeur départemental de la Police aux Frontières de Meurthe-et-Moselle en résidence à Mont-Saint-Martin, à l'effet de signer :

- les décisions de remise aux autorités compétentes de Belgique et du Luxembourg prévues aux articles L.531-1 et L.531-2 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile.

Art. 2 : M. Jacques SCHIELE, commandant de police, directeur départemental de la Police aux Frontières de Meurthe-et-Moselle, définit, par arrêté pris au nom du préfet, la liste de ses subordonnés habilités à signer les actes dans leurs domaines de compétences respectifs.

Art. 3 : Demeurent réservées, en toutes matières, à la signature de Monsieur le préfet, les correspondances adressées :

- 1°) à la présidence de la République et au Premier ministre,
- 2°) aux ministres,

3°) aux parlementaires,

ainsi que les correspondances adressées sous forme personnelle :

4°) au préfet de région et au président du conseil régional,

5°) au président du conseil général,

6°) au président de la communauté urbaine du Grand Nancy.

Art. 4 : L'arrêté préfectoral n° 07.BMSSE.83 du 20 août 2007, accordant délégation de signature à Monsieur SCHIELE, est abrogé.

Art. 5 : Le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à M. SCHIELE, directeur départemental de la police aux frontières, affiché pendant 15 jours dans les locaux de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et publié au recueil des actes administratifs. Une copie sera adressée à Monsieur le Trésorier-payeur général de Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 6 mai 2008

Le préfet,
Hugues PARANT

Arrêté N° 08.BMSSE.21 du 6 mai 2008 accordant délégation de signature à Monsieur Claude BISSON-VAIVRE, inspecteur d'académie, directeur des services départementaux de l'éducation nationale

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

Vu la loi du 28 pluviôse an VIII relative à la division du territoire de la République et à l'administration ;

Vu la loi n° 82.213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions ;

Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements et notamment son article 45 ;

Vu le décret du président de la République en conseil des ministres en date du 18 juillet 2007 nommant Monsieur Hugues PARANT Préfet de Meurthe-et-Moselle ;

Vu le décret du président de la République du 20 décembre 2004 nommant M. Claude BISSON-VAIVRE dans l'emploi d'inspecteur d'académie, directeur des services départementaux de l'éducation nationale de Meurthe-et-Moselle ;

Vu le décret n° 2008-158 du 22 février 2008 relatif à la suppléance des préfets de région et à la délégation de signature des préfets et des hauts-commissaires de la République en Polynésie française et en Nouvelle-Calédonie ;

Vu la circulaire n°00159 du ministère de l'intérieur, de l'outre mer et des collectivités territoriales en date du 5 mars 2008 relative à la modification du régime de la délégation de signature des préfets ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle ;

ARRETE

Art. 1^{er} : Délégation de signature est donnée à M. Claude BISSON-VAIVRE, inspecteur d'académie, directeur des services départementaux de l'éducation nationale, à l'effet de signer les décisions d'exonération en matière de taxe d'apprentissage.

Art. 2 : M. Claude BISSON-VAIVRE, inspecteur d'académie, directeur des services départementaux de l'éducation nationale, définit, par arrêté pris au nom du préfet, la liste de ses subordonnés habilités à signer les actes dans leurs domaines de compétences respectifs.

Art. 3 : Demeurent réservées, en toutes matières à l'exception de celles mentionnées au 1° de l'article 33 du décret du 29 avril susvisé, à la signature de Monsieur le préfet, les correspondances adressées :

1°) à la présidence de la République et au Premier ministre,

2°) aux ministres,

3°) aux parlementaires,

ainsi que les correspondances adressées sous forme personnelle :

4°) au préfet de région et au président du conseil régional,

5°) au président du conseil général,

6°) au président de la communauté urbaine du grand Nancy,

Art. 4 : L'arrêté préfectoral n° 07.BMSSE.88 du 20 août 2007, accordant délégation de signature à M. BISSON-VAIVRE est abrogé.

Art. 5 : Le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à M. BISSON-VAIVRE, inspecteur d'académie, directeur des services départementaux de l'éducation nationale, affiché pendant 15 jours dans les locaux de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et publié au recueil des actes administratifs. Une copie sera adressée à Monsieur le Trésorier-payeur général de Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 6 mai 2008

Le préfet,
Hugues PARANT

Arrêté N° 08.BMSSE.22 du 6 mai 2008 accordant délégation de signature à Monsieur Alain MARCHANDEAU, directeur interrégional des anciens combattants de Metz

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

Vu la loi du 28 pluviôse an VIII relative à la division du territoire de la République et à l'administration ;

Vu la loi n° 2005-102 du 11 février 2005 pour l'égalité des droits et des chances, la participation et la citoyenneté des personnes handicapées ;

Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004, relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements et notamment son article 45 ;

Vu le décret n° 2005-1766 du 30 décembre 2005 fixant les conditions d'attribution et d'utilisation de la carte de stationnement pour les personnes handicapées et modifiant le code de l'action sociale et des familles ;

Vu le décret du président de la République en conseil des ministres en date du 18 juillet 2007 nommant Monsieur Hugues PARANT Préfet de Meurthe-et-Moselle ;

Vu le décret n° 2008-158 du 22 février 2008 relatif à la suppléance des préfets de région et à la délégation de signature des préfets et des hauts-commissaires de la République en Polynésie française et en Nouvelle-Calédonie ;

Vu l'arrêté ministériel en date du 21 mai 1997 nommant et détachant M. Alain MARCHANDEAU, directeur régional, dans l'emploi de chef de services interdépartementaux de Lorraine-Champagne-Ardenne, site de Metz, à compter du 13 août 1997 ;

Vu la circulaire n°00159 du ministère de l'intérieur, de l'outre mer et des collectivités territoriales en date du 5 mars 2008 relative à la modification du régime de la délégation de signature des préfets ;

Vu l'arrêté du 13 mars 2006 relatif aux critères d'appréciation d'une mobilité pédestre réduite et de la perte d'autonomie dans le déplacement ;

Vu l'arrêté du 31 juillet 2006 fixant le modèle de la carte de stationnement pour personnes handicapées ;

Vu l'instruction ministérielle du 29 novembre 1993 relative à l'organisation territoriale du ministère des anciens combattants et victimes de guerre ;

Vu l'instruction n° 06-783/DEF/SGA/DSPRS/SDRS/BASG du 23 octobre 2006 ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle ;

ARRETE

Art. 1^{er} : Délégation est donnée à Monsieur Alain MARCHANDEAU, directeur interrégional des anciens combattants de Metz, chef des services déconcentrés, à l'effet de signer les décisions d'attribution et de rejet de la carte européenne de stationnement pour les personnes handicapées pour le département de la Meurthe-et-Moselle.

Art. 2 : Monsieur Alain MARCHANDEAU, directeur interrégional des anciens combattants de Metz, chef des services déconcentrés, définit, par arrêté pris au nom du préfet de Meurthe-et-Moselle, la liste de ses subordonnés habilités à signer les actes dans leurs domaines de compétences respectifs.

Art. 3 : Demeurent réservées, en toutes matières, à la signature de Monsieur le préfet, les correspondances adressées :

1°) à la présidence de la République et au Premier ministre,

2°) aux ministres,

3°) aux parlementaires,

ainsi que les correspondances adressées sous forme personnelle :

4°) au préfet de région et au président du conseil régional,

5°) au président du conseil général,

6°) au président de la communauté urbaine du grand Nancy.

Art. 4 : L'arrêté n° 07. BMSSE.90 du 20 août 2007 accordant délégation de signature à M. MARCHANDEAU est abrogé.

Art. 5 : Le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à M. MARCHANDEAU, directeur interrégional des anciens combattants de Metz, affiché pendant 15 jours dans les locaux de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et publié au recueil des actes administratifs. Une copie sera adressée à Monsieur le Trésorier-payeur général de Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 6 mai 2008

Le préfet,
Hugues PARANT

Arrêté N° 08.BMSSE.23 du 6 mai 2008 accordant DELEGATION DE SIGNATURE à Monsieur Michel SINGER, directeur interrégional de la concurrence, de la consommation et de la répression des fraudes de Lorraine

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

Vu le code de commerce ;

Vu le code de la consommation ;

Vu la loi du 28 pluviôse An VIII relative à la division du territoire de la République et à l'administration ;

Vu la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 modifiée relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions et notamment en son article 34 ;

Vu le décret n° 92-604 du 1er juillet 1992 portant charte de la déconcentration ;

Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et les départements et notamment son article 45 ;

Vu le décret n° 2006-81 du 21 janvier 2006 modifiant le décret n° 2001-1179 du 12 décembre 2001 relatif aux services déconcentrés de la direction générale de la concurrence, de la consommation et de la répression des fraudes ;

Vu le décret n° 2007-120 du 30 janvier 2007 relatif aux emplois de directeur interrégional, régional et fonctionnel de la concurrence, de la consommation et de la répression des fraudes ;

Vu le décret du président de la République en conseil des ministres en date du 18 juillet 2007 nommant Monsieur Hugues PARANT Préfet de Meurthe-et-Moselle ;

Vu le décret n° 2008-158 du 22 février 2008 relatif à la suppléance des préfets de région et à la délégation de signature des préfets et des hauts-commissaires de la République en Polynésie française et en Nouvelle-Calédonie ;

Vu l'arrêté ministériel du 16 mars 2001 nommant M. Michel SINGER, directeur régional de la concurrence, de la consommation et de la répression des fraudes de Lorraine ;

Vu l'arrêté ministériel du 30 mai 2007 portant maintien en détachement et reclassement des directeurs régionaux de la concurrence, de la consommation et de la répression des fraudes dans l'emploi de directeur interrégional de la concurrence, de la consommation et de la répression des fraudes,

Vu la circulaire n°00159 du ministère de l'intérieur, de l'outre mer et des collectivités territoriales en date du 5 mars 2008 relative à la modification du régime de la délégation de signature des préfets ;

Sur proposition du secrétaire général de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle ;

ARRETE

Art. 1^{er} : Délégation est donnée à M. Michel SINGER, directeur interrégional de la concurrence, de la consommation et de la répression des fraudes de Lorraine, à l'effet de signer, l'ensemble des actes d'administration relevant des attributions et compétences de son service, dans la limite du ressort territorial de Meurthe-et-Moselle.

Art. 2 : M. Michel SINGER, directeur interrégional de la concurrence, de la consommation et de la répression des fraudes de Lorraine, définit, par arrêté pris au nom du préfet de Meurthe-et-Moselle, la liste de ses subordonnés habilités à signer les actes dans leurs domaines de compétences respectifs.

Art. 3 : Demeurent réservées à la signature de monsieur le Préfet, les correspondances adressées :

- 1) à la présidence de la République et au premier ministre
- 2) aux ministres (cabinet)
- 3) aux parlementaires

ainsi que les correspondances adressées sous forme personnelle :

- 4) au préfet de région et au président du conseil régional
- 5) au président du conseil général

- 6) au président de la communauté urbaine du Grand Nancy

Art. 4 : L'arrêté préfectoral n°07.BMSSE.86 du 20 août 2007 accordant délégation de signature à Monsieur SINGER est abrogé.

Art. 5 : Le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à M. SINGER, directeur interrégional de la concurrence, de la consommation et de la répression des fraudes de Lorraine, affiché pendant 15 jours dans les locaux de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et publié au recueil des actes administratifs. Une copie sera adressée à Monsieur le Trésorier-payeur général de Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 6 mai 2008

Le préfet,
Hugues PARANT

Arrêté N° 08.BMSSE.24 du 6 mai 2008 accordant délégation de signature à Monsieur Lorenzo DIEZ, chef du service départemental de l'architecture et du patrimoine de Meurthe-et-Moselle

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

Vu la loi du 28 pluviôse an VIII relative à la division du territoire de la République et à l'administration ;

Vu la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 modifiée, relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions ;

Vu la loi d'orientation n° 92-125 du 6 février 1992 modifiée, relative à l'administration territoriale de la République ;

Vu le décret n° 79-180 du 6 mars 1979 instituant les services départementaux de l'architecture, ensemble les textes visés par ce décret, modifié par le décret N°96-492 du 4 juin 1996 ;

Vu le décret 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets et à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

Vu le décret du président de la République en conseil des ministres en date du 18 juillet 2007 nommant Monsieur Hugues PARANT Préfet de Meurthe-et-Moselle ;

Vu le décret N° 2008-158 du 22 février 2008 relatif à la suppléance des préfets de région et à la délégation de signature des préfets et des hauts-commissaires de la République en Polynésie française et en Nouvelle-Calédonie ;

Vu l'arrêté du ministre de la culture du 13 septembre 2004, nommant M. Lorenzo DIEZ, architecte et urbaniste de l'Etat, en qualité de chef du service départemental de l'architecture et du patrimoine de Meurthe-et-Moselle à compter du 1^{er} octobre 2004 ;

Vu la circulaire N°00159 du ministère de l'intérieur, de l'outre mer et des collectivités territoriales en date du 5 mars 2008 relative à la modification du régime de la délégation de signature des préfets ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle ;

ARRETE

Art. 1^{er} : Délégation de signature est donnée à M. Lorenzo DIEZ, chef du service départemental de l'architecture et du patrimoine de Meurthe-et-Moselle à l'effet de signer :

a) les actes et documents liés à l'exécution des missions prévues par le décret N° 79-180 du 6 mars 1979 modifié, particulièrement l'article 2 définissant les missions des services départementaux de l'architecture ;

b) les actes de gestion concernant les personnels de catégorie A, B et C.

Art. 2 : M. Lorenzo DIEZ, chef du service départemental de l'architecture et du patrimoine, définit, par arrêté pris au nom du préfet, la liste de ses subordonnés habilités à signer les actes dans leurs domaines de compétences respectifs.

Art. 3 : Demeurent réservées à la signature de Monsieur le préfet, les correspondances adressées :

- 1°) à la présidence de la République et au Premier ministre,
- 2°) aux ministres,
- 3°) aux parlementaires.

ainsi que les correspondances adressées sous forme personnelle :

- 4°) au préfet de région et au président du conseil régional
- 5°) au président du conseil général

- 6°) au président de la communauté urbaine du Grand Nancy.

Art. 4 : L'arrêté préfectoral n° 07.BMSSE.113 du 28 août 2007, accordant délégation de signature à M. DIEZ, est abrogé.

Art. 5 : Le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à Monsieur DIEZ, chef du service départemental d'architecture et du patrimoine, affiché pendant 15 jours dans les locaux de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et publié au recueil des actes administratifs. Une copie sera adressée à Monsieur le Trésorier-payeur général de Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 6 mai 2008

Le préfet,
Hugues PARANT

Arrêté N° 08.BMSSE.25 du 6 mai 2008 accordant délégation de signature à Monsieur Jean-Yves CHOLLET, directeur départemental des services vétérinaires

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

Vu le Code Rural modifié ;

Vu le Code de la Santé Publique modifié ;

Vu le Code de l'environnement ;

Vu le Code de la Consommation ;

Vu la loi du 28 pluviôse An VIII relative à la division du territoire de la République et à l'administration ;

Vu la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 modifiée, relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions ;

Vu la loi d'orientation n° 92-125 du 6 février 1992 modifiée, relative à l'administration territoriale de la République ;

Vu le décret n° 84-1191 du 28 décembre 1984 modifié, relatif à l'organisation des services extérieurs du ministère de l'agriculture ;

Vu le décret n° 92-604 du 1^{er} juillet 1992 portant charte de la déconcentration ;

Vu le décret n° 97-34 du 15 janvier 1997 relatif à la déconcentration des décisions individuelles ;

Vu le décret 2002-234 du 20 février 2002 portant création de directions départementales des services vétérinaires et modifiant le décret 84-1191 du 28 décembre 1984 relatif à l'organisation des services extérieurs du ministère de l'agriculture ;

Vu le décret n° 2002-235 du 20 février 2002 relatif à l'organisation et aux attributions des Directions Départementales des Services Vétérinaires ;

Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004, relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions ;

Vu le décret du président de la République en conseil des ministres en date du 18 juillet 2007 nommant Monsieur Hugues PARANT Préfet de Meurthe-et-Moselle ;

Vu le décret N° 2008-158 du 22 février 2008 relatif à la suppléance des préfets de région et à la délégation de signature des préfets et des hauts-commissaires de la République en Polynésie française et en Nouvelle-Calédonie ;

Vu l'arrêté ministériel du 18 septembre 2006 nommant Jean-Yves CHOLLET, directeur départemental des services vétérinaires de Meurthe-et-Moselle ;

Vu la circulaire N°00159 du ministère de l'intérieur, de l'outre mer et des collectivités territoriales en date du 5 mars 2008 relative à la modification du régime de la délégation de signature des préfets ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle ;

ARRETE

Art. 1^{er} : Délégation de signature est donnée à Monsieur Jean-Yves CHOLLET, Inspecteur de Santé Publique Vétérinaire, Directeur Départemental des Services Vétérinaires de Meurthe-et-Moselle à l'effet de signer les décisions et documents relevant de ses attributions dans les domaines d'activités énumérés ci-après :

Administration générale :

- l'octroi de congés et autorisations d'absence des personnels dans le cadre des instructions ministérielles en vigueur, et plus généralement, la gestion du personnel dont les changements d'affectation n'entraînant pas de changement de résidence administrative ;
- la fixation du règlement intérieur d'aménagement local du temps de travail et de l'organisation ;
- le recrutement des personnels temporaires vacataires dans la limite des crédits délégués à cet effet ;
- la commande des matériels, fournitures, véhicules et prestations ;
- la signature des marchés, ordres de service et toutes pièces contractuelles relatives aux travaux d'aménagement et d'entretien des biens immobiliers ;
- le commissionnement des agents des services vétérinaires tel que prévu aux articles L214-20, L221-6, R221-22 du Code Rural et aux articles L514-5 et L514-13 du Code de l'environnement.

Décisions individuelles dans les domaines suivants :

Santé animale :

- délivrance du mandant sanitaire (articles L221-11, R221-4 et R221-6 du Code Rural) ;
- désignation des vétérinaires sanitaires (article R221-9 du Code Rural) ;
- mesures applicables dans les abattoirs et équarrissages (articles R223-20 du Code Rural) ;
- mises en demeure prononcées en vertu de l'article L215-9 du Code Rural ;
- toute décision concourant à la prévention de la lutte contre les maladies visées aux articles D223-21, D223-1 du Code Rural.
- Fixation du montant d'estimation des cheptels (arrêté ministériel du 30 mars 2001 modifié fixant les modalités de l'estimation des animaux abattus sur ordre de l'administration)

Reproduction animale :

- autorisation sanitaire d'utilisation des reproducteurs bovins du Centre d'Insémination Artificielle (article 5 de l'arrêté ministériel du 12 juillet 1994 relatif aux conditions exigées pour l'agrément sanitaire des CIA autorisés) ;
- agrément sanitaire des équipes de transplantation et production embryonnaire dans les espèces ovine et caprine (arrêté ministériel du 31 mars 1994 fixant les conditions sanitaires relatives à la transplantation et aux échanges intracommunautaires d'embryons d'animaux domestiques des espèces ovine et caprine) ;
- agrément sanitaire des équipes de transplantation et production embryonnaire dans l'espèce bovine (arrêté ministériel du 13 juillet 1994 fixant les conditions sanitaires relatives à la transplantation et aux échanges

intracommunautaires d'embryons d'animaux domestiques des espèces bovines)

Protection animale :

- mesures destinées à réduire la souffrance des animaux gravement malades, blessés ou en état de misère physiologique du fait d'un mauvais traitement ou une absence de soin (article R214-17 du Code Rural) ;

Expérimentation animale :

- remise en liberté d'animaux (article R214-89 du Code Rural)
- octroi de l'autorisation d'expérimenter (article R214-93 du Code Rural)
- recours à un fournisseur occasionnel (article R214-97 du Code Rural)
- octroi de l'agrément des établissements d'expérimenter (article R214-101 du Code Rural)

Transport des animaux :

- mesures nécessaires pour épargner toute souffrance aux animaux au cours des transports (article R214-58 du Code Rural)
- délivrance du certificat de capacité (animaux domestiques) prévu par l'article L214-6 du Code Rural et par l'article R214-25 du Code Rural

Garde, cession et rassemblement d'animaux :

- Dérogation à l'interdiction de vente d'animaux de compagnie sur des lieux non réservés à cet effet (article L214-7 du Code Rural)
- Mesures de nature à faire cesser l'insalubrité de locaux d'élevage d'animaux de compagnie destinés à la vente ou de locaux de vente ou de transit d'animaux de compagnie pouvant comprendre l'interdiction de cession (article R214-33 du Code Rural)
- Agréments des négociants, centres de rassemblement et marchés (article L233-3 du Code Rural)
- Mises en demeure de remédier au non respect des conditions d'application (article L233-3 du Code Rural)
- Octroi et suspension de l'agrément de centres de rassemblement (arrêté ministériel du 09 juin 1994 relatif aux échanges d'animaux vivants, de semence, embryons et à l'organisation des contrôles vétérinaires)

Hygiène alimentaire :

- consignation ou rappel de lots de denrées ou d'animaux (article L232-2 du Code Rural)
- agrément des établissements préparant, traitant, transformant, manipulant ou entreposant des denrées animales ou d'origine animale destinées à la consommation humaine (article L233-2 du Code Rural)
- dispense d'agrément ou retrait de dispense d'agrément des établissements préparant, traitant, transformant, manipulant ou entreposant des denrées animales ou d'origine animale destinées à la consommation humaine (article L233-2)
- attribution de la qualification de vétérinaire officiel (article D224-64 du Code Rural)
- octroi de la patente vétérinaire et médicale (article D224-64 du Code Rural)
- suspension ou retrait de la patente vétérinaire et médicale (articles D224-65 du Code Rural)
- octroi et retrait de la patente sanitaire (arrêté ministériel du 03 août 1984 fixant les conditions de l'attribution et du maintien de la patente sanitaire)
- autorisation d'insufflation mécanique pour la dépouille des agneaux et chevreux (arrêté ministériel du 17 mars 1992 relatif aux conditions auxquelles doivent satisfaire les abattoirs d'animaux de boucherie pour la production et la mise sur le marché de viandes fraîches et déterminant les conditions de l'inspection sanitaire de ces établissements)
- autorisation de sortie de matériaux spécifiés à destination d'un établissement de recherche scientifique (arrêté du 17 mars 1992 relatif aux conditions auxquelles doivent satisfaire les abattoirs d'animaux de boucherie pour la production et la mise sur le marché de viandes fraîches et déterminant les conditions de l'inspection sanitaire de ces établissements)
- dérogation pour l'abattage et la présentation de volailles à usage gastronomique reconnu (arrêté ministériel du 17 mars 1994 fixant les conditions sanitaires auxquelles doivent satisfaire les établissements d'abattage de volailles)
- dérogation pour la mise sur le marché local de viandes issues d'ateliers de traitement de faible capacité (arrêté ministériel du 02 août 1995 fixant les conditions sanitaires de collecte, de traitement et de mise sur le marché de viandes fraîches de gibier sauvages).

Pharmacie vétérinaire :

- agrément pour la préparation extemporanée des aliments médicamenteux (Code de la Santé Publique L5143-3 et R5143-2)

Alimentation animale :

- agrément et enregistrement des établissements d'alimentation animale (article L235-1 du Code Rural)
- agrément et enregistrement des établissements d'alimentation animale (articles 9 et 11 de l'arrêté ministériel du 28 février 2000 relatif à l'agrément et à l'enregistrement de certains établissements et intermédiaires dans le secteur de l'alimentation animale)

Désinfection :

- ordre d'exécution de mesures de nettoyage et de désinfection préconisées par le vétérinaire sanitaire dans les lieux de rassemblement ouverts au public (article L214-16 du Code Rural)
- ordre d'exécution de mesures de nettoyage et de désinfection préconisées par le vétérinaire sanitaire dans les foires et marchés communaux (article L214-17 du Code Rural)
- interdiction d'utilisation des lieux de rassemblement d'animaux insalubres (article L214-18 du Code Rural).

Protection de la nature :

- délivrance, suspension, retrait des certificats de capacité (article R213-4 du Code de l'environnement)
- autorisation d'ouverture d'établissements d'élevage d'animaux d'espèces non domestiques (articles 4136-7, R413-18 et R413-21 du Code de l'environnement)

- autorisation de transport (arrêté du 30 juin 1998 fixant les modalités d'application de la convention sur le commerce international des espèces de faune et de flore sauvages menacées d'extinction et du règlement (CE) n° 338/97 du Conseil Européen et (CE) n° 939/97 de la Commission Européenne.

Echanges internationaux :

- agrément des opérateurs en échanges intra-communautaires et exportations (articles L236-2 et 17 de l'arrêté du 09 juin 1994 relatif aux règles applicables aux échanges d'animaux vivants, de semences et embryons et à l'organisation des contrôles vétérinaires)
- enregistrement des opérateurs (articles L236-8 du Code Rural et 7 de l'arrêté du 09 juin 1994 relatif aux règles applicables aux échanges d'animaux vivants, de semences et embryons et à l'organisation des contrôles vétérinaires et à l'article 7 de l'arrêté du 11 mars 1996 relatif aux règles sanitaires et aux contrôles vétérinaires applicables aux produits d'origine animale provenant d'un autre état membre de la Communauté européenne et ayant le statut de marchandises communautaires)
- agrément des établissements d'importation des poissons, mollusques et crustacés aquatiques vivants (article 9 de l'arrêté ministériel du 19 juillet 2002 fixant les conditions sanitaires pour l'importation et le transit, sur le territoire métropolitain et les départements d'outre-mer, des animaux vivants et de certains de leurs produits visés à l'article L236-1 du Code Rural)

Répression des fraudes :

- rappel de denrées alimentaires, matières premières (articles L218-4 et L218-5 du Code de la consommation)
- ordre d'utilisation à d'autres fins, de réexpédition ou de destruction de denrées (article L218-4 du Code de la consommation)

Laboratoires d'analyses :

- délivrance de la reconnaissance des laboratoires d'analyses dans le domaine alimentaire et vétérinaire (article R202-23 du Code Rural)

La délégation de signature attribuée à Monsieur Jean-Yves CHOLLET s'étend aux décisions individuelles négatives ou de refus relevant de ses attributions dans les matières citées ci-dessus.

Art. 2 : M. Jean-Yves CHOLLET, directeur départemental des services vétérinaires, définit, par arrêté pris au nom du préfet, la liste de ses subordonnés habilités à signer les actes dans leurs domaines de compétences respectifs.

Art. 3 : Demeurent réservées à la signature de Monsieur le préfet, les correspondances adressées :

- à la présidence de la République et au Premier ministre,
 - aux ministres,
 - aux parlementaires.
- ainsi que les correspondances adressées sous forme personnelle :
- au préfet de région et au président du conseil régional,
 - au président du conseil général,
 - au président de la communauté urbaine du Grand Nancy

Art. 4 : L'arrêté n°07.BMSSE.111 du 23 août 2007 accordant délégation de signature à Monsieur CHOLLET est abrogé.

Art. 5 : Le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à M. Jean-Yves CHOLLET, directeur départemental des services vétérinaires, affiché pendant 15 jours dans les locaux de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et publié au recueil des actes administratifs. Une copie sera adressée à Monsieur le Trésorier-payeur général de Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 6 mai 2008

Le préfet,
Hugues PARANT

Arrêté N° 08.BMSSE.26 du 6 mai 2008 accordant délégation de signature à Monsieur Jean-Luc BREDEL, directeur régional des affaires culturelles de Lorraine

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

Vu l'ordonnance modifiée n° 45-2339 du 13 octobre 1945 relative aux spectacles ;
Vu la loi du 28 pluviôse an VIII relative à la division du territoire de la République et à l'administration ;
Vu la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 modifiée, relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions et notamment son article 34 ;
Vu le décret n° 2000-609 du 29 juin 2000 pris pour l'application des articles 4 et 10 de l'ordonnance susvisée relative aux spectacles ;
Vu le décret 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets et à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;
Vu le décret n° 2004-1430 du 23 décembre 2004 relatif aux directions régionales des affaires culturelles et modifiant les attributions des directions régionales de l'environnement ;
Vu le décret n°2008-158 du 22 février 2008 relatif à la suppléance des préfets de région et à la délégation de signature des préfets et des hauts-commissaires de la république en Polynésie française et en Nouvelle-Calédonie ;
Vu le décret du président de la République en conseil des ministres en date du 18 juillet 2007 nommant Monsieur Hugues PARANT Préfet de Meurthe-et-Moselle ;
Vu l'arrêté du 19 juillet 2007 portant règlement de comptabilité au ministère du budget, des comptes publics et de la fonction publique pour la désignation d'ordonnateurs secondaires et leurs délégués relevant du ministère chargé de la culture sur les opérations du compte d'affectation spéciale « gestion du patrimoine immobilier de l'Etat » ;
Vu l'arrêté du 27 novembre 2007 de la ministre de la culture et de la communication nommant M. Jean-Luc BREDEL, directeur régional des affaires culturelles de Lorraine, à compter du 1^{er} janvier 2008 ;

Vu la circulaire n°00159 du ministère de l'intérieur, de l'outre-mer et des collectivités locales en date du 5 mars 2008 relative à la modification du régime de la délégation de signature des préfets ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle ;

ARRETE

Art. 1^{er} : Délégation est donnée à M. Jean-Luc BREDEL, directeur régional des affaires culturelles de Lorraine, à l'effet de signer les correspondances d'ordre technique liées à l'exécution de ses missions culturelles sur le département de Meurthe-et-Moselle : aménagement culturel des territoires, patrimoine, arts vivants, action culturelle, éducation artistique.

Art. 2 : Délégation de signature est également donnée à M. Jean-Luc BREDEL en matière de délivrance des licences d'entrepreneurs de spectacles, à l'exception des décisions de refus ou de retrait de la licence.

Art. 3 : Délégation de signature est donnée à M. Jean-Luc BREDEL en matière de dépenses de fonctionnement et d'investissement du compte d'affectation spéciale « Gestion du patrimoine immobilier de l'Etat » relevant du ministre en charge du domaine.

Art. 4 : Délégation est en outre donnée à M. Jean-Luc BREDEL à l'effet de signer les correspondances d'ordre technique en matière d'objets mobiliers, et notamment celles consenties au conservateur des antiquités et objets d'art, en cas d'absence ou d'empêchement de celui-ci.

Art. 5 : Monsieur Jean-Luc BREDEL, directeur régional des affaires culturelles de Lorraine, définit, par arrêté pris au nom du préfet de Meurthe-et-Moselle, la liste de ses subordonnés habilités à signer les actes dans leurs domaines de compétences respectifs.

Art. 6 : Demeurent réservées, en toutes matières à la signature de Monsieur le préfet, les correspondances adressées :

- à la Présidence de la République et au Premier Ministre
- aux ministres (cabinet)
- aux parlementaires,
- ainsi que les correspondances adressées sous forme personnelle,
- au préfet de région et au président du conseil régional,
- au président du conseil général,
- au président de la communauté urbaine du Grand Nancy.

Art. 7 : L'arrêté préfectoral n° 08.BMSSE.01 du 16 janvier 2008, accordant délégation de signature à M. BREDEL, est abrogé.

Art. 8 : Le présent arrêté sera notifié à Jean-Luc BREDEL, directeur régional des affaires culturelles de Lorraine, et sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle. Une ampliation sera adressée à M. le trésorier-payeur général de Meurthe-et-Moselle.

Le préfet,
Hugues PARANT

Arrêté N° 08.BMSSE.27 du 6 mai 2008 accordant délégation de signature à Monsieur Jérôme GOELLNER, directeur régional de l'industrie, de la recherche et de l'environnement de Lorraine

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

VU la loi du 28 pluviôse an VIII relative à la division du territoire de la République et à l'administration ;

VU la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 modifiée relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions, et notamment son article 34 ;

VU la loi d'orientation n° 92-125 du 6 février 1992 modifiée, relative à l'administration territoriale de la République ;

VU le décret n° 83-567 du 27 juin 1983 fixant le ressort territorial des services extérieurs du Ministère de l'Industrie et de la Recherche ;

VU le décret n° 83-568 du 27 juin 1983 relatif à l'organisation des Directions Régionales de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement ;

VU le décret n° 92-626 du 6 juillet 1992 relatif aux missions et à l'organisation des Directions Régionales de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement et aux conditions de désignation des Directeurs Régionaux de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement ;

VU les décrets n° 97-1184 à 97-1209 des 19 et 24 décembre 1997 relatifs à la déconcentration des décisions administratives individuelles ;

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004, relatif aux pouvoirs des Préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements, notamment son article 43 ;

VU le décret du Président de la République en Conseil des Ministres en date du 18 juillet 2007 nommant Monsieur Hugues PARANT, préfet de Meurthe-et-Moselle ;

VU le décret N° 2008-158 du 22 février 2008 relatif à la suppléance des préfets de région et à la délégation de signature des préfets et des hauts-commissaires de la République en Polynésie française et en Nouvelle-Calédonie ;

VU l'arrêté ministériel du 5 juillet 2001 nommant M. Jérôme GOELLNER en qualité de Directeur Régional de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement de Lorraine ;

VU la circulaire N°00159 du ministère de l'intérieur, de l'outre mer et des collectivités territoriales en date du 5 mars 2008 relative à la modification du régime de la délégation de signature des préfets ;

SUR proposition du Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle ;

ARRETE

Art. 1^{er} : Délégation de signature est donnée à M. Jérôme GOELLNER, directeur régional de l'industrie, de la recherche et de l'environnement pour la région Lorraine, à l'effet de signer, dans le cadre de ses attributions et compétences de caractère départemental, pour la Meurthe-et-Moselle, tous documents et correspondances dans les domaines suivants :

1 - Développement industriel et technologique

Application de la politique de développement industriel dans les conditions définies par le décret n° 83-568 du 27 juin 1983 susvisé.

2 - Carrières, mines, sous-sol et explosifs

2.1 - Instruction des demandes et surveillance au titre des législations concernant :

- la recherche et l'exploitation des substances minérales et de gîtes géothermiques,
- la gestion de l'après-mine,
- les stockages souterrains d'hydrocarbures liquides ou liquéfiés, de gaz ou de produits chimiques,
- les explosifs.

2.2 - Mesures de police des carrières en situation de péril imminent en application de l'article 107 du code minier à l'exclusion des procédures relevant de la législation sur les installations classées.

3 - Canalisations

3.1 - Instruction des demandes et surveillance au titre des réglementations relatives aux canalisations de transport d'hydrocarbures liquides ou liquéfiés, de gaz ou de produits chimiques,

3.2 - Procès-verbaux d'épreuve de résistance et d'étanchéité de canalisation.

4 - Equipements sous pression et instruments de mesure

4.1 - Instruction des demandes et surveillance au titre des réglementations relatives aux équipements sous pression et aux instruments de mesure,

4.2 - Agrément ou reconnaissance d'organismes de contrôle ou de services inspections,

4.3 - Surveillance des organismes de contrôle ou de services inspections reconnus et des détenteurs d'équipement sous pression et du marché des équipements sous pression,

4.4 - Aménagement aux obligations de contrôle et de surveillance,

4.5 - Vérifications primitives et périodiques des instruments de mesure réglementés,

4.6 - Surveillance des opérateurs dans le domaine de la métrologie légale, à l'exclusion des décisions de retrait d'agrément et des décisions requérant l'avis d'une commission nationale.

5 - Véhicules

5.1 - Instruction des demandes et surveillance au titre des réglementations relatives aux véhicules,

5.2 - Délivrance et retrait des autorisations de mise en circulation :

- des véhicules de transport en commun de personnes,
- des véhicules spécialisés dans les opérations de remorquage,
- des véhicules et citernes de transport de matières dangereuses,

5.3 - Surveillance des centres de contrôles techniques de véhicules lourds et légers et des contrôleurs y intervenant,

5.4 - Retrait des cartes grises,

5.5 - Réceptions par type ou à titre isolé de véhicules,

5.6 - Surveillance des opérateurs dans le domaine du transport par route des marchandises dangereuses.

6 - Energie

6.1 - Instruction des demandes et surveillance au titre de la législation relative aux lois sur l'énergie, l'électricité et le gaz,

6.2 - Délivrance des certificats :

- d'économie d'énergie,
- d'obligation d'achat d'électricité.

7 - Environnement industriel

Instruction des demandes et surveillance au titre de :

- la législation des Installations Classées pour la Protection de l'Environnement (ICPE),

- la législation sur l'air et l'utilisation rationnelle de l'énergie,

- la loi sur les déchets,

- le règlement européen relatif aux transferts transfrontaliers de déchets.

Art. 2 : Sont exceptées de ces délégations les décisions qui, comprises dans les matières visées à l'article 1, mettent en jeu le pouvoir de contrôle vis-à-vis des collectivités territoriales ou font intervenir une procédure d'enquête publique instruite par les services de la Préfecture.

Art. 3 : M. Jérôme GOELLNER, directeur régional de l'industrie, de la recherche et de l'environnement pour la région Lorraine, définit, par arrêté pris au nom du préfet de Meurthe-et-Moselle, la liste de ses subordonnés habilités à signer les actes dans leurs domaines de compétences respectifs.

Art. 4 : Demeurent réservées à la signature de Monsieur le préfet, les correspondances adressées :

- 1°) à la présidence de la République et au Premier ministre,
- 2°) aux ministres (cabinets),
- 3°) aux parlementaires,
- 4°) au préfet de région et au président du conseil régional,
- 5°) au président du conseil général,
- 6°) au président de la communauté urbaine du grand Nancy.

Art. 5 : Les correspondances d'une importance particulière doivent être adressées aux maires sous-couvert du sous-préfet d'arrondissement concerné.

Art. 6 : L'arrêté préfectoral n° 07.BMSSE.125 du 29 octobre 2007 accordant délégation de signature à M. GOELLNER est abrogé.

Art. 7 : Le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à M. GOELLNER, affiché pendant 15 jours dans les locaux de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et publié au recueil des actes administratifs. Une copie sera adressée à Monsieur le Trésorier-Payeur Général de Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 6 mai 2008

Le préfet,
Hugues PARANT

Arrêté N° 08.BMSSE.28 du 6 mai 2008 accordant délégation de signature à Monsieur Marc BRZEGOWY, directeur régional de la protection judiciaire de la jeunesse

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

VU l'ordonnance n° 45-174 du 2 février 1945 relative à l'enfance délinquante ;

Vu l'ordonnance n° 45-1845 du 18 août 1945 relative au remboursement aux institutions privées des frais d'entretien et d'éducation des mineurs délinquants ;
Vu la loi du 28 pluviôse an VIII relative à la division du territoire de la République et à l'administration ;
Vu la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 modifiée relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions ;
Vu le décret 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets et à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;
Vu le décret du président de la République en conseil des ministres en date du 18 juillet 2007 nommant Monsieur Hugues PARANT Préfet de Meurthe-et-Moselle ;
Vu le décret N° 2008-158 du 22 février 2008 relatif à la suppléance des préfets de région et à la délégation de signature des préfets et des hauts-commissaires de la République en Polynésie française et en Nouvelle-Calédonie ;
Vu l'arrêté ministériel du 21 septembre 2007 portant nomination de M. Marc BRZEGOWY en qualité de directeur régional de la protection judiciaire de la jeunesse de la région Lorraine Champagne-Ardenne ;
Vu la circulaire N°00159 du ministère de l'intérieur, de l'outre mer et des collectivités territoriales en date du 5 mars 2008 relative à la modification du régime de la délégation de signature des préfets ;
Sur proposition du secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle ;

ARRETE

Art. 1^{er} : Délégation est donnée à M. Marc BRZEGOWY, directeur régional de la protection judiciaire de la jeunesse, à l'effet de signer, dans le cadre de ses attributions et compétences, les conventions nominatives portant règlement et contrôle des placements ordonnés par le juge pour enfants dans les lieux de vie situés dans le département de Meurthe-et-Moselle.

Art. 2 : M. Marc BRZEGOWY, directeur régional de la protection judiciaire de la jeunesse, définit, par arrêté pris au nom du préfet de Meurthe-et-Moselle, la liste de ses subordonnés habilités à signer les actes dans leurs domaines de compétences respectifs.

Art. 3 : Demeurent réservées, en toutes matières, à la signature de M. le préfet, les correspondances adressées :

- à la présidence de la République et au Premier ministre,
- aux ministres,
- aux parlementaires,
- ainsi que les correspondances adressées sous forme personnelle :
- au préfet de région et au président du conseil régional,
- au président du conseil général,
- au président de la communauté urbaine du Grand Nancy.

Art. 4 : L'arrêté préfectoral n° 07.BMSSE.126 du 20 novembre 2007, accordant délégation de signature à M. BRZEGOWY, est abrogé.

Art. 5 : Le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à M. Marc BRZEGOWY, affiché pendant 15 jours dans les locaux de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et publié au recueil des actes administratifs. Une copie sera adressée à Monsieur le Trésorier-payeur général de Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 6 mai 2008

Le préfet,
Hugues PARANT

Arrêté N° 08.BMSSE.29 du 6 mai 2008 accordant délégation de signature à Monsieur Christian BRUNET, trésorier-payeur général de Meurthe-et-Moselle

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

Vu la loi du 28 pluviôse An VIII relative à la division du territoire de la République et à l'administration ;
Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements, modifié par le décret n° 2005-1621 du 22 décembre 2005 ;
Vu le décret du Président de la République en Conseil des Ministres en date du 18 juillet 2007 nommant M. Hugues PARANT, préfet de Meurthe-et-Moselle ;
Vu l'arrêté interministériel du 29 janvier 1973 rendant applicable dans le département le régime des procédures foncières institué par les articles R. 176 à R. 184 du code du domaine de l'Etat et par le décret n° 67-568 du 12 juillet 1967 relatif à la réalisation des acquisitions foncières pour le compte des collectivités publiques dans certains départements ;
Vu l'arrêté ministériel du 1^{er} août 2003 nommant Monsieur Christian BRUNET en qualité de Trésorier-Payeur Général de Meurthe-et-Moselle à compter du 1^{er} septembre 2003 ;
Sur proposition de M. le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle ;

ARRETE

Art. 1^{er} : Délégation de signature est donnée à M. Christian BRUNET, Trésorier-Payeur Général du département de Meurthe-et-Moselle à l'effet de signer, dans la limite de ses attributions et compétences, les décisions, contrats, conclusions, mémoires et, d'une façon plus générale, tous les actes, y compris les actes de procédure, se rapportant aux questions, affaires ou matières suivantes :

N°	Nature des attributions	Références
1	Toutes opérations se rapportant à la passation et à la signature au nom de l'Etat des actes de gestion et de réalisation des biens domaniaux	Art. L. 69 (3 ^{ème} alinéa), R. 32, R. 66, R. 76-1, R. 78, R. 128-3, R. 128-7, R. 128-8, R. 129-1, R. 129-2, R. 129-4, R. 129-5, R. 148, R. 148-3, A. 102, A. 103, A. 115 et A. 116 du code du domaine de l'Etat. Art. L. 3212-2 du code général de la propriété des personnes publiques.

2	Stipulation au nom de l'Etat dans les actes d'acquisition et de prise en location d'immeubles et de droits immobiliers ou de fonds de commerce intéressant les services publics civils ou militaires de l'Etat.	Art. R. 18 du code du domaine de l'Etat.
3	Autorisation d'incorporation au domaine public des biens du domaine privé de l'Etat.	Art. R. 1 du code du domaine de l'Etat.
4	Acceptation de remise au domaine des biens immobiliers et constatation des remises d'immeubles aux services publics affectataires.	Art. R. 83-1 et R. 89 du code du domaine de l'Etat.
5	Arrêtés d'affectation définitive ou provisoire et arrêtés portant changement d'utilisation des immeubles domaniaux ou des immeubles détenus en jouissance par l'Etat.	Art. R. 83 et R. 84 du code du domaine de l'Etat.
6	Octroi des concessions de logements.	Art. R. 95 (2 ^{ème} alinéa) et A. 91 du code du domaine de l'Etat.
7	Instances domaniales de toute nature autres que celles qui se rapportent à l'assiette et au recouvrement des droits, redevances et produits domaniaux.	Art. R. 158 1° et 2°, R. 158-1, R. 159, R. 160 et R. 163 du code du domaine de l'Etat.
8	Participation du service du Domaine à certaines adjudications d'immeubles dont les propriétaires avaient bénéficié de prêts spéciaux à la construction garantis par l'Etat.	Art. R. 105 du code du domaine de l'Etat.
9	Gestion des biens dépendant de patrimoines privés dont l'administration ou la liquidation ont été confiées au service du Domaine.	Art. 809 à 811-3 du code civil. Loi validée du 5 octobre 1940. Ordonnance du 5 octobre 1944. Loi du 23 juin 2006. Décret 2006-1792 du 23 décembre 2006.
10	Dans les départements en « service foncier » : tous actes de procédures et toutes formalités relatifs aux acquisitions d'immeubles, de droits immobiliers ou de fonds de commerce poursuivies, soit à l'amiable, soit par voie d'expropriation, à l'exclusion de ceux visés aux articles R. 179 et R. 180 du code du domaine de l'Etat. Dans les cas d'opérations poursuivies pour le compte de départements, de communes ou d'établissements publics dépendant de ces collectivités, signature de la convention conclue avec ces collectivités ou établissements en vue de l'accomplissement de ces opérations par les services de la direction générale de la comptabilité publique.	Art. R. 176 à R. 178 et R. 181 du code du domaine de l'Etat. Décret n° 67-568 du 12 juillet 1967. Art. 59 du décret n° 2004-374 du 29 avril 2004.

Art. 2 : Délégation de signature est donnée à M. Christian BRUNET, trésorier-payeur général de Meurthe-et-Moselle, à l'effet :

- d'émettre et d'adresser, à chaque ordonnateur secondaire délégué affectataire de locaux au sein de la cité administrative de Nancy ou au représentant des occupants ayant une personnalité juridique et financière différente de celle de l'Etat, les titres de perception pour la quote-part des charges de fonctionnement qui lui incombent ;
- d'engager et de mandater les dépenses de fonctionnement liées à la gestion de la cité administrative de Nancy.

Art. 3 : Monsieur Christian BRUNET, trésorier-payeur général, définit, par arrêté pris au nom du préfet, la liste de ses subordonnés habilités à signer les actes dans leurs domaines de compétences respectifs.

Art. 4 : Demeurent réservées à la signature de M. le préfet, les correspondances adressées :

- à la présidence de la République et au Premier ministre,
- aux ministres,
- aux parlementaires,
- au préfet de région et au président du conseil régional,
- au président du conseil général,
- au président de la communauté urbaine du Grand Nancy

Art. 5 : L'arrêté n°07.BMSSE.127 du 26 novembre 2007 accordant délégation de signature à M. BRUNET, est abrogé.

Art. 6 : Le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à Monsieur BRUNET, trésorier-payeur général, affiché pendant 15 jours dans les locaux de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et publié au recueil des actes administratifs.

Nancy, le 6 mai 2008

Le préfet,
Hugues PARANT

Arrêté N° 08.BMSSE.30 du 6 mai 2008 accordant délégation de signature à Monsieur Paul MICHELET, directeur régional de l'environnement de Lorraine

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

Vu le règlement (CE) n°338/97 du conseil du 9 décembre 1996 relatif à la protection des espèces de faune et de flore sauvages par le contrôle de leur commerce et les règlements de la commission associés ;
Vu le code de l'environnement, notamment les articles L.411-1 à L.412-1, R.411-1 à R.411-6 et R.412-2 ;
Vu la loi du 28 pluviôse an VIII relative à la division du territoire de la République et à l'administration ;
Vu la loi 82-123 du 2 mars 1982, modifiée et complétée, relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions ;
Vu la loi 92-125 du 6 février 1992 modifiée relative à l'administration territoriale de la République ;
Vu le décret 91-1139 du 4 novembre 1991 modifié relatif à l'organisation et aux missions des directions régionales de l'environnement ;
Vu le décret 92-604 du 1^{er} juillet 1992 modifié portant charte de la déconcentration ;
Vu le décret n° 2002-895 du 15 mai 2002 modifié par le décret n° 2004-682 du 9 juillet 2004, relatif aux attributions du ministre de l'écologie et du développement durable ;

Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services dans les régions et départements ;
 Vu le décret du président de la République en conseil des ministres en date du 18 juillet 2007 nommant Monsieur Hugues PARANT Préfet de Meurthe-et-Moselle ;
 Vu le décret n° 2008-158 du 22 février 2008 relatif à la suppléance des préfets de région et à la délégation de signature des préfets et des hauts-commissaires de la République en Polynésie française et en Nouvelle-Calédonie ;
 Vu l'arrêté ministériel du 28 mai 1997 soumettant à autorisation la détention et l'utilisation sur le territoire national d'ivoire d'éléphant par des fabricants ou des restaurateurs d'objets qui en sont composés et fixant des dispositions relatives à la commercialisation des spécimens ;
 Vu l'arrêté du 30 juin 1998 fixant les modalités d'application de la convention sur le commerce international des espèces de faune et de flore sauvages menacées d'extinction et des règlements (CE) n° 338/97 du conseil européen et (CE) n° 939/97 de la commission européenne ;
 Vu l'arrêté en date du 8 décembre 2003 de la Ministre de l'écologie et du développement durable, nommant M. Paul MICHELET, ingénieur en chef du génie rural, des eaux et des forêts, directeur régional de l'environnement de Lorraine à compter du 1^{er} janvier 2004 ;
 Vu l'arrêté ministériel du 14 octobre 2005 fixant la liste des tortues marines protégées sur le territoire national et les modalités de leur protection ;
 Vu la circulaire N°00159 du ministère de l'intérieur, de l'outre mer et des collectivités territoriales en date du 5 mars 2008 relative à la modification du régime de la délégation de signature des préfets ;
 Sur proposition du secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle ;

ARRETE

Art. 1^{er} : En ce qui concerne le département de Meurthe-et-Moselle, délégation de signature est donnée à M. Paul Michelet, directeur régional de l'environnement de Lorraine, à l'effet de signer dans le cadre de ses attributions et compétences, toutes décisions et autorisations relatives :

- à la mise en œuvre des dispositions du règlement (CE) n° 338/97 susvisé et des règlements de la commission associés ;
- à la détention et à l'utilisation d'écailles de tortue marine des espèces *Eretmochelys imbricata* et *Chelonia mydas*, par des fabricants ou restaurateurs d'objets qui en sont composés ;
- à la détention et à l'utilisation d'ivoire d'éléphant, par des fabricants ou restaurateurs d'objets qui en sont composés ;
- au transport de spécimens d'espèces animales qui sont simultanément inscrites dans les annexes du règlement (CE) n° 338/97 susvisé et protégées au niveau national par les arrêtés pris pour l'application des articles L.411-1 et L.411-2 du code de l'environnement.

Art. 2 : Monsieur Paul MICHELET, directeur régional de l'environnement de Lorraine, définit, par arrêté pris au nom du préfet de Meurthe-et-Moselle, la liste de ses subordonnés habilités à signer les actes dans leurs domaines de compétences respectifs.

Art. 3 : Demeurent réservées à la signature de Monsieur le préfet, les correspondances adressées :

- à la présidence de la République et au Premier ministre,
- aux ministres,
- aux parlementaires,

ainsi que les correspondances adressées sous forme personnelle :

- au préfet de région et au président du conseil régional,
- au président du conseil général,
- au président de la communauté urbaine du Grand Nancy

Art. 4 : L'arrêté n° 07.BMSSE.97 du 20 août 2007, accordant délégation de signature à M. MICHELET, est abrogé.

Art. 5 : Le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à M. MICHELET, affiché pendant 15 jours dans les locaux de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et publié au recueil des actes administratifs. Une copie sera adressée à Monsieur le Trésorier-payeur général de Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 6 mai 2008

Le préfet,
Hugues PARANT

Arrêté N° 08.BMSSE.31 du 6 mai 2008 accordant délégation de signature à Madame Christiane PERNET, directrice départementale des affaires sanitaires et sociales

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

Vu le code de la santé publique ;
 Vu le code de la famille et de l'aide sociale ;
 Vu la loi du 28 pluviôse An VIII relative à la division du territoire de la République et à l'administration ;
 Vu la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 modifiée, relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions ;
 Vu la loi n° 83-8 du 7 janvier 1983 relative à la répartition des compétences entre les communes, les départements et l'État ;
 Vu la loi n° 83-663 du 22 juillet 1983 complétant la loi n° 83-8 du 7 janvier 1983 susvisée ;
 Vu la loi d'orientation n° 92-125 du 6 février 1992 relative à l'administration territoriale de la République ;
 Vu le décret n° 92-604 du 1^{er} juillet 1992 portant charte de la déconcentration, modifié par le décret n° 97-463 du 9 mai 1997 ;
 Vu le décret n° 92-737 du 27 juillet 1992 portant déconcentration en matière de gestion des personnels des corps des catégories A et B des services des Affaires Sanitaires et Sociales modifié par les décrets n° 98-4 et 98-5 du 5 janvier 1998 ;
 Vu le décret n° 94-1046 du 6 décembre 1994 relatif aux missions et attributions des directions départementales et régionales des affaires sanitaires et sociales ;

Vu le décret n° 96-629 du 16 juillet 1996 relatif au contrôle financier déconcentré ;
 Vu le décret n° 97-34 du 15 janvier 1997 relatif à la déconcentration des décisions administratives individuelles ;
 Vu le décret n° 2000-259 du 21 mars 2000 relatif aux modalités de créations, de transfert et de regroupement et aux conditions minimales d'installation des officines de pharmacie et modifiant le code de la santé publique ;
 Vu le décret n° 2000-1316 du 26 décembre 2000 relatif aux pharmacies à usage intérieur et modifiant le code de la santé publique ;
 Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004, relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements et notamment son article 45 ;
 Vu le décret du président de la République en conseil des ministres en date du 18 juillet 2007 nommant Monsieur Hugues PARANT Préfet de Meurthe-et-Moselle ;
 Vu le décret N° 2008-158 du 22 février 2008 relatif à la suppléance des préfets de région et à la délégation de signature des préfets et des hauts-commissaires de la République en Polynésie française et en Nouvelle-Calédonie ;
 Vu l'arrêté du 10 octobre 2005 de M. le Ministre de l'Emploi, de la Cohésion Sociale et du Logement et M. le Ministre de la Santé et des Solidarités, portant nomination à compter du 1^{er} novembre 2005 de Madame Christiane PERNET dans les fonctions de directrice départementale des affaires sanitaires et sociales de Meurthe-et-Moselle ;
 Vu la circulaire N°00159 du ministère de l'intérieur, de l'outre mer et des collectivités territoriales en date du 5 mars 2008 relative à la modification du régime de la délégation de signature des préfets ;
 Vu la convention du 19 février 1985 conclue entre le préfet et le président du Conseil Général, au sujet de la mise en œuvre du transfert des services d'action sociale et de santé de Meurthe-et-Moselle ;
 Sur proposition de Monsieur le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle ;

ARRETE

Art. 1^{er} : Délégation de signature est donnée à Madame Christiane PERNET, directrice départementale des affaires sanitaires et sociales, à l'effet de signer, tous les arrêtés, décisions, contrats, conclusions et d'une façon générale tous actes et courriers dans le cadre de ses attributions et compétences relevant du Ministère du travail, des Relations Sociales, de la Famille et de la Solidarité, et du Ministère de la Santé, de la Jeunesse, des Sports et de la Vie Associative à l'exception :

- des décisions relatives à la constitution des comités et commissions instituées par les textes législatifs et réglementaires,
- des décisions ayant un caractère interministériel,
- des décisions d'organisation de missions d'enquête,
- des décisions prises dans le cadre des procédures d'autorisations fixées par le Code de la santé publique ou le Code de l'action sociale et des familles,
- des décisions concernant la mise en place du contrat de plan Etat-Région et des autorisations de programme,
- saisine des juridictions de l'ordre administratif, judiciaire et des juridictions ordinaires et la production des mémoires devant les juridictions,
- des arrêtés préfectoraux relatifs à la protection de la santé et de l'environnement (articles L.1311-2 à L.1343-4 du code de la Santé publique)
- des décisions de création, transfert et refus d'implantation de pharmacies,
- des décisions prises en application du Livre II - titre 1^{er} - chapitre III de la troisième partie du code de la santé publique (lutte contre les maladies mentales : modalités d'hospitalisation - hospitalisation d'office)

Art. 2 : Madame Christiane PERNET, directrice départementale des affaires sanitaires et sociales, définit, par arrêté pris au nom du préfet, la liste de ses subordonnés habilités à signer les actes dans leurs domaines de compétences respectifs.

Art. 3 : Demeurent réservées, en toutes matières, à la signature de Monsieur le préfet, les correspondances adressées :

- 1°) à la présidence de la République et au Premier ministre,
- 2°) aux ministres,
- 3°) aux parlementaires,
- ainsi que les correspondances adressées sous forme personnelle :
- 4°) au préfet de région et au président du conseil régional,
- 5°) au président du conseil général,
- 6°) au président de la communauté urbaine du grand Nancy,

Art. 4 : L'arrêté préfectoral n°07.BMSSE.133 du 19 décembre 2007 accordant délégation de signature à Mme PERNET, est abrogé.

Art. 5 : Le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à Madame PERNET, directrice départementale des affaires sanitaires et sociales, affiché pendant 15 jours dans les locaux de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et publié au recueil des actes administratifs. Une copie sera adressée à Monsieur le Trésorier-payeur général de Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 6 mai 2008

Le préfet,
Hugues PARANT

Arrêté N° 08.BMSSE.32 du 6 mai 2008 accordant délégation de signature au Colonel Xavier LEJEUNE, commandant du groupement de gendarmerie

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

Vu la convention d'application de l'accord de Schengen du 14 juin 1985 entre les gouvernements des Etats de l'Union économique Benelux, de la République Fédérale d'Allemagne et de la République française relatif à la suppression graduelle des contrôles aux frontières communes, signée à Schengen le 19 juin 1990 ;

Vu l'accord d'adhésion du Royaume d'Espagne à la convention d'application de l'accord de Schengen du 14 juin 1985 entre les gouvernements des Etats de l'Union économique Benelux, de la République fédérale d'Allemagne et de la République française relatif à la suppression graduelle des contrôles aux frontières communes, signée à Schengen le 19 juin 1990, à laquelle a adhéré la République italienne par l'accord signé à Paris le 27 novembre 1990, fait à Bonn le 25 juin 1991 ;

Vu l'accord d'adhésion de la République portugaise à la convention d'application de l'accord de Schengen du 14 juin 1985 entre les gouvernements des Etats de l'Union économique Benelux, de la République fédérale d'Allemagne et de la République française relatif à la suppression graduelle des contrôles aux frontières communes, signée à Schengen le 19 juin 1990, à laquelle a adhéré la République italienne par l'accord signé à Paris le 27 novembre 1990, fait à Bonn le 25 juin 1991 ;

Vu l'ordonnance modifiée n° 45-2658 du 2 novembre 1945 relative aux conditions d'entrée et de séjour des étrangers en France ;

Vu la loi du 28 pluviôse an VIII relative à la division du territoire de la République et à l'administration ;

Vu la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 modifiée relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions ;

Vu la loi 2003-239 du 18 mars 2003 pour la sécurité intérieure ;

Vu le décret n° 95-304 du 21 mars 1995 portant publication de la convention d'application de l'accord de Schengen du 14 juin 1985 entre les gouvernements des Etats de l'Union économique Benelux, de la République fédérale d'Allemagne et de la République française relatif à la suppression graduelle des contrôles aux frontières communes, signée à Schengen le 19 juin 1990 ;

Vu le décret n° 95-305 du 21 mars 1995 portant publication de l'accord d'adhésion du Royaume d'Espagne à la convention d'application de l'accord de Schengen du 14 juin 1985 ;

Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004, relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

Vu le décret du président de la République en conseil des ministres en date du 18 juillet 2007 nommant Monsieur Hugues PARANT Préfet de Meurthe-et-Moselle ;

Vu le décret du président de la République en date du 1^{er} août 2007 nommant Monsieur Xavier LEJEUNE au grade de colonel ;

Vu le décret n° 2008-158 du 22 février 2008 relatif à la suppléance des préfets de région et à la délégation de signature des préfets et des hauts-commissaires de la République en Polynésie française et en Nouvelle-Calédonie ;

Vu la circulaire n°00159 du ministère de l'intérieur, de l'outre mer et des collectivités territoriales en date du 5 mars 2008 relative à la modification du régime de la délégation de signature des préfets ;

Vu le titre de commandement du directeur général de la gendarmerie nationale en date du 11 mai 2005 désignant le Lieutenant-Colonel Xavier LEJEUNE pour commander le groupement de gendarmerie de Meurthe-et-Moselle, à compter du 1^{er} août 2005 ;

Sur proposition du secrétaire général de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle ;

ARRETE

Art. 1^{er} : Délégation de signature est donnée au Colonel Xavier LEJEUNE, commandant du groupement de gendarmerie, à l'effet de signer les décisions de remise aux autorités d'Allemagne, de Belgique et du Luxembourg prévues à l'article 33 de l'ordonnance modifiée N° 45-2658 du 2 novembre 1945 relative aux conditions d'entrée et de séjour des étrangers en France.

Art. 2 : Le Colonel Xavier LEJEUNE, commandant du groupement de gendarmerie, définit, par arrêté pris au nom du préfet, la liste de ses subordonnés habilités à signer les actes dans leurs domaines de compétences respectifs.

Art. 3 : Demeurent réservées, en toutes matières, à la signature de Monsieur le secrétaire général de la préfecture, les correspondances adressées :

- 1°) à la présidence de la République et au Premier ministre,
 - 2°) aux ministres,
 - 3°) aux parlementaires,
- ainsi que les correspondances adressées sous forme personnelle :
- 4°) au préfet de région et au président du conseil régional,
 - 5°) au président du conseil général,
 - 6°) au président de la communauté urbaine du grand Nancy.

Art. 4 : L'arrêté préfectoral n° 07.BMSSE.87 du 20 août 2007, accordant délégation de signature au Lieutenant-Colonel Xavier LEJEUNE, est abrogé.

Art. 5 : Le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié au Colonel LEJEUNE, commandant du groupement de gendarmerie, affiché pendant 15 jours dans les locaux de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et publié au recueil des actes administratifs. Une copie sera adressée à Monsieur le Trésorier-payeur général de Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 6 mai 2008

Le préfet,
Hugues PARANT

Arrêté N° 08.BMSSE.33 du 6 mai 2008 accordant délégation de signature à Monsieur Michel PONSARD-CHAREYRE, directeur départemental de la sécurité publique

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

Vu la convention d'application de l'accord de Schengen du 14 juin 1985 entre les gouvernements des Etats de l'Union économique Benelux, de la République fédérale d'Allemagne et de la République française relatif à la suppression graduelle des contrôles aux frontières communes, signée à Schengen le 19 juin 1990 ;

Vu la convention d'application de l'accord de Schengen du 14 juin 1985 entre les gouvernements des Etats de l'Union économique Benelux, de la

Republique Fédérale d'Allemagne et de la République française relatif à la suppression graduelle des contrôles aux frontières communes, signée à Schengen le 19 juin 1990 ;

Vu l'accord d'adhésion de la République portugaise à la convention d'application de l'accord de Schengen du 14 juin 1985 entre les gouvernements des Etats de l'Union économique Benelux, de la République fédérale d'Allemagne et de la République française relatif à la suppression graduelle des contrôles aux frontières communes, signée à Schengen le 19 juin 1990, à laquelle a adhéré la République italienne par l'accord signé à Paris le 27 novembre 1990, fait à Bonn le 25 juin 1991 ;

Vu l'ordonnance modifiée n° 45-2658 du 2 novembre 1945 relative aux conditions d'entrée et de séjour des étrangers en France ;

Vu la loi du 28 pluviôse An VIII relative à la division du territoire de la République et à l'administration ;

Vu la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 modifiée relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions ;

Vu le décret n° 95-304 du 21 mars 1995 portant publication de la convention d'application de l'accord de Schengen du 14 juin 1985 entre les gouvernements des Etats de l'Union économique Benelux, de la République fédérale d'Allemagne et de la République française relatif à la suppression graduelle des contrôles aux frontières communes, signée à Schengen le 19 juin 1990 ;

Vu le décret n° 95-305 du 21 mars 1995 portant publication de l'accord d'adhésion du Royaume d'Espagne à la convention d'application de l'accord de Schengen du 14 juin 1985 ;

Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004, relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements et notamment son article 45 ;

Vu le décret du président de la République en conseil des ministres en date du 18 juillet 2007 nommant Monsieur Hugues PARANT Préfet de Meurthe-et-Moselle ;

Vu le décret N° 2008-158 du 22 février 2008 relatif à la suppléance des préfets de région et à la délégation de signature des préfets et des hauts-commissaires de la République en Polynésie française et en Nouvelle-Calédonie ;

Vu la circulaire N°00159 du ministère de l'intérieur, de l'outre mer et des collectivités territoriales en date du 5 mars 2008 relative à la modification du régime de la délégation de signature des préfets ;

Vu l'arrêté ministériel n° 520 du 6 août 2003 nommant M. Michel PONSARD-CHAREYRE, commissaire divisionnaire, directeur départemental de la sécurité publique dans le département de Meurthe-et-Moselle à compter du 8 septembre 2003 ;

Sur proposition du secrétaire général de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle ;

ARRETE

Art. 1^{er} : Délégation de signature est donnée à M. Michel PONSARD-CHAREYRE, directeur départemental de la sécurité publique de Meurthe-et-Moselle à l'effet de signer les décisions de remise aux autorités d'Allemagne, de Belgique et du Luxembourg prévues à l'article 33 de l'ordonnance modifiée N° 45-2658 du 2 novembre 1945 relative aux conditions d'entrée et de séjour des étrangers en France.

Art. 2 : Délégation de signature est donnée à M. Michel PONSARD-CHAREYRE, directeur départemental de la sécurité publique de Meurthe-et-Moselle, pour prononcer les sanctions de l'avertissement et du blâme à l'encontre des fonctionnaires appartenant au corps de maîtrise et d'application de la sécurité publique, ainsi que des personnels administratifs de catégorie C.

Art. 3 : M. Michel PONSARD-CHAREYRE, directeur départemental de la sécurité publique de Meurthe-et-Moselle, définit, par arrêté pris au nom du préfet, la liste de ses subordonnés habilités à signer les actes dans leurs domaines de compétences respectifs.

Art. 4 : Demeurent réservées, en toutes matières, à la signature de Monsieur le préfet, les correspondances adressées :

- 1°) à la présidence de la République et au Premier ministre,
 - 2°) aux ministres,
 - 3°) aux parlementaires,
- ainsi que les correspondances adressées sous forme personnelle :
- 4°) au préfet de région et au président du conseil régional,
 - 5°) au président du conseil général,
 - 6°) au président de la communauté urbaine du grand Nancy,
 - 7°) aux maires.

Art. 5 : L'arrêté préfectoral n° 07.BMSSE.112 du 28 août 2007, accordant délégation de signature à Monsieur PONSARD-CHAREYRE, est abrogé.

Art. 6 : Le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à M. PONSARD-CHAREYRE, directeur départemental de la sécurité publique, affiché pendant 15 jours dans les locaux de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et publié au recueil des actes administratifs. Une copie sera adressée à Monsieur le Trésorier-payeur général de Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 6 mai 2008

Le préfet,
Hugues PARANT

Arrêté N° 08.BMSSE.34 du 6 mai 2008 accordant délégation de signature à Monsieur Michel HUPAYS, directeur de l'aviation civile Nord-Est

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

Vu le code de l'Aviation civile ;

Vu la loi du 28 pluviôse an VIII relative à la division du territoire de la République et à l'administration ;

Vu la loi n°78.17 du 6 janvier 1978, relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés ;

Vu la loi n° 82.213 du 2 mars 1982 modifiée, relative aux droits et aux libertés des communes, des départements et des régions ;

Vu la loi d'orientation n°92-125 du 6 février 1992 relative à l'administration territoriale de la République ;
 Vu le décret n°60-516 du 2 juin 1960, modifié en dernier lieu par le décret n°93-479 du 24 mars 1993 portant harmonisation des circonscriptions administratives ;
 Vu le décret n°60-652 du 28 juin 1960 modifié en dernier lieu par le décret n° 2005-201 du 28 février 2005 portant organisation des services déconcentrés métropolitains de l'aviation civile ;
 Vu le décret n°97-1199 du 24 décembre 1997 pris pour l'application au ministre de l'équipement, des transports et du logement de l'article 2 du décret n°97-34 du 15 janvier 1997 relatif à la déconcentration des décisions administratives individuelles ;
 Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;
 Vu le décret du président de la République en conseil des ministres en date du 18 juillet 2007 nommant Monsieur Hugues PARANT Préfet de Meurthe-et-Moselle ;
 Vu le décret N° 2008-158 du 22 février 2008 relatif à la suppléance des préfets de région et à la délégation de signature des préfets et des hauts-commissaires de la République en Polynésie française et en Nouvelle-Calédonie ;
 Vu la circulaire N°00159 du ministère de l'intérieur, de l'outre mer et des collectivités territoriales en date du 5 mars 2008 relative à la modification du régime de la délégation de signature des préfets ;
 Vu la décision ministérielle du 18 mars 2005 nommant M. Michel HUPAYS, Ingénieur en chef des Ponts et Chaussées, directeur de l'Aviation civile Nord-Est à compter du 2 mars 2005 ;
 Sur proposition du secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle ;

ARRETE

Art. 1^{er} : Délégation de signature est donnée à M. Michel HUPAYS, directeur de l'Aviation civile Nord-Est, dans le cadre de ses missions et compétences en vue :

- de prononcer la décision de retenir tout aéronef français ou étranger ne remplissant pas les conditions pour se livrer à la circulation aérienne prévues par le livre 1^{er} du Code de l'Aviation civile ou dont le pilote a commis une infraction au sens de ce code ;
- de prononcer les mesures d'interdiction de survol du département ;
- de prescrire le balisage de jour et de nuit de tous les obstacles jugés dangereux pour la navigation aérienne ;
- de délivrer, mettre en demeure d'apporter les mesures correctives nécessaires, suspendre ou retirer l'agrément des organismes d'assistance en escale ;
- de sélectionner les prestataires d'assistance en escale, lorsque cette sélection ne relève pas du gestionnaire de l'aérodrome ;
- de soumettre à l'avis du conseil supérieur de l'infrastructure et de la navigation aérienne (CSINA) la création d'un aérodrome de catégorie D destiné à être ouvert à la circulation aérienne publique ;
- de signer les décisions d'octroi, de retrait ou de suspension des agréments des organismes chargés d'assurer les services de lutte contre l'incendie des aéronefs et les services chargés du péril animalier sur les aérodromes ;
- de créer la commission d'aptitude SSLIA et d'organiser l'examen théorique de présélection du responsable du service de sauvetage et de lutte contre l'incendie des aéronefs sur les aérodromes ;
- de valider les formations, de signer les décisions d'octroi, de retrait ou de suspension des agréments des personnels chargés du service de sauvetage et de lutte contre l'incendie ;
- de déterminer les périodes minimales de mise en œuvre des mesures relatives au péril animalier ;
- de contrôler le respect des dispositions applicables au service de sauvetage et de lutte contre l'incendie par les exploitants d'aérodromes ou les organismes auxquels ils ont confié le service ;
- d'autoriser le redécollage d'aéronefs ayant dû se poser en campagne suite à des problèmes graves, à l'exclusion des aéronefs venant de l'étranger ou s'y rendant ;
- de délivrer les agréments concernant les « établissements connus » (article R 213-13 du Code de l'Aviation civile), les « agents habilités » (article R 321-3 du Code de l'Aviation civile) et les « chargeurs connus » (article R 321-4 du Code de l'Aviation civile) ;
- de signer les dérogations aux hauteurs minimales de survol hors agglomération (autorisation de vols rasants).

Art. 2 : M. Michel HUPAYS, directeur de l'Aviation civile Nord-Est, définit, par arrêté pris au nom du préfet, la liste de ses subordonnés habilités à signer les actes dans leurs domaines de compétences respectifs.

Art. 3 : Demeurent réservées, en toutes matières, à la signature de Monsieur le Préfet, les correspondances adressées :

- 1°) à la présidence de la République et au Premier ministre,
- 2°) aux ministres (cabinet),
- 3°) aux parlementaires,
- 4°) au préfet de région et au président du conseil régional,
- 5°) au président du conseil général,
- 6°) au président de la communauté urbaine du grand Nancy

Art. 4 : L'arrêté préfectoral n°07.BMSSE.99 du 20 août 2007, accordant délégation de signature à Monsieur Michel HUPAYS, directeur de l'Aviation civile Nord-Est, est abrogé.

Art. 5 : Le présent arrêté sera notifié à M. HUPAYS, directeur de l'Aviation Civile Nord-Est, affiché et publié au recueil des actes administratifs de la préfecture. Une ampliation sera adressée à M. le Trésorier-payeur général de Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 6 mai 2008

Le préfet,
Hugues PARANT

Arrêté N° 08.BMSSE.35 du 6 mai 2008 accordant délégation de signature à Monsieur Michel MARTY, directeur départemental de l'équipement

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

Vu la loi du 28 pluviôse An VIII relative à la division du territoire de la République et à l'administration ;

Vu les lois N° 82-213 du 2 mars 1982 modifiée, relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions et n° 2004.809 du 13 août 2004, relative aux libertés et responsabilités locales ;

Vu le décret N° 86-351 du 6 mars 1986 modifié par le décret N° 90-302 du 4 avril 1990, le décret n° 2006.666 du 6 juin 2006 et les arrêtés N° 88-2153 du 8 juin 1988, N° 88-3389 du 21 septembre 1988, N° 89-2539 du 2 octobre 1989 et les arrêtés du 4 avril 1990 et l'arrêté du 26 octobre 2006 portant charte de la déconcentration en matière de gestion des personnels relevant du ministère chargé de l'urbanisme, du logement et des transports ;

Vu le décret N° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et les départements ;

Vu le décret du président de la République en conseil des ministres en date du 18 juillet 2007 nommant Monsieur Hugues PARANT Préfet de Meurthe-et-Moselle ;

Vu le décret N° 2008-158 du 22 février 2008 relatif à la suppléance des préfets de région et à la délégation de signature des préfets et des hauts-commissaires de la République en Polynésie française et en Nouvelle-Calédonie ;

Vu l'arrêté du ministère des transports, de l'équipement, du tourisme et de la mer, en date du 16 février 2007 nommant Monsieur Michel MARTY, ingénieur divisionnaire des travaux publics de l'Etat, en qualité de directeur départemental de l'équipement de Meurthe-et-Moselle, à compter du 19 février 2007 ;

Vu la circulaire N°00159 du ministère de l'intérieur, de l'outre mer et des collectivités territoriales en date du 5 mars 2008 relative à la modification du régime de la délégation de signature des préfets ;

Sur proposition du secrétaire général de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle ;

ARRETE

Art. 1^{er} : Délégation de signature est donnée à Monsieur Michel MARTY, directeur départemental de l'équipement, à l'effet de signer, dans le cadre de ses attributions, les décisions suivantes :

N°	Nature de la délégation	Références
A1 a1	1 – ADMINISTRATION GENERALE a/ Personnel de l'Etat * Recrutement Concours locaux organisés pour le recrutement d'agents d'exploitation des travaux publics de l'Etat et des chefs d'équipe d'exploitation des travaux publics de l'Etat. Actes concernés : arrêtés d'ouverture des concours, arrêtés de constitution des jurys, arrêtés portant sur les commissions locales d'examen pour les concours de chefs d'équipe.	Loi n° 83.634 - Art. 13 du 13 juillet 1983 modifiée Loi n° 84.16 - Art. 19 du 11 janvier 1984 modifiée Arrêté du 14 août 1991 - Art. 1, 4, 7 - Arrêté du 23 mars 2003 - Art. 1
A1 a2	Recrutement de personnels non titulaires occupant à titre occasionnel des fonctions administratives : contrats de recrutement à titre temporaire en vue d'effectuer une vacation à durée déterminée.	Loi n° 84.16 - Art. 4 du 11 janvier 1984 Décret n° 86.83 - Art. 4 du 17 janvier 1986 Circulaire MELT/DPS/F1 n° 94.120 du 16 mars 1994 Décret n° 91.393 du 25 avril 1991 modifié
A1 a3	* Nomination - Affectation - Mutation Nomination des : Dessinateurs, agents administratifs et adjoints administratifs en qualité de stagiaire et titulaire après concours ou inscription sur une liste d'aptitude nationale, Agents d'exploitation des travaux publics de l'Etat, Chefs d'équipe d'exploitation des travaux publics de l'Etat.	Art. 7 et 17 Arrêté du 04 avril 1990 portant délégation de pouvoirs en matière de gestion de certains personnels des services extérieurs du MELT - Art. 1
A1 a4	Affectation à un poste de travail des fonctionnaires et agents non titulaires énumérés ci-après, lorsque cette mesure n'entraîne, ni changement de résidence, ni modification de la situation des agents occupant un emploi fonctionnel : Tous les fonctionnaires de catégories C et B, à l'exclusion de la désignation des chefs de subdivisions territoriales, Les fonctionnaires de catégorie A suivants : attachés administratifs ou assimilés, ingénieurs des TPE ou assimilés, à l'exclusion de la désignation des chefs de subdivisions territoriales, Tous les agents non titulaires de l'Etat.	Arrêté n° 88.2153 - Art. 1.8 du 08 juin 1988 modifié (MELT - DPS/GB2)
A1 a5	Mutation des agents administratifs, adjoints administratifs et dessinateurs entraînant ou pas un changement de résidence et pouvant modifier la situation de l'agent.	Arrêté du 04 avril 1990 - Art. 1.4
A1 a6	Mutation des membres du corps des contrôleurs des travaux publics de l'Etat appartenant au grade de contrôleurs des TPE et des personnels appartenant au corps des agents d'exploitation et des chefs d'équipe d'exploitation des TPE entraînant ou pas un changement de résidence et pouvant modifier la situation de l'agent.	Décret n° 88.399 - Art. 13 du 12 avril 1988 modifié Arrêté du 18 octobre 1988 - Art. 1 Décret n° 91.393 du 25 avril 1991
A1 a7	Mutation des personnels non titulaires sur règlement local.	Réglements intérieurs du 30 avril 1970 et du 09 janvier 1984

A1 a8	* Gestion Gestion des dessinateurs, agents administratifs et adjoints administratifs, à savoir : Notation, répartition des réductions d'ancienneté, majoration d'ancienneté pour l'avancement d'échelon, Avancement d'échelon, nomination au grade supérieur après inscription sur le tableau d'avancement national, à l'exclusion de l'établissement des tableaux d'avancement et des listes d'aptitudes, Réintégration, mise en cessation progressive d'activité, admission en congé de fin d'activité, à la retraite, acceptation de la démission, à l'exclusion de la mise en position hors cadre et de la mise à disposition.	Loi n° 84.16 du 11 janvier 1984 modifiée - Art. 55, 56, 57, 58 Décret n° 86.351 - Art. 2.1 du 06 mars 1986 modifié Arrêté du 04 avril 1990 modifié - Art. 1	A1a19	3 – Congés L'octroi : Du congé parental, des congés pour la naissance d'un enfant, du congé de maternité, de paternité et d'adoption, Des congés annuels, Des congés pour l'accomplissement d'une période d'instruction militaire, Du congé de présence parentale.	Décret n° 86.351 du 06 mars 1986 modifié - Art. 2 et 2.1 Arrêté n° 88.2153 du 08 juin 1988 modifié Art. 1.1, 1.4 à 1.7, 1.10 et 1.11 Décret n° 2006.536 du 11 mai 2006 Arrêté n° 89.2539 du 02 octobre 1989
A1 a9	Gestion des : Agents d'exploitation, Chefs d'équipe d'exploitation des TPE, Conducteurs des TPE, A l'exclusion des actes portant mise à disposition hors cadre, mise à disposition et reclassement pour inaptitude physique, Avancement des conducteurs principaux des TPE, Notation.	Décret n° 66.900 - Art. 14 du 18 novembre 1966 modifié Décret n° 91.393 - Art. 7 et 17 du 25 avril 1991 modifié	A1a20	L'octroi, à l'ensemble des fonctionnaires titulaires ou stagiaires, de congés pour accident de service ou de maladie professionnelle, de congés de maladie ordinaire, de longue maladie et de longue durée, à l'exclusion de ceux nécessitant l'avis du comité médical supérieur.	Art. 1.2 à 1.5 Arrêté du 04 avril 1990 modifié - Art. 1.6 et 1.9
A1a10	Reclassement dans le grade de contrôleur des TPE et dans le grade de contrôleur principal des TPE, l'avancement d'échelon, la notation.	Décret n° 88.399 - Art. 13 du 21 avril 1988 modifié Arrêté du 18 octobre 1988 Art. 1 Circulaires ministérielles des 2 mai 1991 et 27 juillet 1992	A1a21	L'octroi, aux personnels non titulaires de l'Etat, de congés de maladie ordinaire et de grave maladie, de congés en cas d'accident du travail ou de maladie professionnelle et de congés sans traitement pour maladie.	
A1a11	Notation des agents de catégorie A et B.		A1a22	L'octroi, aux fonctionnaires réformés de guerre, des congés à plein traitement susceptibles de leur être accordés.	
A1a12	Gestion des personnels non titulaires sur règlement local.	Règlements intérieurs du 30 avril 1970 et du 19 janvier 1984	A1a23	L'octroi, aux fonctionnaires et aux agents non titulaires de l'Etat, des congés de formation professionnelle, de formation syndicale ou en vue de favoriser la formation des cadres et animateurs pour la jeunesse.	
A1a13	Gestion des agents recrutés sous un régime de droit privé pour une durée déterminée ou indéterminée que la jurisprudence « Berkani » a requalifié en contrats de droit public.	Circulaire METL/DPS du 12 mars 2001	A1a24	L'octroi, aux agents non titulaires de l'Etat et aux stagiaires, de congés sans traitement pour convenance personnelle ou familiale.	
A1a14	Constitution des C.A.P. locales compétentes pour les dessinateurs, agents administratifs, adjoints administratifs, personnels d'exploitation, conducteurs et contrôleurs des TPE.	Loi n° 84.16 - Art. 14 du 11 janvier 1984 Décret n° 82.451 - Art. 4 du 28 mai 1982 modifié Arrêté du 04 avril 1990 - Art. 1 et 2 Circulaire Premier Ministre du 23 avril 1999 - Art. 3 et 4	A1a25	4 – Temps partiel L'octroi et le renouvellement, pour les fonctionnaires, personnels non titulaires de l'Etat et stagiaires, de travail à temps partiel.	Décret n° 86.351 - Art. 2 du 06 mars 1986 modifié Arrêté n° 89.2539 du 02 octobre 1989 - Art. 1.1 Arrêté du 04 avril 1990 modifié - Art. 1.10 Arrêté du 02 octobre 1989 Art. 1.5 Arrêté du 04 avril 1990 - Art. 1.7
A1a15	Décision prononçant le licenciement, la radiation des cadres pour abandon de poste des agents de catégorie C.	Arrêté du 04 avril 1990 modifié - Art. 1.8	A1a26	5 – Réintégration Décision de réintégration des fonctionnaires, stagiaires et agents non titulaires de l'Etat lorsqu'elle a lieu dans le service d'origine, dans les cas suivants : Au terme d'une période de travail à temps partiel, Au terme d'un congé de longue durée ou de grave maladie, Dans le cadre d'un mi-temps thérapeutique après un congé de longue maladie ou de longue durée.	
A1a16	* Positions 1 – Détachement Le détachement, l'intégration après détachement autres que ceux nécessitant un arrêté interministériel ou l'accord d'un ou plusieurs ministres, pour : Les agents administratifs, adjoints administratifs et dessinateurs, Les agents d'exploitation et chefs d'équipe d'exploitation des travaux publics de l'Etat. Le détachement sans limitation de durée en application de l'article 109 de la loi du 13 août 2004 (Droit d'option).	Loi n° 84.16 - Art. 32 du 11 janvier 1984 modifiée Décret n° 85.986 du 16 septembre 1985 modifié Art. 14.10, 44 à 46 Arrêté du 04 avril 1990 modifié - Art. 1.6 Décret n° 91.393 du 25 avril 1991 modifié Décret n° 2005.1785 du 30 décembre 2005 Arrêté ministériel du 16 mars 2007	A1a27	* Autorisations Spéciales d'Absence Octroi, aux fonctionnaires, stagiaires et agents non titulaires de l'Etat, des autorisations spéciales d'absence, pour : L'exercice du droit syndical dans la fonction publique, La participation aux travaux des assemblées électives et des organismes professionnels, Les événements de famille et en cas de cohabitation avec une personne atteinte de maladie contagieuse.	Décret n° 86.351 - Art. 2 du 06 mars 1986 modifié Arrêté n° 88.2153 du 08 juin 1988 modifié Art. 1.2 et 1.3 Arrêté du 04 avril 1990 modifié - Art. 1.10 Lettre circulaire ministérielle PO/ST3 du 07 juin 1971
A1a17	2 – Disponibilité L'octroi d'une disponibilité de droit, prévue à l'ensemble des fonctionnaires : A l'expiration des droits statutaires à congés de maladie, Pour donner des soins au conjoint, à un enfant ou à un ascendant, à la suite d'un accident ou d'une maladie grave, Pour élever un enfant de moins de huit ans, Pour donner des soins à un enfant à charge, au conjoint ou à un ascendant atteint d'un handicap nécessitant la présence d'une tierce personne, Pour suivre le conjoint lorsque celui-ci est astreint à établir sa résidence habituelle, en raison de sa profession, en un lieu éloigné du lieu d'exercice des fonctions du fonctionnaire.	Décret n° 85.986 du 16 septembre 1985 modifié Art. 43 et 47 Arrêté n° 88.2153 - Art. 1.9 du 08 juin 1988 modifié Arrêté du 04 avril 1990 modifié - Art. 1.6	A1a28	* Autorisations Extra-professionnelles Octroi, aux agents des catégories A, B, C, des autorisations d'exercer une activité extra-professionnelle, pour : Les enseignements donnés dans des établissements dépendant d'une collectivité publique ou privée, Les expertises faites à la demande d'une autorité administrative ou ordonnées à l'occasion d'une action en justice par les tribunaux judiciaires.	
A1a18	L'octroi de disponibilité à la demande de l'intéressé pour les agents administratifs, adjoints administratifs, dessinateurs, agents d'exploitation, chefs d'équipe des TPE et conducteurs des TPE.	Décret n° 66.900 - Art. 14 du 18 novembre 1966 Décret n° 91.393 du 25 avril 1991 modifié Art. 7.1 et 17.1 Arrêté du 04 avril 1990 - Art. 1.6	A1a29	* Accidents Décision prononçant l'imputabilité au service d'un accident ou d'une maladie professionnelle.	Loi n° 84.16 - Art. 34.2 du 11 janvier 1984 modifiée Décret n° 60.1089 - Art. 3 du 06 octobre 1960 modifié
			A1a30	Liquidation des droits des fonctionnaires victimes d'un accident de service ou atteints d'une maladie professionnelle.	Décret n° 86.442 - Art. 26 du 14 mars 1986 modifié Circulaire FP/4 n° 1711 du 30 janvier 1989
			A1a31	* Sanctions Disciplinaires Décisions prononçant la suspension en cas de faute grave et les sanctions prévues par la loi pour les personnes de catégorie C, après communication du dossier aux intéressés.	Loi n° 84.16 - Art. 66 et 67 du 11 janvier 1984 modifiée Arrêté du 04 avril 1990 modifié - Art. 1.5
			A1a32	* Maintien en Poste Notification individuelle, en cas de grève, à adresser aux personnels placés sous son autorité, tenus à demeurer à leurs postes pour assurer un service minimum.	Note de service DP/RS du 26 janvier 1981 du ministère de l'environnement et du cadre de vie
			A1a33	* Nouvelle Bonification Indiciaire Arrêtés définissant les fonctions ouvrant droit à la nouvelle bonification indiciaire, la détermination du nombre de points correspondant à chacune de ces fonctions et l'attribution des points de la nouvelle bonification indiciaire aux fonctionnaires, y compris celle attribuée au titre de la mise en œuvre de la politique de la ville.	Décret n° 91.1067 du 14 novembre 1991 modifié Arrêté du 7 décembre 2001 Art. 1
			A1a34	Arrêtés individuels portant attribution des points de la nouvelle bonification indiciaire aux titulaires des postes éligibles.	Circulaire METL/DPS du 02 août 2001

A1a35	* Missions Etablissement des ordres de mission à l'étranger, pris en charge sur crédits déconcentrés ainsi que ceux faisant l'objet d'une prise en charge totale ou partielle par un organisme extérieur (missions dites « sans frais »).	Décret n° 86.416 du 12 mars 1986 Cirulaire MEFB et MAE B2E22 du 1 ^{er} mars 1991 Circulaires MELT du 09 mai et du 06 novembre 1995 Décret n° 90.437 - Art. 7 du 28 mai 1990 - Cirulaire fonction publique du 06 novembre 1990 Arrêté T.P. du 13 mars 1957	A4 a5	Notifications des décisions du comité restreint du fonds départemental d'aide aux accédants à la propriété en difficulté.	
A1a36	Etablissement des ordres de mission sur la métropole.		A4 a6	Autorisation de mise en location de logements avec un financement P.A.P.	Code de la constr et de l'habitation Art. R.331.41 Cirulaire n° 99.02 du 12 janvier 1999 Code de la constr et de l'habitation Art. R.433.1
A1a37	* Concessions de logement sont exclus du champ d'application de cet arrêté : * les fonctionnaires appartenant aux corps techniques des bâtiments de France et les personnels non titulaires sur de tels postes, * les personnels non titulaires régis par la cirulaire N° 69.200 du 12 juin 1969 (contractuels d'études d'urbanisme), * les personnels non titulaires régis par des règlements locaux pris en application des directives générales du 2 décembre 1969 et du 29 avril 1970 ou par règlement du 14 mai 1973 pour les agents en fonction dans les CETE : il s'agit en effet des personnels pour lesquels existe une déconcentration plus étendue que celle qui fait l'objet de la présente lettre cirulaire, déconcentration qui continue à s'appliquer.		A4 a7	Avis sur décision d'octroi des aides à l'amélioration de l'habitat des fonctionnaires civils et militaires de l'Etat.	
A1 b1	b/ Responsabilité Civile Indemnisation des dommages matériels causés à des biens ou à des usagers jusqu'à une somme de 20 000 €, T.T.C., intérêts légaux compris.	Cirulaire n° 2003.69 du 03 novembre 2003 EQUG 0310295 C Cirulaire n° 2003.69 du 03 novembre 2003 EQUG 0310295 C Cirulaire n° 2003.69 du 03 novembre 2003 EQUG 0310295 C Cirulaire n° 2003.69 du 03 novembre 2003 EQUG 0310295 C Décret n° 70.1047 du 13 novembre 1970 - Cirulaire n° 71.337 du 22 janvier 1971 Code de la route Art. R.311.1, R.312.1 à R.312.6, R.321.2, R.433.1 à R.433.7 et arrêté interministériel du 22 août 1989 Code de la route Art. R.225 - Circulaires T.P. n° 52 du 30 août 1967 et n° 29 du 11 juin 1968 Arrêté interministériel du 22 décembre 1994 Arrêts interministériels du 10 janvier 1974 et du 22 décembre 1994 Code de la route Art. R.212.1 et suivants	A4 b1	Approbation du choix du mandataire commun désigné par les offices et sociétés d'H.L.M. groupées dans le cadre départemental en vue de coordonner, pour certains projets de construction, les études, la préparation des marchés et l'exécution des travaux.	
A1 b2	Règlements amiables portant sur des dommages corporels jusqu'à une somme de 1 000 €, T.T.C., intérêts légaux compris par tiers payeur.		A4 b2	a/ Accord du représentant de l'Etat dans le département sur les aliénations de logements et éléments de patrimoines immobiliers des organismes H.L.M. b/ Autorisation de vendre un logement ou un élément du patrimoine immobilier d'un organisme H.L.M. à un prix inférieur à l'évaluation faite par le service des Domaines. c/ Autorisation de vendre des logements ne répondant pas aux conditions d'ancienneté.	Code de la constr et de l'hab - Art. L.443.7 et L.443.14 Art. R.443.10 à R.443.18 Code de la constr et de l'habitation Art. L.443.12 Code de la constr et de l'habitation Art. L.443.8
A1 b3	Exécution des décisions de justice dans la limite d'une somme de 150 000 €, T.T.C., intérêts légaux compris.		A4 b3	Décision favorable de prêt pour la réalisation de logements locatifs sociaux financés à l'aide d'un prêt locatif social (construction, acquisition, acquisition-amélioration de logements et logements foyers).	Code de la constr et de l'habitation Art. R.331.1 à R.331.25
A1 b4	Frais judiciaires (honoraires d'experts, médecins, avocats ...) dans la limite d'une somme de 15 000 €, T.T.C., intérêts légaux compris par année civile pour une même affaire.		A4 b4	Accord préalable du représentant de l'Etat dans le département pour l'octroi d'un prêt P.L.L.	Code de la constr et de l'habitation Art. R.391.1 et suivants.
A2 a1	2 - ROUTES ET CIRCULATION ROUTIERE a/ Travaux routiers Approbation technique des avant-projets sommaires et des avant-projets détaillés des équipements de catégorie II.		A4 b5	Attribution des subventions pour l'amélioration des logements locatifs sociaux.	Code de la constr et de l'habitation Art. R.323.1 à R.323.11
A2 b1	b/ Exploitation du réseau routier national Autorisations individuelles de transports exceptionnels.		A4 b6	Autorisation de commencer les travaux avant l'obtention de la décision attributive de subvention pour l'amélioration des logements locatifs sociaux.	Code de la constr et de l'habitation - Art. R.323.8
A2 b2	Interdiction ou réglementation de la circulation à l'occasion de travaux routiers.		A4 b7	Dérogation au taux de la subvention pour l'amélioration des logements locatifs sociaux.	Code de la constr et de l'habitation - Art. R.323.7
A2 b3	Réglementation de la circulation des véhicules de transports routiers de marchandises de plus de 7,5 tonnes de poids total en charge (P.T.C.) : dérogations.		A4 b8	Dérogation au montant des travaux pris en considération pour déterminer le montant de la subvention.	Code de la constr et de l'habitation - Art. R.323.6
A2 b4	Réglementation de la circulation des véhicules de transports de matière dangereuse : dérogations.		A4 b9	Attribution des décisions favorables de subvention et d'agrément pour la construction de logements locatifs aidés faisant l'objet d'un prêt de la Caisse des Dépôts et Consignations.	Code de la constr et de l'habitation Art. R.331.1 à R.331.25
A2 c1	c/ BEPECASER Brevet pour l'exercice de la profession d'enseignant de la conduite automobile et de la sécurité routière (BEPECASER) : documents et décisions relatifs à l'organisation de l'examen, autorisations d'enseigner et diplômes.		A4b10	Attribution des décisions favorables de subvention et d'agrément pour l'acquisition, l'acquisition et l'amélioration de logements locatifs aidés faisant l'objet d'un prêt de la Caisse des Dépôts et Consignations.	Code de la constr et de l'habitation Art. R.331.1 à R.331.25
A2 d1	d/ PERMIS DE CONDUIRE A UN EURO PAR JOUR Conventions avec les écoles de conduite.		A4b11	Attribution des décisions favorables de subvention anticipée pour acquisition foncière.	Code de la constr et de l'habitation Art. R.331.25 Cirulaire du 29 mai 1997
A3 a1	3 - ASSISTANCE TECHNIQUE FOURNIE PAR L'ETAT AUX COLLECTIVITES POUR DES RAISONS DE SOLIDARITE ET D'AMENAGEMENT DU TERRITOIRE Signature des conventions ATESAT.		A4b12	Attribution des décisions favorables de subvention pour dépassement des valeurs foncières de référence (surcharge foncière).	Code de la constr et de l'habitation Art. R.331.24 Cirulaire du 29 mai 1997 - Arrêté interministériel Du 5 mai 1995
A4 a1	4 - CONSTRUCTIONS a/ logement Règlement de l'indemnité de réquisition au nom de l'Etat en cas de défaillance du bénéficiaire.		A4b13	Autorisation de commencer les travaux avant l'obtention de la décision attributive de subvention pour la construction, l'acquisition, l'acquisition et l'amélioration des logements locatifs sociaux.	Code de la constr et de l'habitation Art. R.331.5b
A4 a2	a/ autorisation de transformation et de changement d'affectation des locaux lorsque l'avis du maire est favorable. b/ autorisation de transformation et de changement d'affectation de logements HLM.		A4b14	Dérogation au taux de la subvention pour la construction, l'acquisition, l'acquisition et l'amélioration des logements locatifs sociaux.	Code de la constr et de l'habitation Art. R.331.15
A4 a3	Avis de requêtes adressées au Procureur de la République.		A4b15	Dérogation au montant minimum des travaux que doivent comporter les opérations d'acquisition-amélioration pour pouvoir bénéficier de l'octroi de subvention et de prêts aidés par l'Etat.	Cirulaire n° 98.31 du 4 mars 1998 Arrêté interministériel du 5 mai 1995
A4 a4	Conventions A.P.L. passées entre l'Etat et les bailleurs publics.		A4b16	Dérogation au coût d'acquisition des opérations d'acquisition et d'acquisition-amélioration financées en P.L.A.I.	Code de la constr et de l'habitation Art. R.331.1 § II Arrêts interministériels du 5 mai 1995 et du 23 avril 2001
			A4b17	Attribution des décisions de subvention pour la démolition de logements locatifs sociaux et, pour les organismes privés, signature des conventions y afférant.	Loi n° 2000.231 du 12 avril 2000 - Art. 10 Cirulaire METL du 22 octobre 1998 modifiée et n° 2001.77 du 15 novembre 2001
			A4b18	Attribution des décisions de subvention pour le changement d'usage de logements locatifs sociaux et, pour les organismes privés, signature des conventions y afférant.	Loi n° 2000.321 du 12 avril 2000 - Art. 10 Cirulaire METL du 22 octobre 1998 modifiée et 2001.77 du 15 novembre 2001

A4b19	Attribution de subventions pour l'amélioration de la qualité de service dans le logement social et, pour les organismes privés, signature des conventions y afférant.	Loi n° 2000.321 du 12 avril 2000 - Art. 10 Cirulaire METL n° 99.45 du 6 juillet 1999 modifiée par celle n° 2001.69 du 9 octobre 2001	A5 d1	d/ Permis de construire Lettre indiquant au pétitionnaire la date à laquelle la décision de permis de construire devra lui être notifiée et l'avisant qu'à défaut de décision avant la date fixée, ladite lettre vaudra permis de construire. Demande de pièces complémentaires.	Code de l'urbanisme Art. R.421.12 et R.421.42, L.421.2.1 Art. R.421.13 et R.421.42, L.421.2.1 Art. R.421.20 et R.421.42, L.421.2.1 Code de l'urbanisme Art. L.421.2.1 et R.421.36
A4b20	Attribution de subvention à l'Etablissement Public Foncier de Lorraine (E.P.F.L.) au titre du fonds de Minoration foncière pour la réalisation de logements sociaux.	Cirulaire et application du décret n° 99.1060 du 16 décembre 1999 relatif aux subventions de l'Etat pour des projets d'investissement. Arrêté ministériel du 5 juin 2003 relatif à la constitution du dossier pour une demande de subvention de l'Etat pour un projet d'investissement.	A5 d2	Modification de la date limite fixée pour la décision.	Art. L.421.2.1 et R.421.36
A4b21	Conventions relatives à l'amélioration de la qualité du service rendu aux locataires en contrepartie de l'abattement T.F.P.B.	Loi n° 2001.1352 du 30 décembre 2000 Code général des impôts Art. 1388 bis Cirulaire METL du 8 octobre 2001 Code de la constr et de l'habitation Art. L.443.15.1 et R.443.17 Cirulaire du 22 octobre 1998 modifiée par celle du 15 novembre 2001	A5 d3	DECISIONS POUR : Les permis de construire délivrés au nom de l'Etat concernant les constructions édifiées pour le compte de l'Etat ou du département, de leurs établissements publics ou de concessionnaires de services publics de l'Etat, de la région ainsi que pour le compte d'un Etat étranger ou d'une organisation internationale.	Art. L.421.2.1 et R.421.36
A4b22	Autorisation de démolir des bâtiments à usage d'habitation appartenant à un organisme d'H.L.M.	Loi n° 2001.1352 du 30 décembre 2000 Code général des impôts Art. 1388 bis Cirulaire METL du 8 octobre 2001 Code de la constr et de l'habitation Art. L.443.15.1 et R.443.17 Cirulaire du 22 octobre 1998 modifiée par celle du 15 novembre 2001	A5 d4	Les constructions à usage industriel, commercial ou de bureaux lorsque la superficie de planchers hors œuvre nette est égale ou supérieure à 1 000 m2 au total.	Art. L.421.2.1 et R.421.36
A4b23	Prise en considération du projet de démolition de logements H.L.M. (dossier d'intention de démolir).	Loi n° 2001.1352 du 30 décembre 2000 Code général des impôts Art. 1388 bis Cirulaire METL du 8 octobre 2001 Code de la constr et de l'habitation Art. L.443.15.1 et R.443.17 Cirulaire du 22 octobre 1998 modifiée par celle du 15 novembre 2001	A5 d5	Les immeubles de grande hauteur, au sens de l'article R 122.2 du code de la construction et de l'habitation, dans les conditions prévues à l'article R 421.47.	Art. L.421.2.1 et R.421.36
A4b24	Attribution des décisions de subvention pour les économies d'eau dans l'habitat collectif social et, pour les organismes privés, signature des conventions y afférant.	Loi n° 2001.1352 du 30 décembre 2000 Code général des impôts Art. 1388 bis Cirulaire METL du 8 octobre 2001 Code de la constr et de l'habitation Art. L.443.15.1 et R.443.17 Cirulaire du 22 octobre 1998 modifiée par celle du 15 novembre 2001	A5 d6	Lorsqu'il est mis à la charge du constructeur, tout ou partie des contributions prévues à l'article L 332.6.1 au L 332.9.	Art. L.421.2.1 et R.421.36
A4 c1	c/ Commission départementale des aides publiques au logement La signature de tous les actes et décisions afférant à la présidence de la C.D.A.P.L. : * Signature du procès-verbal des délibérations, * Notification des décisions de maintien et de suspension d'A.P.L. (secteurs locatifs et accessions), * Notification des décisions prises par la C.D.A.P.L. en matière de contestation, de remises de dettes et de levées de prescription, * Notification des décisions en matière de rachat H.L.M. (RAPAPLA).	Loi n° 2000.321 du 12 avril 2000 - Art. 10 Décret n° 99.1060 du 16 décembre 1999 Cirulaire du 23 mars 2001 Code de la constr et de l'habitation Articles L.351.14 R.351.47, R.351.49 à 52	A5 d7	Lorsqu'une dérogation ou une adaptation mineure aux dispositions mentionnées aux articles R 421.15 (alinéa 3) est nécessaire.	Art. L.421.2.1 et R.421.36
A5 a1	5 – AMENAGEMENT FONCIER ET URBANISME a/ Règles d'urbanisme Dérogations permettant l'attribution du permis de construire sur des terrains compris dans les emprises de routes projetées.	Décret n° 58-1316 du 23 décembre 1958 - Art. 2	A5 d8	Lorsqu'il y a lieu de prendre une décision de sursis à statuer.	Art. L.421.2.1 et R.421.36
A5 a2	Approbation du cahier des charges des terrains équipés compris dans les zones à urbaniser en priorité (Z.U.P.) et zones d'aménagement concerté (Z.A.C.).	Code de l'urbanisme L.311.6 - Décrets n° 60.554 du 1 ^{er} juin 1960 et n° 69.401 du 16 avril 1969	A5d10	Les ouvrages de production, de transport, de stockage et de distribution d'énergie ainsi que les travaux effectués sur ces ouvrages.	Art. L.421.2.1 et R.421.36
A5 b1	b/ Lotissements Décision des lotissements (sauf pour les cas dans lesquels les avis du maire et du directeur départemental de l'Equipement sont divergents), autorisation de vente de lots, l'arrêté de différer les travaux de finition, délivrance des certificats de l'article R 315.36.	Code de l'urbanisme Art. R.315.26 à R.315.39	A5d11	Les travaux concernant l'édification d'installations nucléaires de base ou les travaux effectués sur ces ouvrages.	Art. L.421.2.1 et R.421.36
A5 b2	Lettre indiquant au pétitionnaire la date à laquelle la décision de lotissement devra lui être notifiée.	Code de l'urbanisme Art. R.315.15	A5d12	Les constructions comprises dans les zones délimitées par un plan d'exposition au bruit d'un aéroport.	Art. L.421.2.1 et R.421.36
A5 b3	Demande de pièces complémentaires.	Code de l'urbanisme Art. R.315.16	A5d13	Les constructions pour lesquelles un changement de destination doit être autorisé en application de l'article L 631.7 du code de la construction et de l'habitation.	Art. L.421.2.1 et R.421.36
A5 b4	Modification de la date limite fixée pour la décision.	Code de l'urbanisme Art. R.315.20	A5d14	Dans les cas prévus à l'article R 421.38.8, si les constructions ne se trouvent pas à l'intérieur d'un site inscrit.	Art. L.421.2.1 et R.421.36
A5 b5	Lotissement défectueux. Approbation de procès-verbaux d'adjudications et de marchés. Fixation des clauses et conditions générales du cahier des charges des adjudications et toutes autorisations et décisions en matière d'exécution de travaux.	Code de l'urbanisme Art. R.317.45 à R.317.46	A5d15	Les constructions situées dans un secteur sauvegardé à compter de sa délimitation jusqu'à ce que le plan de sauvegarde et de mise en valeur ait été rendu public.	Art. L.421.2.1 et R.421.36
A5 c1	c/ Certificat d'urbanisme Délivrance du certificat d'urbanisme lorsque la D.D.E. retient les observations du maire.	Code de l'urbanisme - Art. L.421.2.1, L.421.2.2b, R.410.23 et R.410.19	A5d16	Les constructions soumises à l'autorisation du ministre des armées, en raison de leur emplacement à proximité d'un ouvrage militaire.	Art. L.421.2.1 et R.421.36
			A5d17	Les constructions soumises à l'autorisation du ministre des armées, en raison de leur emplacement à proximité d'un polygone d'isolement.	Art. L.421.2.1 et R.421.36
			A5d18	Décision sur autorisation ou actes relatifs à l'utilisation du sol dans les cas mentionnés à l'article L 421.2.1.b lorsque les avis du maire et du responsable du service de l'Etat dans le département, chargé de l'urbanisme, sont conformes.	Art. R.421.33 (2ème alinéa) et R.421.42
			A5d19	Les certificats de conformité.	Art. L.421.2.1, R.460.4.1, R.460.4.2 et R.460.4.3
			A5 e1	e/ Permis de démolir Décision sur les permis de démolir lorsque les avis du maire et du responsable du service de l'Etat dans le département sont conformes.	Code de l'urbanisme Art. L.421.2.1 et R.430.15.6
			A5 e2	La lettre de notification de la date avant laquelle la décision devra être notifiée.	Art. L.430.7.1 et R.430.15.6
			A5 e3	La lettre avec la liste des pièces obligatoires manquantes.	Art. L.430.8 et R.430.15.6
			A5 f1	f/ Déclaration de travaux Décisions sur les déclarations de travaux exemptés de permis de construire et de déclaration de clôture.	Code de l'urbanisme Art. L.421.2.1, R.422.9 et R.421.42
			A5 f2	Lettre notification date à laquelle les travaux pourront commencer.	Art. R.422.5
			A5 f3	Lettre avec la liste des pièces obligatoires manquantes.	Art. R.422.5
			A5 g1	g/ Installation et travaux divers Décisions sur les demandes d'installation et de travaux divers (alinéa 2, 3, 4 de l'article R 442.6.4).	Code de l'urbanisme Art. L.421.2.1 et R.442.6.6
			A5 g2	La lettre de notification de la date avant laquelle la décision devra être notifiée.	Art. R.442.4.4, R.442.4.16 et R.442.6.6
			A5 g3	La lettre avec la liste des pièces obligatoires manquantes.	Art. R.442.4.5, R.442.4.16 et R.442.6.6
			A5 h1	h/ Terrains de camping aménagés Décisions sur les demandes de création de terrains aménagés pour le stationnement de plus de six tentes ou caravanes à la fois.	Code de l'urbanisme Art. L.421.2.1 et R.443.7.5
			A5 i1	i/ Coupes et abattements d'arbres Décisions sur les demandes de coupe et abattage d'arbres compris dans un espace boisé soumis à autorisation préalable.	Code de l'urbanisme Art. L.421.2.1 et R.130.11
			A5 j1	j) Stationnement de caravanes Décisions sur les demandes de stationnement de caravanes.	Code de l'urbanisme Art. L.421.2.1 et R.443.5.2
			A5 k1	k) Avis conformes Avis conforme du représentant de l'Etat sur les permis de démolir dans les cas prévus à l'article L 421.2.2.	Code de l'urbanisme Art. R.430.10.3
			A5 k2	Avis conforme du représentant de l'Etat sur la construction projetée dans les cas mentionnés à l'article L 421.2.2.b.	Art. R.421.22 et R.421.42

A5 k3	Avis conforme du préfet sur déclaration de travaux exemptés de permis de construire et déclaration de clôture dans les cas prévus à l'article L.421.2.2.b..	Art. R.422.8
A5 k4	Avis conforme du préfet sur autorisation de coupe et abattage d'arbres dans les cas prévus à l'article L.421.2.2.b.	Art. R.130.4
A5 k5	Sanctions prises suite à infractions.	Art. R.480.4
A5 l1	l) Taxes d'urbanisme – Redevance archéologie préventive Titres de recettes délivrés en application de l'article 9-III de la loi n° 2001.44 du 17 janvier 2001 modifiée, tous actes, décisions et documents relatifs à l'assiette, à la liquidation et aux réponses aux réclamations préalables en matière de redevance archéologique préventive dont les autorisations et déclarations préalables du code de l'urbanisme constituent le fait générateur.	Code de l'urbanisme Art. L.332.6.4
A5 m1	m) Formalités relatives aux enquêtes publiques Lettre d'envoi des arrêtés préfectoraux aux maires ou président d'EPCI, au commissaire enquêteur, aux journaux.	Code de l'expropriation Art. R.11.4, R.11.14.5 et R.11.14.7 Art. L.11.2
A5 m2	Ampliements des arrêtés préfectoraux, visa des pièces annexées.	
A5 n1	n) Zones d'aménagement concerté et déclaration d'utilité publique Transmission des documents au maire ou président EPCI, à l'aménageur, aux journaux, au commissaire enquêteur.	
A5 n2	Ampliements des arrêtés.	
A5 o1	o) Arrêté de cessibilité et demande d'ordonnance d'expropriation Ampliation des arrêtés, lettres du Préfet au Juge de l'expropriation.	Code de l'expropriation Art. R.12.1
A5 p1	p) Documents d'urbanisme Lettres aux maires relatives au « Porter à la connaissance » sous couvert des sous-préfets d'arrondissement concernés.	
A5 p2	Lettres aux maires (ou président EPCI) désignant les services de l'Etat associés (Compte-tenu de l'importance et des conséquences des éléments transmis dans ces documents) sous-couvert des sous-préfets d'arrondissement concernés.	
A5 p3	Ampliements des arrêtés d'approbation des cartes communales et visa des pièces annexées.	
A5 q1	q) Droit de préemption Zones d'aménagement différé. Attestation établissant que le bien n'est plus soumis au droit de préemption.	Code de l'urbanisme Art. R.212.6 et R.213.2
A5 q2	Délivrance du récépissé de la déclaration d'intention d'aliéner dans les Z.A.D. et consultations diverses.	Code de l'urbanisme Art. R.221.4, R.212.5, R.212.6 et R.213.2
A5 r1	r) Publicités, enseignes, pré-enseignes Demande de pièces complémentaires sur les dossiers de déclaration préalable d'installation de dispositifs publicitaires.	Code de l'environnement Art. L.581.6 Décret n° 96.946 du 24 octobre 1996
A5 r2	Signature de tous courriers et arrêtés nécessaires à la mise en œuvre des dispositions des articles L.581.6 et L.581.28 du Code de l'Environnement.	
A5 r3	Décisions sur les déclarations préalables, publicités et pré-enseignes.	Code de l'environnement Art. L.581.6 Décret n° 96.946 du 24 octobre 1996
A6 a1	6 – TRANSPORTS TERRESTRES Réglementation des transports publics routiers de personnes : - inscriptions et radiations au registre des transporteurs, - autorisation pour l'exécution de services occasionnels de transport public routier de personnes. - transports routiers internationaux de voyageurs : . autorisations pour la création ou le renouvellement des services frontaliers : services réguliers, de navette ou occasionnels. - contrôle du respect par les entreprises de la réglementation sociale, des règles de sécurité et des normes techniques.	Décret du 16 août 1985 modifié - Art. 1 à 11 Décret du 16 août 1985 modifié - Art. 32 à 39 Décret du 6 mars 1979 - Art. 9 Décret du 16 août 1985 modifié - Art. 44
A6 a2	Réglementation des services privés de transport non urbains de personnes.	Décret du 7 avril 1987
A6 a3	Réglementation des transports routiers de marchandises - Contrôle.	Décret du 30 août 1999 Art. 18
A7 a1	7 – CHEMINS DE FER D'INTERET GENERAL Suppression ou remplacement des barrières des passages à niveau.	Arrêté ministériel du 12 décembre 1967
A7 a2	Déclaration d'inutilité aux chemins de fer des immeubles d'une valeur au plus égale à 304 898 euros.	Arrêté ministériel du 31 mai 1979 modifié par arrêté du 5 juin 1984
A7 a3	Autorisation d'installation de certains établissements.	Arrêté TP du 17 septembre 1963
A7 a4	Alignement des constructions sur les terrains riverains.	Circulaire TP du 17 octobre 1963
A7 a5	Autorisation de traverser les voies ferrées par des lignes électriques.	Décret du 29 juillet 1927
A8 a1	8 – GESTION DU DOMAINE PUBLIC DE L'AIR – AERODROMES CIVILS Autorisation d'occupation temporaire.	Code du domaine de l'Etat - Art. L.28, L.29, R.53, A.12 et A.30
A8 a2	Autorisation de création d'un aérodrome privé.	Code de l'aviation civile Art. D.233.2
A8 a3	Approbation d'opérations domaniales pour les bases aériennes.	Décret n° 60.652 du 28 juin 1960 modifié

A9 a1	9 – DECISIONS RELATIVES A LA DISTRIBUTION DE L'ENERGIE ELECTRIQUE Approbation des projets d'exécution des lignes de distributions d'énergie.	Décret du 29 juillet 1927 Art. 49 et 50
A9 a2	Autorisation de circulation de courant électrique.	Décret du 29 juillet 1927 - Art. 56
A9 a3	Injonction des coupures de courant pour la sécurité de l'exploitation.	Décret du 29 juillet 1927 - Art. 63
A10a1	10 – CONSTRUCTIONS D'IMMEUBLES POUR LE COMPTE DE L'ETAT	Code de l'urbanisme Art. R.421.1.1
A10a2	Demandes d'autorisations d'occupation du sol relatives aux immeubles construits pour le compte de l'Etat.	Art. R.410.1
A11a1	Demandes de certificats d'urbanisme relatives aux immeubles appartenant à l'Etat. 11 – SECURITE CIVILE ET DEFENSE Recensement, modification et radiation des entreprises de travaux publics et du bâtiment (TP/B) soumises aux obligations de défense.	Circulaire METL N° 98.56 du 18 février 1998

Art. 2 : Délégation de signature est également donnée à Monsieur Michel MARTY, directeur départemental de l'équipement, à l'effet de signer les ampliements des arrêtés relevant de ses services.

Art. 3 : Délégation de signature est par ailleurs donnée à Monsieur Michel MARTY, directeur départemental de l'équipement, dans le cadre de ses attributions, à l'effet de signer les mémoires et les pièces relatives aux procédures contentieuses relevant des décisions ou actes faisant grief pour lesquels il a reçu délégation ainsi que pour représenter l'Etat en défense pour ces mêmes procédures.

Art. 4 : Monsieur Michel MARTY, directeur départemental de l'équipement, définit, par arrêté pris au nom du préfet, la liste de ses subordonnés habilités à signer les actes dans leurs domaines de compétences respectifs.

Art. 5 : Demeurent réservées à la signature de Monsieur le préfet, les correspondances adressées :

1°) à la présidence de la République et au Premier ministre,

2°) aux ministres (cabinet),

3°) aux parlementaires.

ainsi que les correspondances adressées sous forme personnelle :

4°) au préfet de région et au président du conseil régional,

5°) au président du conseil général,

6°) au président de la communauté urbaine du Grand Nancy.

Art. 6 : Les arrêtés préfectoraux n°07.BMSSE.77 du 20 août 2007 et n°08.BMSSE.03 du 30 janvier 2008 accordant délégation de signature à Monsieur MARTY sont abrogés.

Art. 7 : Le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à Monsieur Michel MARTY, directeur départemental de l'équipement, affiché pendant 15 jours dans les locaux de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et publié au recueil des actes administratifs. Une copie sera adressée à Monsieur le Trésorier-payeur général de Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 6 mai 2008

Le préfet,
Hugues PARANT

Arrêté N° 08.BMSSE.36 du 6 mai 2008 accordant délégation de signature à Monsieur Georges TEMPEZ, directeur interdépartemental des routes - Est, relative aux pouvoirs de police de la circulation sur le réseau routier national, aux pouvoirs de police de la conservation du domaine public routier national, aux pouvoirs de gestion du domaine public routier national et au pouvoir de représentation de l'Etat devant les juridictions civiles, pénale et administratives

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

VU le code de la voirie routière ;

VU le code de la route ;

VU le code du domaine de l'état ;

VU le code général de la propriété des personnes publiques ;

VU le code général des collectivités territoriales ;

VU le code de justice administrative ;

VU le code de procédure pénale ;

VU le code pénal ;

VU le code de procédure civile ;

VU le code civil ;

VU la loi N°82-213 du 2 mars 1982 modifiée, relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions ;

VU le décret N° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'état dans les régions et les départements et notamment son article 45 ;

VU le décret du président de la République en conseil des ministres en date du 18 juillet 2007 nommant Monsieur Hugues PARANT Préfet de Meurthe-et-Moselle ;

VU le décret N° 2006-634 du 16 mars 2006 portant création et organisation des directions interdépartementales des routes ;

VU le décret N° 2008-158 du 22 février 2008 relatif à la suppléance des préfets de région et à la délégation de signature des préfets et des hauts-commissaires de la République en Polynésie française et en Nouvelle-Calédonie ;

VU l'arrêté du 24 janvier 2008 du ministre des Transports, de l'équipement, du Tourisme et de la Mer, nommant Monsieur Georges TEMPEZ directeur interdépartemental des routes – Est à compter du 1er février 2008 ;

VU l'arrêté du 07 juillet 2006 du préfet coordonnateur des itinéraires routiers portant organisation de la direction interdépartementale des routes - Est ;
VU la circulaire N°00159 du ministère de l'intérieur, de l'outre mer et des collectivités territoriales en date du 5 mars 2008 relative à la modification du régime de la délégation de signature des préfets ;

VU les arrêtés préfectoraux pris en application de la circulaire modifiée n°79-99 du 16 octobre 1979 relative à l'occupation du domaine public routier national ;
SUR proposition du secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle ;

ARRETE

Art. 1^{er} : En ce qui concerne le département de Meurthe-et-Moselle, délégation de signature est donnée à Monsieur Georges TEMPEZ, directeur interdépartemental des routes - Est, à l'effet de signer dans le cadre de ses attributions et compétences, toutes décisions et autorisations relatives à :

Code	Nature des délégations	Textes de référence
	A - Police de la circulation	
	Mesures d'ordre général	
A.1	Interdiction et réglementation de la circulation à l'occasion de travaux routiers.	Art. R 411-5 et R 411-9 du CDR
A.2	Police de la circulation (hors autoroute) (hors travaux).	
A.3	Délivrance des permis de stationnement hors agglomération. Avis sur les permis de stationnement délivrés par les maires en agglomération.	Art. L 113-2 du code de la voirie routière
A.4	Circulation sur les autoroutes	
A.4	Police de la circulation sur les autoroutes (hors travaux).	Art. R 411-9 du CDR
A.5	Autorisation de circulation de matériels de travaux publics sur autoroute.	Art. R 421-2 du CDR
A.6	Dérogation temporaire ou permanente aux règles d'interdiction d'accès aux autoroutes non concédées (et voies express) à certains matériels et au personnel nécessaires à l'exécution de travaux et appartenant à la DIR-Est, à d'autres services publics ou à des entreprises privées	Art. R 432-7 du CDR
	Signalisation	
A.7	Désignation des intersections dans lesquelles le passage des véhicules est organisé par des feux de signalisation lumineux ou par une signalisation spécifique.	Art. R 411-7 du CDR
A.8	Autorisation d'implantation de signaux d'indication pour les associations et organisme sans but lucratif.	Art. R 418-3 du CDR
A.9	Dérogation à l'interdiction de publicité sur aires de stationnement et de service.	Art. R 418-5 du CDR
	Mesures portant sur les routes classées à grande circulation	
A.10	Délimitation du périmètre des zones 30 sur les routes à grande circulation.	Art. R 411-4 du CDR
A.11	Avis sur arrêtés du maire pris en application de l'alinéa 2 de l'article R 411-8 du code de la route lorsqu'ils intéressent une route classée à grande circulation.	Art. R 411-8 du CDR
	Barrière de dégel - Circulation sur les ponts - Pollution	
A.12	Etablissement et réglementation des barrières de dégel sur les routes nationales, et autorisation de circuler malgré une barrière de dégel.	Art. R 411-20 du CDR
A.13	Réglementation de la circulation sur les ponts.	Art. R 422-4 du CDR
	B - Police de la conservation du domaine public et répression de la publicité	
B.1	Commissionnement des agents de l'équipement habilités à dresser procès verbal pour relever certaines infractions à la police de conservation du domaine public routier et certaines contraventions au code de la route.	Art. L 116-1 et s. du code voirie routière, et L.130-4 code route. - Arrêté du 15/02/1963
B.2	Répression de la publicité illégale.	Art. R 418-9 du CDR
	C - Gestion du domaine public routier national	
C.1	Permissions de voirie.	Code du domaine de l'Etat - Art. R53
C.2	Permission de voirie : cas particuliers pour : - les ouvrages de transport et de distribution d'énergie électrique - les ouvrages de transport et distribution de gaz - les ouvrages de télécommunication - la pose de canalisation d'eau, de gaz, d'assainissement.	Code de la voirie routière - Art. L113.2 à L113.7 et R113.2 à R113.11, Circ. N° 80 du 24/12/66, Circ. N° 69-11 du 21/01/69, Circ. N° 51 du 09/10/68
C.3	Pour les autorisations concernant l'implantation de distributeurs de carburants ou de pistes d'accès aux distributeurs sur le domaine public et sur terrain privé.	Circ. TP N° 46 du 05/06/56 - N° 45 du 27/03/58, Circ. Interministérielle N° 71-79 du 26/07/71 et N° 71-85 du 26/08/71, Circ. TP N° 62 du 06/05/54 - N° 5 du 12/01/55 - N° 66 du 24/08/60 - N° 60 du 27/06/61, Circ. N° 69-113 du 06/11/69, Circ. N° 5 du 12/01/55, Circ. N° 86 du 12/12/60
C.4	Délivrance, renouvellement et retrait des autorisations d'emprunt ou de traversées à niveau des routes nationales par des voies ferrées industrielles.	Circ. N° 50 du 09/10/68
C.5	Dérogations interdisant la pose, à l'intérieur des emprises des autoroutes, de canalisations aériennes ou souterraines longitudinales.	Code de la voirie routière - Article R122.5
C.6	Approbation d'opérations domaniales.	Arrêté du 04/08/48 et Arrêté du 23/12/70
C.7	Délivrance des alignements et reconnaissance des limites des routes nationales.	Code de la voirie routière - Articles L112.1 à L 112.7 et R112.1 à R112.3
C.8	Conventions relatives à la traversée du domaine public autoroutier non concédé par une ligne électrique aérienne.	Décret N°56.1425 du 27/12/56, Circ. N°81-13 du 20/02/81
C.9	Convention de concession des aires de services.	Circ. N°78-108 du 23/08/78, Circ. N°91-01 du 21/01/91, Circ. N°2001-17 du 05/03/01

C.10	Convention d'entretien et d'exploitation entre l'Etat et un tiers.	
C.11	Avis sur autorisation de circulation pour les transports exceptionnels et pour les ensembles de véhicules comportant plus d'une remorque.	Art.8 arr. 4 mai 2006
C.12	Signature des transactions : protocoles d'accord amiable pour le règlement des dégâts au domaine public routier, des dommages de travaux public, des défauts d'entretien et des accidents de la circulation.	Article 2044 et suivants du code civil
C.13	Autorisation d'entreprendre les travaux.	Arrêté préfectoral pris en application de la circulaire modifiée n°79-99 du 16 octobre 1979 relative à l'occupation du domaine public routier national
	D - Représentation devant les juridictions	
D.1	Coordination et représentation de l'état dans les procédures d'expertises judiciaires sur les parties du réseau routier national de leur ressort.	Circulaire du 23 janvier 2007 du Ministre des transports, de l'équipement, du tourisme et de la mer
D.2	Actes de plaidoirie et présentation des observations orales prononcées au nom de l'Etat devant les juridictions civiles et pénales sous réserve des obligations de représentation obligatoire par avocat, y compris ceux liés aux mesures d'expertise.	Code de justice administrative, code de procédure civile et code de procédure pénale

Art. 2 : Monsieur Georges TEMPEZ, directeur interdépartemental des routes - Est, définit, par arrêté pris au nom du préfet, la liste de ses subordonnés habilités à signer les actes dans leurs domaines de compétences respectifs.

Art. 3 : Demeurent réservées à la signature de monsieur le Préfet, les correspondances adressées :

- 1) à la présidence de la République et au premier ministre
- 2) aux ministres (cabinet)
- 3) aux parlementaires
- ainsi que les correspondances adressées sous forme personnelle :
- 4) au préfet de région et au président du conseil régional
- 5) au président du conseil général
- 6) au président de la communauté urbaine du Grand Nancy

Art. 4 : L'arrêté préfectoral n° 08.BMSSE.04 du 31 janvier 2008 portant délégation de signature à Monsieur Georges TEMPEZ est abrogé.

Art. 5 : Le Secrétaire Général de la Préfecture et le directeur interdépartemental des routes Est, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont une ampliation est adressée à Monsieur le directeur départemental de l'Equipement et Monsieur le Trésorier payeur général de Meurthe-et-Moselle, pour information.

Le présent arrêté sera affiché et publié au recueil des actes administratifs de la préfecture

Nancy, le 6 mai 2008

Le préfet,
Hugues PARANT

Arrêté N° 08.BMSSE.37 du 6 mai 2008 accordant délégation de signature à Monsieur Yves ROYER, directeur départemental de l'agriculture et de la forêt

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

Vu la loi du 28 pluviôse An VIII relative à la division du territoire de la République et à l'administration ;

Vu la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 modifiée, relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions ;

Vu la loi d'orientation N° 92-125 du 6 février 1992 modifiée, relative à l'administration territoriale de la République ;

Vu le décret n° 84-1193 du 28 décembre 1984 relatif à l'organisation et aux attributions des directions départementales de l'agriculture et de la forêt, modifié par le décret n° 98-419 du 27 mai 1998 et par le décret n° 2002-235 du 20 février 2002 ;

Vu le décret 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets et à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements et notamment son article 45 ; modifié en dernier lieu par le décret n° 2008-158 du 22 février 2008 relatif à la suppléance des préfets de région et à la délégation de signature des préfets ;

Vu le décret du président de la République en conseil des ministres en date du 18 juillet 2007 nommant Monsieur Hugues PARANT Préfet de Meurthe-et-Moselle.

Vu le décret N° 2008-158 du 22 février 2008 relatif à la suppléance des préfets de région et à la délégation de signature des préfets et des hauts-commissaires de la République en Polynésie française et en Nouvelle-Calédonie ;

Vu l'arrêté ministériel (Agriculture et Pêche) du 26 août 2004 nommant M. Yves ROYER, Ingénieur en Chef du Génie Rural des Eaux et des Forêts, directeur départemental de l'Agriculture et de la Forêt de Meurthe-et-Moselle à compter du 30 août 2004 ;

Sur proposition du secrétaire général de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle ;

ARRETE

Art. 1^{er} : Délégation de signature est donnée à M. Yves ROYER, Ingénieur en Chef du Génie Rural des Eaux et des Forêts, directeur départemental de l'Agriculture et de la Forêt, à l'effet de signer dans le cadre de ses attributions et compétences, tous actes, correspondances et documents relatifs aux délégations mentionnées ci-dessous y compris les mises en demeure ou les décisions de refus.

Chapitre I : Délégations liées aux missions du service de l'Economie Agricole et Aménagement Foncier

100 – Décisions individuelles d'attribution, de modulation, organisation des contrôles, suite à donner aux contrôles pour l'ensemble des aides annuelles versées aux exploitations agricoles et notamment la PMTVA (prime au maintien du troupeau de vaches allaitantes), la PB (prime à la brebis), la PS (prime spéciale), l'ICHN (indemnité compensatoire aux handicaps naturels), la PAB (prime à l'abattage).

101 – décisions individuelles concernant le transfert ou l'attribution de droits à primes bovines, ovines, caprines, de références laitières, la reconnaissance de l'éligibilité aux aides directes des terres, le transfert d'éligibilité.

102 – décisions individuelles d'attribution des aides conjoncturelles aux exploitations agricoles et notamment des aides mises en œuvre dans le cadre des procédures calamité agricole et agriculteurs en difficultés, organisation des contrôles et suites à donner aux contrôles.

103 – décisions individuelles d'agrément, de liquidation, organisation des contrôles, suites à donner aux contrôles pour les contrats souscrits pour la mise en place des mesures agri-environnementales relevant du règlement de développement rural (notamment la prime herbagère agri-environnementale, la mesure rotationnelle) ou pour la mise en place de la mesure spécifique "boisement des terres agricoles" (décret n° 94-1054 du 1^{er} décembre 1994).

104 – liquidation, organisation des contrôles, suite à donner aux contrôles pour les CTE (contrats territoriaux d'exploitation) et les CAD (contrats d'agriculture durable).

105 – décisions individuelles d'octroi de prêts à taux bonifié, organisation des contrôles et suite à donner aux contrôles.

106 – agrément des dossiers d'installation, attribution de la DJA (dotation aux jeunes agriculteurs), agrément des PI (plans d'investissement), organisation des contrôles, suites à donner aux contrôles.

107 – décisions d'attribution de la prime servie aux producteurs qui s'engagent à abandonner la production laitière.

108 – décisions individuelles concernant le transfert ou l'attribution des droits à paiement unique

109 – arrêtés d'agrément ou de retrait d'agrément des sociétés coopératives agricoles (article R 525-1 à R 525-12 du code rural).

110 – arrêtés d'agrément ou de retrait d'agrément des GAEC (groupement agricole d'exploitation en commun) (articles L 323-11 et L 323-12 du code rural).

111 – décisions d'attribution de l'indemnité de tutorat et de la bourse des stagiaires, décisions d'agrément des maîtres de stage concernant les stages d'application dits 6 mois (articles R 343-4 du code rural).

112 – décisions individuelles portant autorisation ou refus d'exploiter des terres agricoles dans le cadre du contrôle des structures (article L 331-3 du code rural), prolongation du délai d'examen des demandes de 4 à 6 mois.

113 – agréments techniques, financiers et administratifs des dossiers de demande de subvention et décision individuelle d'attribution des aides publiques, notamment pour les investissements à réaliser dans les exploitations agricoles et dans les industries agro-alimentaires.

114 – agrément des programmes opérationnels des organisations de producteurs de fruits et légumes.

115 - instruction, suivi, engagement et liquidation des dossiers relevant de la gestion de la DDAF, au titre de l'axe 3 du DRDR Lorraine - Programme européen FEADER 2007-2013 : mesures relatives à la diversification vers des activités non agricoles, à la conservation et à la mise en valeur du patrimoine naturel (restauration et mise en valeur des vergers traditionnels, remise en état agricole d'intérêt paysager).

Chapitre II : Délégations liées aux missions du service Environnement-Eau pour les domaines de compétence de la direction départementale de l'agriculture et de la forêt définis par l'arrêté préfectoral du 19 septembre 2005 relatif à la nouvelle organisation de la police de l'eau et de la pêche dans le département

Au titre du guichet unique police de l'eau institué par l'arrêté préfectoral du 19 septembre 2005

201 - accusés de réception des dossiers de déclaration incomplets, qui relèvent au titre de la police de l'eau, des décrets 93-742 et 93-743 du 29 mars 1993 modifiés pris en application des articles L 214-1 à L 214-6 du Code de l'Environnement, quel que soit le service en charge de la police de l'eau, DDAF ou SNNE ;

202 - récépissé de déclaration des dossiers de déclaration complets, qui relèvent au titre de la police de l'eau, des décrets 93-742 et 93-743 du 29 mars 1993 modifiés pris en application des articles L 214-1 à L 214-6 du Code de l'Environnement, quel que soit le service en charge de la police de l'eau, DDAF ou SNNE ;

203 - avis de réception des dossiers d'autorisation, qui relèvent au titre de la police de l'eau, des décrets 93-742 et 93-743 du 29 mars 1993 modifiés pris en application des articles L 214-1 à L 214-6 du Code de l'Environnement, quel que soit le service en charge de la police de l'eau, DDAF ou SNNE.

Au titre de la police de l'eau et des milieux aquatiques, sur son domaine de compétences défini par l'arrêté préfectoral du 19 septembre 2005 :

211 - demandes de régularisation de dossiers de déclaration, et

- décisions explicites d'acceptation de déclaration des installations, ouvrages, travaux et activités soumis à déclaration, qui relèvent au titre de la police de l'eau, des décrets 93-742 et 93-743 du 29 mars 1993 modifiés pris en application des articles L 214-1 à L 214-6 du Code de l'Environnement,
- arrêtés fixant des prescriptions particulières acceptées par le pétitionnaire, à l'exclusion

- des arrêtés fixant des prescriptions particulières après refus du pétitionnaire,
- des arrêtés d'opposition à déclaration.

Au titre de la police de la pêche, sur son domaine de compétences tel que défini par l'arrêté préfectoral du 19 septembre 2005 :

221 - autorisation de capture ou de transfert de poissons destinés à la reproduction ou au repeuplement et autorisation de capture de poissons à des

fins sanitaires ou scientifiques ou en cas de déséquilibre biologique et de transport de ces poissons (article L 436-9 du code de l'environnement).

222 - agrément technique, financier et administratif des dossiers de demande de subvention concernant notamment des crédits du ministère de l'écologie et du développement durable.

223 - interdictions pour une durée déterminée de pêche de certaines espèces de poissons (art. R 436-8 du Code de l'Environnement).

224 - transfert de poissons lors de l'abaissement artificiel des eaux (art. R 431-12 du Code de l'Environnement).

225 - pêche à la carpe de nuit (art. R 436-14 du Code de l'Environnement).

226 - concours de pêche en cours d'eau de première catégorie (art. R 436-22 du Code de l'Environnement).

227 - interdictions spécifiques de pêche liées à l'abaissement naturel du niveau d'eau (art. R 436-32 du Code de l'Environnement).

228 - réserves de pêche autres que réserves quinquennales sur le domaine public (art. R 436-73 du Code de l'Environnement).

Chapitre III : Délégations liées aux missions du service forêt, chasse et milieux naturels

300 – tous arrêtés, décisions, agréments, individuels ou collectifs, relatifs à la chasse et la destruction des espèces classées nuisibles (Livre IV – Titre II du code de l'environnement), et notamment à la gestion et l'exercice de la tutelle préfectorale sur les Associations Communales de Chasses Agréées ;

301 – tous arrêtés et décisions relatifs à la régulation du Grand cormoran (articles L 411-1, L 411-2 et R 211-1 à R 211-11 du code de l'environnement), y compris l'arrêté départemental annuel fixant les conditions de régulation ;

302 – instructions et décisions relatives aux applications du régime forestier (Livre I – Titre 4 du code forestier – Circulaire DGFAR/SDFB/C2003-5002 du 3 avril 2003) et, dans la limite d'une surface de 25 ha d'un seul tenant, aux distractions du régime forestier ;

303 – instructions et, dans la limite d'une surface de 25 ha d'un seul tenant, décisions relatives aux demandes d'autorisation de défrichement (Livre III – Titre 1er du code forestier) ;

304 – agréments techniques, financiers et administratifs, décisions individuelles d'attribution d'une aide, organisation des contrôles, suite à donner aux contrôles, des dossiers de demande de subvention concernant les opérations forestières ;

305 – arrêtés relatifs à la lutte phytosanitaire en forêt ;

306 – décisions de prorogation des délais des dossiers de demande de subvention concernant les opérations forestières co-financées par l'Union Européenne, après, le cas échéant, visa du contrôleur financier du CNASEA ;

307 - agréments techniques, financiers et administratifs et signature des contrats Natura 2000 en forêt, organisation des contrôles, suite à donner aux contrôles ;

308 - instruction, suivi, engagement et liquidation des dossiers relevant de la gestion de la DDAF, au titre de l'axe 3 du DRDR Lorraine - Programme européen FEADER 2007-2013 : mesures relatives aux investissements liés à l'entretien ou à la restauration des sites Natura 2000 ni agricoles ni forestiers, à la conservation et à la mise en valeur du patrimoine naturel (restauration et création de trames végétales verticales), aux stratégies locales de développement de la filière forêt-bois ;

309 – décisions individuelles relatives aux demandes d'autorisations de coupes en forêt au titre du code forestier, notamment pour l'application des articles L10 (autorisation préalable de coupe) et L222-5 (forêt sous régime spécial d'autorisation administrative) du code forestier ;

310 – décisions individuelles relatives aux déclarations préalables de coupe et abattage d'arbres dans les bois, forêts ou parcs situés sur le territoire de communes où l'établissement d'un plan local d'urbanisme a été prescrit, ainsi que dans tout espace boisé classé, au titre de l'article L 130-1 du code de l'urbanisme.

Chapitre IV : Délégations liées aux missions du SECRETARIAT GENERAL

400 - l'octroi de congés et autorisations d'absence des personnels dans le cadre des instructions ministérielles en vigueur.

401 - la gestion du personnel dont les changements d'affectation n'entraînent pas de changement de résidence administrative.

402 - la fixation du règlement intérieur d'aménagement local temps de travail et de l'organisation.

403 - le recrutement des personnels temporaires vacataires dans la limite des crédits délégués à cet effet.

404 – en application de l'article 17 de la loi 2001-2 du 3 janvier 2001 et de l'article 20 du décret 2002-121 du 31 janvier 2002 relatif au recrutement sans concours dans certains corps de catégorie C de la fonction publique de l'Etat : actes de gestion relatifs au recrutement externe sans concours pour l'accès au corps des agents administratifs de la direction départementale de l'agriculture et de la forêt.

Chapitre V : Délégations liées aux missions du Service Départemental de l'Inspection du Travail, de l'Emploi et de la Politique Sociale Agricoles

501 – décisions individuelles relatives à la levée de la présomption du salariat (décret n° 86-949 du 6 août 1986).

Art. 2 : Sont exclus de la délégation de signature les autres décisions et notamment :

- les arrêtés relatifs à la mise en œuvre des enquêtes publiques ou intervenant à l'issue des enquêtes,

- les arrêtés ayant un caractère réglementaire ou de portée collective,

- les arrêtés portant constitution ou nomination des membres des commissions, - les arrêtés portant création des associations foncières et des associations syndicales,

- les arrêtés portant nominations individuelles (lieutenants de loupveterie),

- les mémoires en défense auprès du tribunal administratif à l'exception des contentieux concernant des décisions individuelles relevant des délégations mentionnées au chapitre 1 ainsi que des contentieux liés aux opérations d'aménagement foncier,

- les arrêtés (ou conventions) attributifs de subvention sauf celle des arrêtés (ou conventions) mettant en œuvre des crédits gérés comptablement par le C.N.A.S.E.A. et celles concernant les opérations forestières visées au chapitre III – rubriques 304 et 305.

- les décisions valant sanctions en cas de dysfonctionnement dans une A.C.C.A. (association communale de chasse agréée),

- la délivrance de récépissés de déclaration pour les actions nécessitant un avis du Conseil Départemental de l'Environnement, des Risques Sanitaires et Technologiques (CODERST).

Art. 3 : Monsieur Yves ROYER, directeur départemental de l'agriculture et de la forêt, définit, par arrêté pris au nom du préfet, la liste de ses subordonnés habilités à signer les actes dans leurs domaines de compétences respectifs.

Art. 4 : Demeurent réservées en toutes matières à la signature de M. le préfet, les correspondances adressées :

1°) à la présidence de la République et au Premier ministre,

2°) aux ministres,

3°) aux parlementaires.

ainsi que les correspondances adressées sous forme personnelle :

4°) au préfet de région et au président du conseil régional,

5°) au président du conseil général,

6°) au président de la communauté urbaine du Grand-Nancy.

Art. 5 : L'arrêté n°07.BMSSE.76 du 20 août 2007 accordant délégation de signature à Monsieur ROYER, directeur départemental de l'agriculture et de la forêt, est abrogé.

Art. 6 : Le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à Monsieur Yves ROYER, directeur départemental de l'agriculture et de la forêt, affiché pendant 15 jours dans les locaux de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et publié au recueil des actes administratifs. Une copie sera adressée à Monsieur le Trésorier-payeur général de Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 6 mai 2008

Le préfet,
Hugues PARANT

Arrêté N° 08.BMSSE.38 du 6 mai 2008 accordant délégation de signature à Monsieur Jean-Philippe MORETAU, chef du service de la navigation du Nord-Est

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

Vu le Code général de la Propriété des personnes publiques;

Vu le Code de l'Environnement;

Vu le Code de l'Urbanisme;

Vu le Code des marchés publics;

Vu le Code du domaine public fluvial et de la navigation intérieure ;

Vu la loi du 28 pluviôse an VIII relative à la division du territoire de la République et à l'administration ;

Vu la loi n°82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions ;

Vu la loi du 7 janvier 1983 relative à la répartition des compétences entre les communes, les départements, les régions et l'Etat, en particulier son article 12 ;

Vu la loi d'orientation n°92.125 du 6 février 1992 relative à l'administration territoriale de la République, en particulier son article 7 ;

Vu le décret du 6 février 1932 portant règlement général de police des voies de navigation intérieure

Vu le décret n°69-52 du 10 janvier 1969 fixant les conditions de radiation des voies d'eau de la nomenclature des voies navigables ou flottables ;

Vu le décret n°70-1112 du 3 décembre 1970 relatif aux ports maritimes, voies de navigation intérieure et autres dépendances du domaine public fluvial ainsi que les ports de plaisance - commissions permanentes d'enquête - composition ;

Vu le décret n°70-1114 du 3 décembre 1970 relatif aux ports maritimes, voies de navigation intérieure et dépendances du domaine public ainsi que les ports de plaisance - tarifs et conditions d'usage des outillages ;

Vu le décret n°71-827 du 1er octobre 1971 relatif aux concessions d'outillage public dans les ports maritimes et fluviaux ainsi qu'aux concessions des ports de plaisance et modifiant le décret n° 69-140 du 6 février 1969 relatif aux concessions d'outillage public dans les ports maritimes ;

Vu le décret n°73-912 du 21 septembre 1973 portant règlement général de police de la navigation intérieure, modifié par le décret n° 77-330 du 28 mars 1977 ;

Vu le décret n°76-703 du 23 juillet 1976 relatif aux autorisations d'outillage privé avec obligation de service public dans les ports maritimes, sur les autres dépendances du domaine public maritime et sur celles du domaine public fluvial ;

Vu le décret n°93-742 du 29 mars 1993 modifié relatif aux procédures d'autorisation et de déclaration prévues par l'article 10 de la loi du 3 janvier 1992 sur l'eau ;

Vu le décret n°93-743 du 29 mars 1993 modifié relatif à la nomenclature des opérations soumises à autorisation ou à déclaration en application de l'article 10 de la loi du 3 janvier 1992 sur l'eau ;

Vu le décret n°95-1204 du 6 novembre 1995 relatif à l'autorisation des ouvrages utilisant l'énergie hydraulique et modifiant le décret n° 93-742 du 29 mars 1993 relatif aux procédures d'autorisation et de déclaration prévues par l'article 10 de la loi n° 92-3 du 3 janvier 1992 sur l'eau ;

Vu le décret n°95-1205 du 6 novembre 1995 approuvant le modèle de règlement d'eau des entreprises autorisées à utiliser l'énergie électrique

Vu le décret n°97-34 du 15 janvier 1997 relatif à la déconcentration des décisions administratives individuelles ;

Vu le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements et notamment son article 45 ;

Vu le décret du président de la République en conseil des ministres en date du 18 juillet 2007 nommant Monsieur Hugues PARANT Préfet de Meurthe-et-Moselle ;

Vu le décret n° 2008-158 du 22 février 2008 relatif à la suppléance des préfets de région et à la délégation de signature des préfets et des hauts-commissaires de la République en Polynésie française et en Nouvelle-Calédonie ;

Vu l'arrêté du ministre des transports, de l'équipement, du tourisme et de la mer du 11 octobre 2005, nommant M. Jean-Philippe Morétau, ingénieur des ponts et chaussées, chef du service de la navigation du Nord-Est ;

Vu la circulaire N°00159 du ministère de l'intérieur, de l'outre mer et des collectivités territoriales en date du 5 mars 2008 relative à la modification du régime de la délégation de signature des préfets ;

Vu l'arrêté préfectoral du 19 septembre 2005 relatif à l'organisation de la police de l'eau et de la police de la pêche dans le département de Meurthe-et-Moselle ;

Sur proposition du secrétaire général de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle, chargé de l'administration de l'état dans le département ;

ARRETE

Art. 1^{er} : Délégation est donnée à Monsieur Jean-Philippe Morétau, chef du service de la navigation du Nord-Est, à l'effet de signer les documents suivants, relatifs aux voies navigables et cours d'eau domaniaux du département de Meurthe-et-Moselle, dans les domaines énumérés ci-après :

1 - Gestion du domaine public fluvial :

- Occupations temporaires.

- Travaux sur les voies d'eau domaniales :

. prise en considération ;

. ouverture de l'enquête ;

. autorisation.

- Outillages publics, ports de plaisance :

. prise en considération du projet ;

. ouverture de l'enquête ;

. approbation de l'acte de concession.

- Outillages privés avec obligation de service public :

. instruction de la demande, ouverture de l'enquête ;

. délivrance de l'autorisation.

- Commission permanente d'enquête :

. nomination des membres.

- Tarifs et conditions d'usage des outillages sur les voies de navigation intérieures et les dépendances du domaine public fluvial et dans les ports de plaisance :

. affichage et consultation de la commission permanente d'enquête ;

. opposition éventuelle dans le cas de modification.

- Extractions de matériaux :

. attestation de fin d'instruction domaniale.

- Remise aux services fiscaux de terrains déclarés inutilisés.

- Transfert de gestion et superposition d'affectations :

. signature de la convention.

- Échange et acquisition de terrain.

- Délimitation du domaine public fluvial, à l'exclusion de l'arrêté de mise à l'enquête.

- Déclassement de cours d'eau :

. envoi des propositions à l'administration centrale ;

. consultation des services, à l'exclusion de l'arrêté de mise à l'enquête.

- Radiations des voies d'eau :

. envoi des propositions à l'administration centrale ;

. consultations des services.

- Concessions de voies d'eau :

. envoi des propositions à l'administration centrale ;

. consultations des services.

- Affermage des produits de franc bord.

2 - Police de l'eau et des milieux aquatiques :

- Installations, ouvrages, travaux et activités non soumis à autorisation ni à déclaration au titre du Code de l'environnement (avis simple) ;

- Installations, ouvrages, travaux et activités soumis à déclaration au titre du Code de l'environnement, à l'exclusion des arrêtés fixant des prescriptions particulières contestées par les pétitionnaires et des arrêtés d'opposition ;

- Installations, ouvrages, travaux et activités soumis à autorisation au titre du Code de l'environnement, à l'exclusion des arrêtés préfectoraux de mise à l'enquête et d'autorisation ;

- Procès-verbal de visite de contrôle des installations, ouvrages, travaux et activités soumis au Code de l'environnement et courriers relatifs aux suites à donner ;

- Autorisation de pratiquer des pêches exceptionnelles ;

- Délits de pêche :

. proposition de transaction auprès du procureur de la République

. transmission des procès-verbaux au procureur de la République

- Interdiction temporaire de la pêche.

- Décisions favorables simples ou assorties de prescriptions relatives aux projets de constructions en zones submersibles (plans d'exposition aux risques, plan surfaces submersibles, en application de l'article R.421-38-14 du Code de l'urbanisme)

- Représentation de l'ETAT dans les instances judiciaires de premier degré

3 - Règlements de police et de navigation :

- Règlements particuliers de police.

- Autorisations de manifestations sur les voies navigables visées à l'article 1.23 du règlement général de police de la navigation intérieure

- Autorisations spéciales de transport visées à l'article 1.21 du règlement général de police de la navigation intérieure

- Circulation sur les chemins de halage, autorisations et interdictions

- Contravention à la police de la navigation :

- . instruction des procès-verbaux ;
- . transmission au Procureur de la République des procès-verbaux.
- Représentation de l'Etat dans les instances judiciaires de premier degré.
- 4 - Procédure d'expropriation :
- Préparation du dossier de l'enquête préalable à la déclaration d'utilité publique.
- Levée des plans et recherche des propriétaires.
- Préparation du dossier de l'enquête parcellaire, formalités nécessitées par cette enquête et formalité de l'article L 13-2 du code de l'expropriation.
- 5 - Contentieux de la contravention de grande voirie :
- Notification des procès-verbaux.
- Saisine des tribunaux administratifs de procès-verbaux de grande voirie.
- Transactions
- Notification et exécution des jugements.
- Représentation de l'ETAT devant les Tribunaux administratifs en première instance
- 6 - Pêche :
- Affermage de la pêche ;
- 7 - Chasse :
- Affermage de la chasse au gibier d'eau.
- Délit de chasse sur le domaine public fluvial :
 - . autorisation de transaction ;
 - . transmission des procès-verbaux au procureur de la République.

Art. 2 : M. MORETAU, chef du service Navigation du Nord-Est, définit, par arrêté pris au nom du préfet, la liste de ses subordonnés habilités à signer les actes dans leurs domaines de compétences respectifs.

Art. 3 : Demeurent réservées, en toutes matières, à la signature de Monsieur le préfet, les correspondances adressées :

- 1°) à la présidence de la République et au Premier ministre,
- 2°) aux ministres (cabinet),
- 3°) aux parlementaires,
- ainsi que les correspondances adressées sous forme personnelle :
- 4°) au préfet de région et au président du conseil régional,
- 5°) au président du conseil général,
- 6°) au président de la communauté urbaine du grand Nancy

Art. 4 : L'arrêté préfectoral n°07.BMSSE.100 du 20 août 2007, accordant délégation de signature à M. MORETAU, est abrogé.

Art. 5 : Le présent arrêté sera notifié à M. MORETAU, chef du service Navigation du Nord-Est, affiché et publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle. Une copie sera adressée à M. le trésorier-payeur général de Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 6 mai 2008

Le préfet,
Hugues PARANT

Arrêté N° 08.BMSSE.39 du 6 mai 2008 accordant délégation de signature à Monsieur Jean-Philippe MORETAU, chef du service de la navigation du Nord-Est, pour les avis à la batellerie

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

Vu la loi du 28 pluviôse an VIII relative à la division du territoire de la République et à l'administration ;
Vu la loi n°82-213 du 2 mars 1982 modifiée, relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions ;
Vu le décret n°73-912 modifié du 21 septembre 1973 portant règlement général de la police de la navigation intérieure ;
Vu le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets et à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements et notamment son article 45 ;
Vu le décret du président de la République en conseil des ministres en date du 18 juillet 2007 nommant Monsieur Hugues PARANT Préfet de Meurthe-et-Moselle ;
Vu le décret n° 2008-158 du 22 février 2008 relatif à la suppléance des préfets de région et à la délégation de signature des préfets et des hauts-commissaires de la République en Polynésie française et en Nouvelle-Calédonie ;
Vu l'arrêté du ministère, des transports, de l'équipement du Tourisme et de la Mer en date du 11 octobre 2005 nommant Monsieur Jean-Philippe MORETAU, ingénieur des ponts et chaussées, chef du service de la navigation du Nord-Est à compter du 2 novembre 2005 ;
Vu la circulaire n°00159 du ministère de l'intérieur, de l'outre mer et des collectivités territoriales en date du 5 mars 2008 relative à la modification du régime de la délégation de signature des préfets ;
Sur proposition du secrétaire général de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle ;

ARRETE

Art. 1^{er} : Délégation de signature est donnée à Monsieur Jean-Philippe MORETAU, chef du service de la navigation du Nord-est, à l'effet de signer, dans la limite de ses attributions, les avis à la batellerie pour le département de la Meurthe-et-Moselle :

- diffusion des modifications des conditions d'exploitation à caractère permanent (modification du R.P.P.)
- dérogation temporaire R.P.P. ou R.G.P.
- prescriptions de portée générale (économie d'eau)
- travaux de chômage
- prolongation de travaux
- événements sensibles
- annonce d'arrêts ou de prescription importants, connus à l'avance et de portée limitée (regroupement, réduction d'enfoncement, limitation des horaires...)
- arrêts de navigation - décision immédiate qui fait suite à un événement imprévisible
- restriction localisée

- information d'événements sans restriction de circulation, ni de gabarit (avis à vigilance).

Art. 2 : Monsieur Jean-Philippe MORETAU, chef du service de la navigation du Nord-Est, définit, par arrêté pris au nom du préfet, la liste de ses subordonnés habilités à signer les avis à la batellerie.

Art. 3 : L'arrêté n°07.BMSSE.101 en date du 20 août 2007, accordant délégation de signature à M. MORETAU pour les avis à la batellerie, est abrogé.

Art. 4 : Le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à Monsieur Jean-Philippe MORETAU chef du service de la navigation du Nord-Est, affiché et publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle .

Nancy, le 6 mai 2008

Le préfet,
Hugues PARANT

Arrêté N° 08.BMSSE.40 du 6 mai 2008 accordant délégation de signature à Monsieur Raymond AUBRY, directeur régional et départemental de la jeunesse et des sports

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

Vu la loi du 28 pluviôse An VIII relative à la division du territoire de la République et à l'administration ;
Vu la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 modifiée, relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions ;
Vu le décret n° 94-169 du 25 février 1994 relatif à l'organisation des services déconcentrés et des établissements publics relevant du ministre de la jeunesse et des sports ;
Vu le décret n° 97-34 du 15 janvier 1997 relatif à la déconcentration des décisions administratives individuelles ;
Vu le décret n° 2002-892 du 16 mai 2002 relatif aux attributions du ministre de la jeunesse, de l'éducation nationale et de la recherche ;
Vu le décret n° 2002-951 du 16 mai 2002 relatif aux attributions du ministre des sports ;
Vu le décret 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets et à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;
Vu le décret du président de la République en conseil des ministres en date du 18 juillet 2007 nommant Monsieur Hugues PARANT Préfet de Meurthe-et-Moselle ;
Vu le décret n° 2008-158 du 22 février 2008 relatif à la suppléance des préfets de région et à la délégation de signature des préfets et des hauts-commissaires de la République en Polynésie française et en Nouvelle-Calédonie ;
Vu l'arrêté ministériel en date du 2 mai 1997 pris pour l'application de l'article 4 du décret n° 94-169 du 25 février 1994 relatif à l'organisation des services déconcentrés et des établissements publics relevant du ministre de la jeunesse et des sports ;
Vu l'arrêté ministériel du 22 juin 1999 portant nomination de M. Raymond AUBRY, inspecteur principal de la jeunesse dans l'emploi de directeur régional et départemental de la jeunesse et des sports de Lorraine à compter du 1^{er} septembre 1999 ;
Vu la circulaire n°00159 du ministère de l'intérieur, de l'outre mer et des collectivités territoriales en date du 5 mars 2008 relative à la modification du régime de la délégation de signature des préfets ;
Sur proposition du secrétaire général de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle ;

ARRETE

Art. 1^{er} : Délégation de signature est donnée à M. Raymond AUBRY, directeur régional et départemental de la jeunesse et des sports de Lorraine, exerçant les fonctions de directeur départemental de Meurthe-et-Moselle, à l'effet de signer dans le cadre de ses attributions et compétences, les décisions suivantes :

- décisions d'agrément des associations sportives, de jeunesse et d'éducation populaire ;
- décisions de non ouverture ou de fermeture d'un établissement d'activité physique ou sportive en application de l'article 48 de la loi n° 84-610 du 16 juillet 1984 ;
- délivrance du récépissé de déclaration aux personnes désirant exercer l'une des fonctions énoncées au 1^{er} alinéa de l'article 43 de la loi du 16 juillet 1984 précitée, et délivrance de la carte professionnelle correspondante ;
- décisions de non opposition à la déclaration d'ouverture des séjours en centres de vacances ;
- décisions d'habilitation des séjours en centre de loisirs sans hébergement ;
- décisions de première ouverture des établissements de vacances ;
- décisions concernant les dérogations relatives aux conditions de qualification du personnel d'encadrement des séjours en centres de vacances et en centres de loisirs sans hébergement ;
- décisions autorisant du personnel titulaire du Brevet national de sécurité et de sauvetage aquatique, à surveiller un établissement de baignade d'accès payant, lorsque l'exploitant de l'établissement concerné a préalablement démontré qu'il n'a pu recruter du personnel portant le titre de M.N.S. (maître nageur sauveteur) ;
- ordres de mission concernant les agents placés sous son autorité, ainsi que ceux relevant du Centre d'éducation populaire et de sports (C.R.E.P.S.) lorsqu'ils sont amenés à se déplacer hors du département de Meurthe-et-Moselle mais dans la limite de la métropole, que ce soit ou non à l'initiative de l'administration centrale ;
- mesures de suspension d'urgence prises à l'encontre des personnels d'encadrement des centres de vacances et de loisirs ;
- ampliations des arrêtés relevant de ses services.

Art. 2 : Monsieur Raymond AUBRY, directeur régional et départemental de la jeunesse et des sports de Lorraine, définit, par arrêté pris au nom du préfet de

Meurthe-et-Moselle, la liste de ses subordonnés habilités à signer les actes dans leurs domaines de compétences respectifs.

Art. 3 : Demeurent réservées, en toutes matières, à la signature de M. le préfet, les correspondances adressées :

- 1°) à la présidence de la République et au Premier ministre,
- 2°) aux ministres,
- 3°) aux parlementaires,

ainsi que les correspondances adressées sous forme personnelle :

- 4°) au préfet de région et au président du conseil régional,
- 5°) au président du conseil général,
- 6°) au président de la communauté urbaine du Grand Nancy.

Art. 4 : L'arrêté préfectoral n°07.BMSSE.81 du 20 août 2007 accordant délégation de signature à Monsieur AUBRY est abrogé.

Art. 5 : Le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à Monsieur AUBRY, directeur régional et départemental de la jeunesse et des sports, affiché pendant 15 jours dans les locaux de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et publié au recueil des actes administratifs. Une copie sera adressée à Monsieur le Trésorier-payeur général de Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 6 mai 2008

Le préfet,
Hugues PARANT

Arrêté N° 08.BMSSE.41 du 6 mai 2008 accordant délégation de signature à Monsieur Francis GIROUX, directeur du développement durable et des politiques interministérielles

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

Vu la loi du 28 pluviôse An VIII relative à la division du territoire de la République et à l'administration ;

Vu la loi N° 82-213 du 2 mars 1982 modifiée, relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions et les textes pris pour son application ;

Vu le décret N° 62-1587 du 29 décembre 1962 portant règlement général sur la comptabilité publique ;

Vu le décret N° 70-1049 du 13 novembre 1970 relatif à la déconcentration du contrôle financier sur les dépenses de l'État effectuée au plan local ;

Vu le décret 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets et à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;

Vu le décret du président de la République en conseil des ministres en date du 18 juillet 2007 nommant Monsieur Hugues PARANT Préfet de Meurthe-et-Moselle ;

Vu les arrêtés interministériels des 21 et 30 décembre 1982 portant règlement de comptabilité pour la désignation des ordonnateurs secondaires et de leurs délégués ;

Vu l'arrêté du ministre de l'intérieur n° 511A en date du 2 août 2000 affectant Monsieur Francis GIROUX en qualité de directeur de préfecture dans le département de Meurthe-et-Moselle, à compter du 1^{er} septembre 2000 ;

Vu l'arrêté ministériel n° 04/1273/A du 26 octobre 2004 nommant Monsieur Francis GIROUX directeur des services de préfecture ;

Vu l'instruction A.7 du 2 août 1960 modifiée, du ministre des finances et des affaires économiques concernant le recouvrement des créances de l'État étrangères à l'impôt et au domaine, notamment son article 122-13 ;

Vu l'arrêté préfectoral du 2 décembre 2005 modifiant l'organisation des services de la préfecture selon la Directive Nationale d'Orientation, modifié par l'arrêté préfectoral du 27 février 2006 ;

Vu la décision préfectorale du 28 novembre 2005 nommant Monsieur Francis GIROUX directeur du développement durable et des politiques interministérielles à la préfecture de Meurthe-et-Moselle ;

Sur proposition de Monsieur le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle ;

ARRETE

Art. 1^{er} : Délégation de signature est donnée à Monsieur Francis GIROUX, directeur du développement durable et des politiques interministérielles, à l'effet de signer :

I - POUR L'ENSEMBLE DES BUREAUX DE LA DIRECTION :

tous actes et documents n'entraînant ni avis, ni décision et notamment :

- la saisine des différents services pour la constitution des commissions et les notifications des décisions portant nomination individuelle au sein des commissions,
- les lettres de convocation aux réunions et les envois des procès-verbaux correspondants,
- les lettres adressées en réponse aux demandes de documentation ou de renseignements formulées par des élus ou des particuliers,
- les lettres adressées aux différents services pour la rédaction de rapports, d'études ou d'avis,
- les lettres de notification de décisions administratives, arrêtés préfectoraux et conventions,
- les visas des pièces annexées aux arrêtés d'enquêtes publiques.

II - POUR LE BUREAU DE L'AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE ET DE L'ENVIRONNEMENT (D.D.D.P.I./1)

- les décisions concernant la vente des coupes de bois,
- les arrêtés fixant l'indemnisation des commissaires-enquêteurs pour les enquêtes publiques préalables de droit commun et les enquêtes parcellaires prescrites au titre du code de l'expropriation pour cause d'utilité publique,
- les arrêtés fixant l'indemnisation des commissaires-enquêteurs pour les enquêtes publiques préalables de droit commun prescrites au titre des articles L.214-1 à L.214-6 du code de l'environnement,
- les récépissés de déclaration au titre de la réglementation sur les installations classées pour la protection de l'environnement et de la loi sur l'eau,
- les autorisations d'importation de déchets étrangers,

- les arrêtés portant dérogation à l'assainissement non collectif,
- les arrêtés autorisant la création ou l'exploitation des piscicultures,
- les arrêtés autorisant l'ouverture d'établissements d'élevage ou de vente d'animaux d'espèces non domestiques,
- les certificats de capacité pour exercer l'élevage, l'entretien, la vente ou le transit d'animaux d'espèces non domestiques,
- les conventions de servitudes pour des ouvrages déclarés d'utilité publique.

III - POUR LE BUREAU DE LA SOLIDARITÉ, DE LA COHÉSION SOCIALE ET DU DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE (D.D.D.P.I./2)

- les décisions concernant la recevabilité des dossiers soumis à la C.D.E.C.,
- les arrêtés d'octroi de bourses scolaires aux enfants de rapatriés,
- les arrêtés d'octroi de l'aide spécifique aux conjoints survivants et de l'allocation de reconnaissance aux rapatriés,
- les notifications d'attributions ou de refus de ces rentes et de ces aides,
- les indemnités pour défaut d'octroi du concours de la force publique en matière d'expulsions locatives,
- les agréments des maîtres d'apprentissage du secteur public

IV - POUR LE BUREAU DU MANAGEMENT STRATÉGIQUE DES SERVICES DE L'ÉTAT ET DES AFFAIRES FINANCIÈRES (D.D.D.P.I./3)

- les accusés de réception des demandes de subvention,
- les certificats de service fait pour les dossiers de subventions européennes,
- les certificats de service fait pour les dossiers de subventions FNADT déposés dans le cadre des pôles d'excellence rurale (PER),
- les arrêtés d'admission en non-valeur du trésorier-payeur général,
- les arrêtés d'avance sur le produit des impositions,
- les formules exécutoires apposées sur les titres de perception émis par l'ordonnateur secondaire ou par l'un de ses délégués,
- les documents relatifs d'une part, à l'engagement, la liquidation et le mandatement des dépenses de l'État et d'autre part à la liquidation et à l'émission des titres et recettes de l'État, en application de l'article 15 du décret N° 82-389 du 10 mai 1982,
- les contrats et lettres de commande faisant l'objet d'une procédure adaptée (seuil inférieur à 150 000 € H.T. pour les fournitures et services et 230 000 € H.T. pour les travaux), à l'exception des contrats de maîtrise d'œuvre,
- toutes pièces de marchés publics financés sur les crédits ordonnancés par le service, à l'exception des décisions attributives de marchés formalisés (au-dessus du seuil 150 000 € H.T. pour les fournitures et services et 230 000 € H.T. pour les travaux) et les pièces constitutives de ces marchés (actes d'engagement, cahiers des charges et bordereau de décomposition des prix),
- les actes, documents et copies conformes correspondant à une décision d'autorité en matière de gestion et de conservation du domaine public national et du domaine privé de l'Etat.

Art. 2 : Délégation de signature est donnée à Monsieur Francis GIROUX, directeur du développement durable et des politiques interministérielles, à l'effet de signer les ampliations des arrêtés relevant des attributions visées à l'article 1.

Art. 3 : Délégation de signature est également donnée à Monsieur Francis GIROUX à l'effet de signer tous les documents et pièces comptables se rapportant aux crédits de fonctionnement de l'administration préfectorale dont la direction du développement durable et des politiques interministérielles assure la responsabilité de gestion.

Art. 4 : En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Francis GIROUX, la délégation visée aux articles 1, 2 et 3 ci-dessus est exercée par Madame Annie LEBEL, attachée principale, chef du bureau de l'aménagement du territoire et de l'environnement ou par Madame Laurence STENGER, attachée principale, chef du bureau du management stratégique de l'État et des affaires financières ou par Monsieur Daniel PUCELLE, attaché, chef du bureau de la solidarité, de la cohésion sociale et du développement économique.

Art. 5 : En cas d'absence ou d'empêchement simultané de Monsieur Francis GIROUX, de Madame Annie LEBEL, de Madame Laurence STENGER et de Monsieur Daniel PUCELLE, les délégations visées aux articles 1 et 2 ci-dessus, sont exercées, dans le domaine de responsabilité de leur bureau, par les agents ci-après désignés :

- Bureau de l'aménagement du territoire et de l'environnement :
 - . Monsieur Guy-Michel DURIVAUX, attaché
 - . Madame Evelynne GAUVAIN, attachée
 - . Madame Dorine GRAVE, attachée
- Bureau de la solidarité, de la cohésion sociale et du développement économique :
 - . Mademoiselle Dominique CRATELET, attachée
 - . Madame Laurence PIEKARSKI, attachée
- Bureau du management stratégique des services de l'Etat et des affaires financières :
 - . Mme Sophie ROUSSAUX, attachée, adjointe au chef de bureau
 - . Mmes Danièle GUIZOT et Farida CHAIB, secrétaires administratives, exclusivement en ce qui concerne la signature des pièces comptables et des documents de liquidation des marchés publics.

Art. 6 : En cas d'absence simultanée de Monsieur Francis GIROUX, de Madame Annie LEBEL, de Madame Laurence STENGER et de Monsieur Daniel PUCELLE ainsi que de leurs collaborateurs ayant reçu délégation de signature en application de l'article 5 du présent arrêté, délégation de signature est donnée aux agents énumérés ci-après à l'effet de signer les copies certifiées conformes pour les actes le nécessitant, les bordereaux de transmission et les bordereaux de télécopies pour ce qui relève de leurs attributions respectives :

- Bureau de l'aménagement du territoire et de l'environnement :
 - . Madame Brigitte DEDISSE
 - . Mademoiselle Chantal MOITROT,
 - . Monsieur Gérard BERNARDIN,
 - . Madame Christine DEBAIZE,

- . Monsieur Driss DAGHMOUS,
- . Mademoiselle Dominique SALAS,
- . Mademoiselle Stéphanie RENARD,
- . Mademoiselle Laurence LAUMESLE,
- . Monsieur Francis PIEKARSKI,
- . Mademoiselle Astrid HOFFMAN,
- . Monsieur Ali GHOMERANI.
- Bureau de la solidarité, de la cohésion sociale et du développement économique :
 - . Mademoiselle Thérèse BRUN,
 - . Madame Dominique DEMANGEON,
 - . Madame Michelle VAGNERRE,
 - . Mademoiselle Virginie ANDREWS,
 - . Mademoiselle Monique DE LUCA,
 - . Madame Dominique Michel,
 - . Monsieur Roger STEPHER.
- Bureau du management stratégique des services de l'Etat et des affaires financières :
 - . Monsieur Franck MENEGATTI,
 - . Monsieur Stéphane BLAISE,
 - . Madame Marie-Claire GOT,
 - . Madame Danièle GUIZOT,
 - . Madame Corinne SMALCERZ,
 - . Madame Bernadette DEDERICHES,
 - . Madame Evelynne FEESER,
 - . Madame Farida CHAIB,
 - . Monsieur Samuel GRIFFATON,
 - . Madame Isabelle HÉTHERIER,
 - . Mademoiselle Emilie ORY,
 - . Madame Cécile CUNY,
 - . Monsieur Yannick POIROU.

Art. 7 : Demeurent réservées, en toutes matières, à la signature de M. le préfet, les correspondances adressées :

- 1°) à la présidence de la République et au Premier ministre,
 - 2°) aux ministres,
 - 3°) aux parlementaires.
- ainsi que les correspondances adressées sous forme personnelle :
- 4°) au préfet de région et au président du conseil régional,
 - 5°) au président du conseil général,
 - 6°) au président de la communauté urbaine du grand Nancy,
 - 7°) aux maires.

Art. 8 : L'arrêté préfectoral n° 07.BMSSE.72 du 20 août 2007, accordant délégation de signature à Monsieur GIROUX, directeur du développement durable et des politiques interministérielles est abrogé.

Art. 9 : Le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à Monsieur GIROUX, directeur du développement durable et des politiques interministérielles, affiché pendant 15 jours dans les locaux de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et publié au recueil des actes administratifs. Une copie sera adressée à Monsieur le Trésorier-payeur général de Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 6 mai 2008

Le préfet,
Hugues PARANT

Arrêté N° 08.BMSSE.42 du 9 mai 2008 accordant délégation de signature à Mademoiselle Roxane THOMAS, attaché

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

Vu la loi du 28 pluviôse An VIII relative à la division du territoire de la République et à l'administration ;

Vu la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 modifiée relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions et les textes pris pour son application ;

Vu le décret 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets et à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

Vu le décret du président de la République en conseil des ministres en date du 18 juillet 2007 nommant Monsieur Hugues PARANT Préfet de Meurthe-et-Moselle ;

Vu le décret du Président de la République en date du 14 mars 2007 nommant Monsieur Jean-Michel MOUGARD secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle ;

Vu la décision du 2 août 2007 nommant Mademoiselle Roxane THOMAS attaché au SIDPC de la préfecture de Meurthe-et-Moselle à compter du 1^{er} septembre 2007 ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle ;

ARRETE

Art. 1^{er} : Délégation de signature est donnée, dans le cadre de la permanence du samedi 10 mai 2008 au lundi 12 mai 2008 inclus, à Mademoiselle Roxane THOMAS, attaché au SIDPC pour :

- les décisions de suspension provisoire immédiate du permis de conduire
- les décisions d'interdiction temporaire immédiate de conduire en France

Art. 2 : Le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à Monsieur Jacques RANCHERE, directeur du cabinet et à Mademoiselle Roxane THOMAS, attaché au SIDPC, affiché pendant 15 jours dans les locaux de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et publié au recueil des actes administratifs. Une copie sera adressée à Monsieur le Trésorier-payeur général.

Nancy, le 9 mai 2008

Pour le préfet et par délégation,
Le secrétaire général,
Jean-Michel MOUGARD

AUTRES SERVICES

Centre hospitalier universitaire de Nancy

Délégation de signature du 7 mai 2008 donnée à Monsieur Stéphane MASSARD, directeur adjoint, coordonnateur du pôle ressources et système d'information

Monsieur Philippe VIGOUROUX, directeur général du CHU de Nancy

Vu la loi n° 91-748 du 31 juillet 1991 portant réforme hospitalière,

Vu le Décret n° 92-783 du 6 août 1992 relatif à la délégation de signature des directeurs d'établissement,

Vu le décret du 28 avril 2008 le nommant Directeur Général du CHU de Nancy,

Art. 1^{er} : Donne délégation principale à M. MASSARD Stéphane, Directeur Adjoint, Coordonnateur du Pôle Ressources et Système d'Information, pour signer en ses nom et place toutes pièces administratives et comptables relatives à la gestion de l'établissement, Et donne délégation secondaire à M. Philippe BOULANGÉ, Directeur Adjoint, Directeur de cabinet pour signer en ses nom et place, en cas d'empêchement de M. MASSARD, toutes pièces administratives et comptables relatives à la gestion de l'établissement.

Art. 2 : Ces délégations sont assorties de l'obligation pour le titulaire :

- de respecter les procédures réglementaires en vigueur,
- de n'engager les dépenses que dans la limite des crédits autorisés,
- de rendre compte à la Direction générale des opérations effectuées.

Art. 3 : Le titulaire de la délégation a la responsabilité des opérations qu'il effectue dans le cadre de sa délégation et est chargé d'assurer le contrôle de l'ensemble des agents qui interviennent dans les procédures concernées.

Art. 4 : La présente délégation sera publiée au recueil des actes administratifs de Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 7 mai 2008

Le directeur général,
Philippe VIGOUROUX

Délégation de signature du 7 mai 2008 donnée à Monsieur Eric ZURCHER, directeur adjoint

Monsieur Philippe VIGOUROUX, directeur général du CHU de Nancy

Vu la loi n° 91-748 du 31 juillet 1991 portant réforme hospitalière,

Vu le Décret n° 92-783 du 6 août 1992 relatif à la délégation de signature des directeurs d'établissement,

Vu le Décret du 28 avril 2008 le nommant Directeur Général du CHU de Nancy

Art. 1^{er} : Donne délégation générale à M. Eric ZURCHER, Directeur adjoint, pour signer au nom et place du Directeur Général, l'ordonnancement des dépenses et des recettes.

Donne délégation à M. Eric ZURCHER, pour l'ensemble des comptes relevant du suivi direct par la Direction des Finances, en terme d'engagement et de liquidation de dépenses. La liste des comptes concernés est communiquée aux bénéficiaires de cette dernière délégation ; elle est également communiquée au Comptable de l'établissement.

Art. 2 : En cas d'absence ou d'empêchement de M. Eric ZURCHER pour l'exercice de ces délégations, la suppléance est assurée par M. Pascal TAFFUT, Directeur Adjoint et par M. Stéphane MASSARD, Directeur Adjoint, Coordonnateur du Pôle Ressources, dans le cadre de la délégation générale de signature dont il bénéficie.

Art. 3 : La délégation générale d'ordonnancement est assortie de la mission de contrôle de la régularité des procédures (à l'exception des dépenses de Groupe 1 qui restent de la responsabilité de la Direction des Ressources Humaines et de la Direction des Affaires Médicales), et d'une obligation de veiller à l'existence de crédits.

Art. 4 : Les titulaires de la présente délégation a la responsabilité des opérations qu'ils effectuent dans le cadre de leur délégation.

A ce titre, ils sont chargés d'assurer le contrôle de l'ensemble des agents qui interviennent dans les procédures concernées.

Art. 5 : La présente délégation se substitue à la délégation du 4 décembre 2007.

Elle se renouvelle annuellement par tacite reconduction.

Elle sera publiée au Recueil des Actes Administratifs de Meurthe et Moselle.

Nancy, le 7 mai 2008

Le directeur général,
Philippe VIGOUROUX

Délégation de signature du 7 mai 2008 relative à l'application du code des marches publics et donnée à Madame Michèle LABRUDE, pharmacienne, chef de service

Monsieur Philippe VIGOUROUX, directeur général du CHU de Nancy

Vu la loi n° 91-748 31 juillet 1991 portant réforme hospitalière

Vu le Décret n° 92-783 du 6 août 1992 relatif à la délégation des signature des directeurs d'établissement

Vu le Décret n° 2006-975 du 1^{er} août 2006 modifié portant Code des Marchés Publics

Vu le Décret du 28 avril 2008 le nommant Directeur Général du CHU de Nancy

Art. 1^{er} : Donne délégation à Madame Michèle LABRUDE, Pharmacienne, Chef de service, pour représenter le Directeur Général, et signer en ses nom et place l'ensemble des pièces administratives et correspondances relatives aux opérations suivantes :

- Appel d'offres concernant la Pharmacie :
 - Etude des offres
 - Etablissement du rapport de choix présenté à la Commission d'Appel d'Offres
- Marché négocié concernant la Pharmacie :

Etude des offres

Négociation avec les candidats choisis

Art. 2 : Après signature des marchés par le Directeur Général, Madame Michèle LABRUDE a délégation pour représenter le Directeur Général et signer en son nom et place l'ensemble des pièces administratives et correspondances relatives à l'exécution des marchés concernant la Pharmacie

Art. 3 : Cette délégation est assortie de l'obligation pour le titulaire :

- de respecter les procédures réglementaires du Code des Marchés Publics
- de rendre compte au directeur général des opérations effectuées dans le cadre de la présente délégation.

Art. 4 : Le titulaire de la présente délégation a la responsabilité des opérations qu'il effectue dans le cadre de sa délégation.

A ce titre, il est chargé d'assurer le contrôle de l'application des dispositions du Code des Marchés Publics par l'ensemble des agents qui interviennent dans les procédures concernées.

Art. 5 : La présente délégation est renouvelable annuellement par tacite reconduction.

Elle sera publiée au Recueil des Actes Administratifs de Meurthe et Moselle
Nancy, le 7 mai 2008

Le directeur général,
Philippe VIGOUROUX

Délégation de signature du 7 mai 2008 relative à l'application du code des marchés publics et donnée à Monsieur Jean-Marc VIRION, directeur informatique

Monsieur Philippe VIGOUROUX, directeur général du CHU de Nancy

Vu la loi n° 91-748 du 31 juillet 1991 portant réforme hospitalière

Vu le Décret n° 92-783 du 6 août 1992 relatif à la délégation de signature des directeurs d'établissement

Vu le Décret n°2006-975 du 1^{er} août 2006 modifié portant Code des Marchés Publics

Vu le Décret du 28 avril 2008 le nommant Directeur Général du CHU de Nancy

Art. 1^{er} : Donne délégation à Monsieur Jean-Marc VIRION, Directeur informatique, pour représenter le Directeur Général, et signer en son nom et place l'ensemble des pièces administratives et correspondances relatives aux opérations suivantes :

- Appel d'offres concernant la Direction Informatique :

Etude des offres

Etablissement du rapport de choix présenté à la Commission d'Appel d'Offres

- Marché négocié concernant la Direction Informatique :

Etude des offres

Négociation avec les candidats choisis

Art. 2 : Après signature des marchés par le Directeur Général, Monsieur VIRION a délégation pour représenter le Directeur Général et signer en son nom et place l'ensemble des pièces administratives et correspondances relatives à l'exécution des marchés concernant la Direction Informatique.

Art. 3 : Cette délégation est assortie de l'obligation pour le titulaire :

- de respecter les procédures réglementaires du Code des Marchés Publics
- de rendre compte au Directeur Général des opérations effectuées dans le cadre de la présente délégation.

Art. 4 : Le titulaire de la présente délégation a la responsabilité des opérations qu'il effectue dans le cadre de sa délégation.

A ce titre, il est chargé d'assurer le contrôle de l'application des dispositions du Code des Marchés Publics par l'ensemble des agents qui interviennent dans les procédures concernées.

Art. 5 : La présente délégation est renouvelable annuellement par tacite reconduction.

Elle sera publiée au Recueil des Actes Administratifs de Meurthe et Moselle
Nancy, le 7 mai 2008

Le directeur général,
Philippe VIGOUROUX

Délégation de signature du 7 mai 2008 donnée à Monsieur Philippe BOULANGÉ, directeur de la recherche clinique et de l'innovation

Monsieur Philippe VIGOUROUX, directeur général du CHU de Nancy

Vu la loi n° 91-748 du 31 juillet 1991 portant réforme hospitalière,

Vu le Décret n° 92-783 du 6 août 1992 relatif à la délégation de signature des directeurs d'établissement,

Vu le Décret du 28 avril 2008 le nommant Directeur Général du CHU de Nancy

Art. 1^{er} : Donne délégation à Monsieur Philippe BOULANGÉ, Directeur de la Recherche Clinique et de l'Innovation, pour signer en son nom et place toutes pièces administratives, comptables (notamment les factures) et conventionnelles relatives à la gestion de la Direction de la Recherche Clinique et de l'Innovation.

Art. 2 : Cette délégation est assortie de l'obligation pour le titulaire :

- de respecter les procédures réglementaires,
- de n'engager les dépenses que dans la limite des crédits autorisés et notifiés par la Direction des Finances,
- de rendre compte au Directeur Général des opérations effectuées dans le cadre de la présente délégation.

Art. 3 : Le titulaire de la présente délégation a la responsabilité des opérations qu'il effectue dans le cadre de sa délégation.

A ce titre, il est chargé d'assurer le contrôle de l'ensemble des agents qui interviennent dans les procédures concernées.

Art. 4 : La présente délégation se renouvelle annuellement par tacite reconduction.

Elle sera publiée au Recueil des Actes Administratifs de Meurthe-et-Moselle.
Nancy, le 7 mai 2008

Le directeur général,
Philippe VIGOUROUX

Délégation de signature du 7 mai 2008 donnée à Madame LABRUDE, pharmacien-chef, Mademoiselle COMMUN, pharmacien, et Monsieur GEORGET, pharmacien

Monsieur Philippe VIGOUROUX, directeur général du CHU de Nancy

Vu la loi n° 91-748 du 31 juillet 1991 portant réforme hospitalière

Vu le Décret n° 92-783 du 6 août 1992 relatif à la délégation de signature des directeurs d'établissement

Vu le Décret du 28 avril 2008 le nommant Directeur Général du CHU de Nancy

Art. 1^{er} : Une délégation d'engagement et de liquidation de certaines opérations de dépenses est donnée à :

- Madame LABRUDE, Pharmacien-Chef : délégation principale pour l'ensemble des comptes figurant en annexe
- Mademoiselle COMMUN, Pharmacien : délégation secondaire pour les mêmes comptes que le bénéficiaire de la délégation principale
- Monsieur GEORGET, Pharmacien : délégation secondaire pour les mêmes comptes que le bénéficiaire de la délégation principale

Art. 2 : Cette délégation est assortie de l'obligation pour chaque titulaire :

- de respecter les procédures réglementaires d'achat (Code des Marchés Publics)
- de n'engager les dépenses que dans la limite des crédits autorisés et notifiés par la Direction des Affaires Financières
- de rendre compte mensuellement à la Direction des opérations effectuées en faisant ressortir les crédits engagés et les crédits disponibles.

Art. 3 : Chaque titulaire de délégation a l'entière responsabilité des opérations qu'il effectue dans le cadre de sa délégation et est chargé d'assurer le contrôle de l'ensemble des agents qui interviennent dans les procédures d'achat et de liquidation.

Art. 4 : La présente délégation est renouvelable annuellement par tacite reconduction. Elle sera publiée au Recueil des Actes Administratifs de Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 7 mai 2008

Le directeur général,
Philippe VIGOUROUX

Délégation de signature du 7 mai 2008 donnée à Monsieur Jean-Philippe SAJUS, directeur des achats

Monsieur Philippe VIGOUROUX, directeur général du CHU de Nancy, en tant que représentant du pouvoir adjudicateur :

Vu la Loi n° 91-748 du 31 juillet 1991 portant réforme hospitalière,

Vu le Décret n° 92-783 du 6 août 1992 relatif à la délégation de signature des directeurs d'établissement,

Vu le Décret n°2006-975 du 1^{er} août 2006 modifié portant Code des Marchés Publics,

Vu le Décret du 28 avril 2008 le nommant Directeur Général du Centre Hospitalier Universitaire de Nancy,

Art. 1^{er} : Donne délégation à M. Jean-Philippe SAJUS, Directeur des Achats, pour signer au nom et place du Directeur Général, les pièces administratives relatives à la passation et à l'exécution des marchés publics gérés par la Mission Grands Travaux et les Services Techniques de site, exception faite du choix de l'attributaire et de la signature du marché.

Une délégation secondaire, concernant exclusivement les pièces relatives à la passation des marchés exception faite du choix de l'attributaire et de la signature du marché, est donnée à M. Grégory LEMAITRE, Attaché d'Administration Hospitalière.

Art. 2 : Donne délégation à Mme Dominique CAPPELLI, Directeur de la Logistique, pour la signature des certificats de réception, ainsi que pour l'ensemble des comptes relevant du suivi de la Direction de la Logistique, en terme d'engagement et de liquidation de dépenses.

La liste des comptes est communiquée aux bénéficiaires de la délégation; elle est également communiquée au comptable du CHU.

Art. 3 : Cette délégation est assortie de l'obligation pour les titulaires :

- de respecter les procédures réglementaires
- de n'engager les dépenses que dans la limite des crédits autorisés et notifiés par la Direction des Finances.
- de rendre compte à la Direction Générale des opérations effectuées dans le cadre de la présente délégation.

Art. 4 : Les titulaires de la présente délégation ont la responsabilité des opérations qu'ils effectuent dans le cadre de leur délégation.

A ce titre, ils sont chargés d'assurer le contrôle de l'ensemble des agents qui interviennent dans les procédures concernées.

Art. 5 : La présente délégation se renouvelle annuellement par tacite reconduction.

Elle sera publiée au Recueil des Actes Administratifs de Meurthe et Moselle.
Nancy, le 7 mai 2008

Le directeur général,
Philippe VIGOUROUX

Délégation de signature du 7 mai 2008 et décision d'habilitation en faveur de Monsieur Jérôme FINANCE, inspecteur-sûreté au CHU de Nancy

Monsieur Philippe VIGOUROUX, directeur général du CHU de Nancy

Vu la loi n° 91-748 du 31 juillet 1991 portant réforme hospitalière,

Vu l'article D 6143-33 du Code de la Santé Publique,

Vu le décret du 28 avril 2008 nommant en qualité de Directeur Général du CHU de Nancy Monsieur Philippe VIGOUROUX

Art. 1^{er} : M Jérôme FINANCE, Inspecteur-sûreté au CHU de Nancy, est habilité à représenter le Directeur Général dans les démarches de dépôts de plaintes auprès des autorités de police et de gendarmerie au nom du CHU et à suivre les dossiers concernés. Dans ce cadre, il reçoit délégation de signature du

Directeur Général.

Art. 2 : M Jérôme FINANCE, suivant les dossiers concernés, sera habilité, sur décision expresse du Directeur Général, à le représenter au nom du CHU auprès des instances juridictionnelles et des autorités judiciaires.
Nancy, le 7 mai 2008

Le directeur général,
Philippe VIGOUROUX

Délégation de signature du 7 mai 2008 donnée à Monsieur Daniel KIEFFER, directeur de l'hôpital Jeanne d'Arc, des archives et du patrimoine

Monsieur Philippe VIGOUROUX, directeur général du CHU de Nancy

Vu la loi n° 91-748 du 31 juillet 1991 portant réforme hospitalière,
Vu le décret n°92-783 du 6 août 1992 relatif à la délégation de signature des directeurs d'établissement,
Vu le Décret du 28 avril 2008 le nommant Directeur Général du CHU de Nancy,

Art. 1^{er} : Donne délégation à Monsieur Daniel KIEFFER, Directeur de l'Hôpital Jeanne d'Arc, des archives et du patrimoine, pour signer en son nom et place les avis d'admission et toutes les pièces administratives relatives aux hospitalisations sous contrainte en psychiatrie, dans le cadre de la loi du 27 juin 1990.

Art. 2 : Dans les termes de l'article 1, délégation secondaire est donnée à Monsieur Patrick MILLET, Attaché d'Administration Hospitalière, en l'absence de Monsieur Daniel KIEFFER.

Art. 3 : Dans les termes de l'article 1, délégation secondaire est donnée à l'ensemble des personnels de direction, dans le cadre des gardes administratives assurées par eux, conformément aux tableaux de garde trimestriels arrêtés par le Directeur Général.

Art. 4 : La présente délégation se substitue à la délégation du 13 mars 2007 ; elle prend effet à compter de sa publication et se renouvellera annuellement par tacite reconduction.

Elle sera publiée au Recueil des Actes Administratifs de Meurthe et Moselle.
Nancy, le 7 mai 2008

Le directeur général,
Philippe VIGOUROUX

Délégation de signature du 7 mai 2008 donnée à Mademoiselle BOULANGER, directrice adjointe, directeur des ressources humaines, Monsieur SAJUS, directeur adjoint, directeur des achats, Mademoiselle RUTHMANN, directrice adjointe, directeur des ressources humaines, Monsieur GROB, ingénieur, mission grands travaux, et Monsieur STARK, directeur adjoint, directeur des ressources humaines

Monsieur Philippe VIGOUROUX, directeur général du CHU de Nancy, en tant que représentant du pouvoir adjudicateur :

Vu le Décret 2006-975 du 1^{er} août 2006 portant Code des Marchés Publics ;
Vu le Règlement intérieur de la Commission d'Appel d'Offres ;
Vu le Guide interne des procédures d'achats, formalisant notamment les marchés à procédures adaptées, dans sa version v3.0.

Art. 1^{er} : Délègue sa compétence à l'effet de signer les marchés publics et tous les actes dévolus au pouvoir adjudicateur par le Code des Marchés Publics et les cahiers des clauses administratives générale, à :

- Mademoiselle BOULANGER, Directrice Adjointe, Directeur des Ressources Humaines ;
- Monsieur SAJUS, Directeur Adjoint, Directeur des Achats ;
- Mademoiselle RUTHMANN, Directrice Adjointe, Directeur des Ressources Humaines ;
- Monsieur GROB, Ingénieur, Mission Grands travaux ;
- Monsieur STARK, Directeur Adjoint, Directeur des Ressources Humaines.

Art. 2 : La présente délégation s'applique pour les marchés à procédure adaptée relevant de l'article 28 ou de l'article 30 du Code des Marchés Publics, et dont le montant est inférieur à 210.000 € HT, dans la limite du domaine de compétence des bénéficiaires, c'est à dire :

- M. SAJUS : les marchés passés par la Direction des Achats ;
- M. GROB : les marchés passés par la Mission Grands Travaux et les services techniques de sites ;
- M. STARK, Mlle BOULANGER, Mlle RUTHMANN : les marchés de formation passés en application de l'article 30 du Code des Marchés Publics.

Au-delà de 210.000 € H.T., Monsieur le Directeur Général demeure l'unique représentant du pouvoir adjudicateur du CHU de Nancy au sens du Code des Marchés Publics.

Art. 3 : Cette délégation est assortie de l'obligation pour les titulaires :

- ☞ De respecter les procédures réglementaires du Code des Marchés Publics
- ☞ De rendre compte à la Direction Générale des opérations effectuées dans le cadre de la présente délégation.

Art. 4 : Les titulaires de la présente délégation ont la responsabilité des opérations qu'ils effectuent dans le cadre de leur délégation.

A ce titre, ils sont chargés d'assurer le contrôle de l'application des dispositions du Code des Marchés Publics par l'ensemble des agents qui interviennent dans les procédures concernées.

Cette délégation ne peut être déléguée en cas d'absence ou d'empêchement. Dans ce cas, les marchés visés par la présente délégation sont signés par le Directeur Général, représentant du pouvoir adjudicateur, ou le Directeur Adjoint, Coordonnateur du Pôle ressources et Système d'Information, titulaire d'une délégation générale de signature.

La présente décision de délégation prend effet à la date du 15 avril 2008

Elle est renouvelable annuellement par tacite reconduction.

Elle est publiée au recueil des actes administratifs de Meurthe et Moselle.

Nancy, le 7 mai 2008

Le directeur général,
Philippe VIGOUROUX

Délégation de signature du 7 mai 2008 donnée à Monsieur Jean-Philippe SAJUS, directeur des achats

Monsieur Philippe VIGOUROUX, directeur général du CHU de Nancy, en tant que représentant du pouvoir adjudicateur :

Vu la Loi n°91-748 du 31 juillet 1991 portant réforme hospitalière,
Vu le Décret n°92-783 du 6 août 1992 relatif à la délégation de signature des directeurs d'établissement,
Vu le Décret n°2006-975 du 1^{er} août 2006 modifié portant Code des Marchés Publics,
Vu le Décret du 28 avril 2008 le nommant Directeur Général du Centre Hospitalier Universitaire de Nancy

Art. 1^{er} : Donne délégation à M. Jean-Philippe SAJUS, Directeur des Achats, pour signer en son nom et place, les pièces administratives relatives à la passation et à l'exécution des marchés publics gérés par la Direction des Achats, exception faite du choix de l'attributaire et de la signature du marché.

Une délégation secondaire, concernant exclusivement les pièces relatives à la passation des marchés, exception faite du choix de l'attributaire et de la signature du marché, est donnée à :

- M. Grégory LEMAITRE, Attaché d'Administration Hospitalière responsable du Secteur des Marchés Publics.

Une délégation secondaire est donnée exclusivement pour la signature des certificats de réception de matériels d'une valeur inférieure à 5 000 euros Hors Taxes à :

- Mme Monique ALLENBACH, Attachée d'Administration Hospitalière responsable du Secteur des Prestations de Service
- Mme Catherine VASSEUR, Attachée d'Administration Hospitalière responsable du Secteur des Achats Techniques et Hôtels
- Mme Monique WIEDENKELLER, Attachée d'Administration Hospitalière responsable du Secteur de l'Achat Médical

Art. 2 : Donne délégation principale à M. Jean-Philippe SAJUS, pour l'ensemble des comptes relevant du suivi de la Direction des Achats, en terme d'engagement et de liquidation de dépenses.

Une délégation secondaire est donnée pour la signature des bons de commandes de la Direction des Achats, mais exclusivement pour les comptes budgétaires de classe 2 quand le bon de commande n'excède pas 3 000 euros Hors Taxes, et de façon générale pour ceux de classe 6, à :

- Mme Monique ALLENBACH, Attachée d'Administration Hospitalière responsable du Secteur des Prestations de Service
- Mme Catherine VASSEUR, Attachée d'Administration Hospitalière responsable du Secteur des Achats Techniques et Hôtels
- Mme Monique WIEDENKELLER, Attachée d'Administration Hospitalière responsable du Secteur de l'Achat Médical

La liste des comptes correspondant à chaque secteur d'achats est annexée à la présente délégation. Elle est communiquée aux bénéficiaires de la délégation, ainsi qu'au comptable du CHU.

Art. 3 : Une délégation secondaire est donnée pour la signature des bons de commandes du secteur d'achats qu'il encadre, mais exclusivement pour les comptes budgétaires de classe 6, à :

- M. Yoann MARTIN, Ingénieur en charge de la filière Laboratoire du Secteur de l'Achat Médical

Art. 4 : Cette délégation est assortie de l'obligation pour les titulaires :

- de respecter les procédures réglementaires,
- de n'engager les dépenses que dans la limite des crédits autorisés et notifiés par la Direction des Affaires Financières,
- de rendre compte à la Direction Générale des opérations effectuées dans le cadre de la présente délégation.

Art. 5 : Les titulaires de la présente délégation ont la responsabilité des opérations qu'ils effectuent dans le cadre de leur délégation.

A ce titre, ils sont chargés d'assurer le contrôle de l'ensemble des agents qui interviennent dans les procédures concernées.

Art. 6 : La présente délégation se substitue à celle du 5 septembre 2007. Elle se renouvelle annuellement par tacite reconduction.

Elle sera publiée au Recueil des Actes Administratifs de Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 7 mai 2008

Le directeur général,
Philippe VIGOUROUX

Délégation de signature du 7 mai 2008 donnée à Monsieur Jean-Philippe SAJUS, directeur des achats

Monsieur Philippe VIGOUROUX, directeur général du CHU de Nancy, en tant que représentant du pouvoir adjudicateur :

Vu la Loi n° 91-748 du 31 juillet 1991 portant réforme hospitalière,
Vu le Décret n° 92-783 du 6 août 1992 relatif à la délégation de signature des directeurs d'établissement,
Vu le Décret n°2006-975 du 1^{er} août 2006 modifié portant Code des Marchés Publics,
Vu le Décret du 28 avril 2008 le nommant Directeur Général du Centre Hospitalier Universitaire de Nancy

Art. 1^{er} : Donne délégation à M. Jean-Philippe SAJUS, Directeur des Achats, pour signer au nom et place du Directeur Général, les pièces administratives relatives à la passation et à l'exécution des marchés publics gérés par la Mission Grands Travaux et les Services Techniques de site, exception faite du choix de l'attributaire et de la signature du marché.

Une délégation secondaire, concernant exclusivement les pièces relatives à la passation des marchés exception faite du choix de l'attributaire et de la signature du marché, est donnée à M. Grégory LEMAITRE, Attaché d'Administration Hospitalière.

Art. 2 : Donne délégation principale à M. Sylvain GROB, Ingénieur responsable de la Mission Grands Travaux, pour la signature des certificats de réception,

ainsi que pour l'ensemble des comptes relevant du suivi de la Fonction Technique, en terme d'engagement et de liquidation de dépenses
Une délégation secondaire est donnée à M. Jean-Philippe SAJUS, Directeur des Achats.

Une délégation secondaire est donnée à M. Richard ALBALADEJO, Ingénieur, limitée aux domaines relevant de sa compétence.

Une délégation secondaire est donnée à M. Pascal DI MAJO, Ingénieur, limitée aux domaines relevant de sa compétence.

Une délégation secondaire est donnée à M. Richard PEREZ, Ingénieur, limitée aux domaines relevant de sa compétence.

Une délégation secondaire est donnée à M. Jean-Louis PEROT, Ingénieur, limitée aux domaines relevant de sa compétence.

Une délégation secondaire est donnée à M. Etienne MAUGET, Ingénieur, limitée aux domaines relevant de sa compétence.

Une délégation secondaire est donnée à M. Jean-François MILLARD, Ingénieur, limitée aux domaines relevant de sa compétence.

La liste des comptes est communiquée aux bénéficiaires de la délégation; elle est également communiquée au comptable du CHU.

Art. 3 : Cette délégation est assortie de l'obligation pour les titulaires :

- de respecter les procédures réglementaires
- de n'engager les dépenses que dans la limite des crédits autorisés et notifiés par la Direction des Finances.
- de rendre compte à la Direction Générale des opérations effectuées dans le cadre de la présente délégation.

Art. 4 : Les titulaires de la présente délégation ont la responsabilité des opérations qu'ils effectuent dans le cadre de leur délégation.

A ce titre, ils sont chargés d'assurer le contrôle de l'ensemble des agents qui interviennent dans les procédures concernées.

Art. 5 : La présente délégation se renouvelle annuellement par tacite reconduction.

Elle sera publiée au Recueil des Actes Administratifs de Meurthe-et-Moselle.
Nancy, le 7 mai 2008

Le directeur général,
Philippe VIGOUROUX

Délégation de signature du 7 mai 2008 donnée à Madame Véronique BOUVIER, directeur adjoint, directeur des affaires médicales

Monsieur Philippe VIGOUROUX, directeur général du CHU de Nancy

Vu la loi n° 91-748 du 31 juillet 1991 portant réforme hospitalière

Vu le décret n°92-783 du 6 août 1992 relatif à la délégation de signature des directeurs d'établissement

Vu le décret du 28 avril 2008 le nommant Directeur Général du CHU de Nancy

Art. 1^{er} : Donne délégation à Madame Véronique BOUVIER, Directeur adjoint, Directeur des Affaires Médicales, pour signer au nom et place du Directeur Général, toutes pièces administratives relatives au personnel médical :

- étudiants hospitaliers (médecins, pharmaciens, odontologistes) (y compris affectations)
- internes en médecine, en pharmacie et en odontologie et faisant fonction d'internes (y compris affectations et conventions diverses)
- assistants spécialistes et généralistes (y compris avis et contrats de recrutements et contrats d'engagement d'exercice)
- praticiens attachés et praticiens attachés associés, praticiens contractuels et praticiens adjoints contractuels (y compris les contrats de recrutement et avenants, contrats d'engagement d'exercice)
- professeurs des universités - praticiens hospitaliers (PU-PH), maîtres de conférences des universités - praticiens hospitaliers (MCU-PH), praticiens hospitaliers (PH) et praticiens hospitaliers à titre provisoire, praticiens hospitaliers universitaires (PHU), assistants - chefs de clinique (ACC), assistants hospitaliers universitaires (AHU), pour ce qui concerne les congés, déplacements, ordres de mission, attestations, conventions d'activité extérieure d'intérêt général, contrats d'engagement de service public exclusif et les autorisations de remplacement pour ACC et AHU.

Donne délégation secondaire à Thierry BEDET, attaché d'administration hospitalière, pour signer l'ensemble de ces pièces administratives relatives au personnel médical.

Art. 2 : Donne délégation à Madame Véronique BOUVIER pour signer au nom et place du Directeur Général, les assignations des personnels médicaux, nécessaires à la continuité des soins et à la sécurité des malades, dans le cadre du service minimum.

Donne délégation secondaire à Thierry BEDET pour signer ces assignations des personnels médicaux.

Art. 3 : Donne délégation principale à Madame Véronique BOUVIER, pour l'ensemble des comptes relevant du suivi de la Direction des Affaires Médicales, en termes d'engagement et de liquidation de dépenses. La liste des comptes concernés est communiquée au bénéficiaire de la délégation : elle est également communiquée au Comptable du CHU.

La suppléance est assurée par Monsieur MASSARD Stéphane, Directeur Adjoint, Coordonnateur du pôle ressources et Système d'Information, dans le cadre de sa délégation générale de signature pour les mêmes comptes, dans le cadre de la délégation générale dont il bénéficie.

Donne délégation secondaire à Thierry BEDET pour ces mêmes comptes, en terme d'engagement et de liquidations de dépenses.

Art. 4 : Cette délégation est assortie de l'obligation pour le titulaire :

- de respecter les procédures réglementaires
- de n'engager les dépenses que dans la limite des crédits autorisés et notifiés par la Direction des Affaires Financières.
- de rendre compte mensuellement à la Direction Générale des opérations effectuées dans le cadre de la présente délégation.

Art. 5 : Les titulaires de la présente délégation ont la responsabilité des opérations qu'ils effectuent dans le cadre de leur délégation.

A ce titre, ils sont chargés d'assurer le contrôle de l'ensemble des agents qui interviennent dans les procédures concernées.

Art. 6 : La présente délégation se substitue à la délégation du 4 décembre 2006.

Elle se renouvelle annuellement par tacite reconduction.

Elle sera publiée au Recueil des Actes Administratifs de Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 7 mai 2008

Le directeur général,
Philippe VIGOUROUX

Délégation de signature du 7 mai 2008 donnée, en matière de gestion du personnel, à Monsieur Stéphane MASSARD, directeur adjoint, Monsieur Gérard STARK, directeur adjoint, directeur des ressources humaines, Mademoiselle Anne-Lucie BOULANGER, directeur adjoint, et à Madame Rachel RUTHMANN, directeur adjoint à la direction des ressources humaines

Monsieur Philippe VIGOUROUX, directeur général du CHU de Nancy

Vu l'Article D6143-33 du Code de la Santé Publique,

Vu le décret en date du 28 avril 2008 le nommant Directeur Général du C.H.U. de NANCY,

Art. 1^{er} : En matière de gestion du personnel, donne délégation à Monsieur Stéphane MASSARD, Directeur Adjoint, titulaire de la délégation générale de signature, pour la signature des mémoires en justice ainsi que pour les décisions administratives suivantes :

- fixation des tableaux d'avancement de grade et des listes d'aptitude,
- confirmation ou infirmation d'une notation dans le cadre de la procédure de révision de note,
- sanction disciplinaire,

concernant l'ensemble des personnels contractuels, stagiaires et titulaires des catégories A, B et C relevant de la Fonction Publique Hospitalière.

Art. 2 : En matière de gestion du personnel et de formation, en dehors des décisions administratives sus énoncées et celles visées aux articles 4 et 5, donne délégation à Monsieur Gérard STARK, Directeur adjoint, Directeur des Ressources Humaines, Mademoiselle BOULANGER Anne-Lucie, Directeur Adjoint, et à Madame RUTHMANN Rachel, Directeur Adjoint à la Direction des Ressources Humaines, pour signer au nom et place du Directeur Général, les pièces administratives relatives :

- aux courriers, attestations, actes et décisions, à caractère général ou individuel, en matière de gestion des personnels contractuels, stagiaires et titulaires des catégories A, B et C relevant de la Fonction Publique Hospitalière ainsi que des agents sous contrat emploi solidarité, contrat emploi jeune, contrat d'apprentissage, contrat d'accompagnement à l'emploi ou contrat avenir.

Art. 3 : En l'absence de Monsieur STARK Gérard, de Mademoiselle BOULANGER Anne-Lucie et de Madame RUTHMANN Rachel, la délégation visée à l'article 2 est donnée à Monsieur Stéphane MASSARD

Art. 4 : En matière de notation administrative (fixation de la notation chiffrée sur la feuille de notation individuelle) donne délégation :

a) pour l'ensemble des personnels de catégorie A, B et C relevant de la Fonction Publique Hospitalière qui leur sont rattachés, aux Directeurs suivants :

- Monsieur BOULANGER Philippe
- Madame BOUVIER Véronique
- Monsieur CŒUR Jean-Jacques
- Monsieur GROSSE Frédéric
- Madame RUTHMANN Rachel
- Monsieur KIEFFER Daniel
- Mademoiselle BOULANGER Anne-Lucie
- Monsieur MASSARD Stéphane
- Monsieur STARK Gérard
- Monsieur VIRION Jean-Marc
- Monsieur WERNERT Philippe
- Monsieur TAFFUT Pascal
- Monsieur GROB Sylvain
- Monsieur REMY Patrick
- Monsieur DEUTSCHER Jean-Louis
- Madame CAPPELLI Dominique
- Monsieur SAJUS Jean-Philippe
- Monsieur ZURCHER Eric

b) pour les infirmiers, les infirmiers anesthésistes, les infirmiers de blocs opératoires, les puéricultrices, les aides soignants et les agents des services hospitaliers qui leur sont rattachés, aux Directeurs des Soins suivants :

- Madame GOND Eliane
- Monsieur THOMAS Gérard
- Monsieur POLEGATO Gérard
- Monsieur VIAUX Alain
- Madame CORBIAT Anne

c) pour les personnels des écoles qui leur sont rattachés, aux Directeurs des Soins et cadres Supérieurs de Santé chargés de la direction d'une école suivants :

- Madame PIERSON Véronique
- Madame GERAULD Geneviève
- Monsieur PUGIN Jean-Maurice
- Madame SCHONS Marie-Christine
- Madame PIERROT Monique
- Madame PERRIN Sylvia

d) pour les personnels qui leur sont rattachés, à l'ingénieur responsable de la logistique et aux ingénieurs de site suivants :

- Monsieur MAUGET Etienne
- Monsieur MILLARD Jean-François
- Monsieur MENIGOT Gauthier

Dans le cadre de la délégation donnée en b), c) et d) les directeurs cités en a) conservent un droit d'évocation et de réformation de la notation pour les personnels qui leur sont rattachés.

Dans le cadre des délégations données en a) et b) donne délégation à Monsieur STARK Gérard pour modifier toute notation chiffrée définitive qui ne serait pas conforme à la note de cadrage annuelle du Centre Hospitalier Universitaire.

Art. 5 : En matière de gestion de proximité du personnel, donne délégation de signature aux bénéficiaires visés à l'article précédent pour tous les agents qui leur sont rattachés, pour les décisions administratives relevant de la gestion de proximité du personnel : tableaux de service, autorisations d'absence, congés annuels, assignations individuelles en cas de mise en œuvre du service minimum.

Délégation est également donnée, en matière d'établissement des tableaux de service, autorisation d'absence et congés annuels aux Directeurs des Soins et aux Cadres administratifs, soignants, médico-techniques et techniques en ce qui concerne les personnels placés sous leur autorité. Un droit d'évocation et de réformation des décisions est par ailleurs accordé aux différents échelons de la hiérarchie.

Art. 6 : Donne délégation à Madame ABEL Françoise, Madame Claudie BOUYSSSET, Madame Janick COMPAIN, Madame Michèle LLORCA, Monsieur ROESCH Charles, Monsieur Gérard UMLOR, Attachés d'Administration Hospitalière et à Madame Jeanine LHOMMÉE, Adjoint des Cadres Hospitaliers et à Monsieur Patrick ALBERT, Adjoint des cadres Hospitaliers pour signature des contrats à durée déterminée, des attestations et des courriers adressés à titre d'information ou dans le cadre d'instruction des dossiers en ce qui concerne les personnels et les matières relevant de leur compétence.

Donne délégation secondaire à Madame Michèle LLORCA et Madame ABEL Françoise pour la signature des contrats d'engagement entre le C.H.U de Nancy et les prestataires de service intervenant dans le cadre de missions de remplacement de personnel.

Art. 7 : En matière de délégation d'engagement et de liquidation de dépenses, donne délégation principale à Monsieur STARK Gérard, pour l'ensemble des comptes relevant des dépenses du personnel relevant de la Fonction Publique Hospitalière, sous Contrat Emploi Solidarité (C.E.S.), sous Contrat Emploi

Jeune (C.E.J.), sous contrat d'Adaptation à l'Emploi, sous contrat Avenir ou sous contrat d'apprentissage.

Une délégation secondaire est également donnée à Mademoiselle BOULANGER Anne-Lucie, Directeur Adjoint et madame RUTHMANN Rachel, Directeur Adjoint ainsi qu'en l'absence de ces dernières à Monsieur MASSARD Stéphane, Directeur Adjoint, Coordonnateur du Pôle Ressources et Système d'Information, titulaire de la délégation générale de signature.

La liste des comptes concernés est communiquée aux bénéficiaires de la délégation. Elle est également communiquée au Comptable du C.H.U.

Art. 8 : La délégation octroyée est assortie de l'obligation pour les titulaires :

de respecter les procédures réglementaires,
de n'engager les dépenses que dans la limite des crédits autorisés et notifiés par le Directeur des Finances,
de rendre compte à la Direction Générale des opérations effectuées dans le cadre de la présente délégation.

Art. 9 : Les titulaires de la présente délégation ont la responsabilité des opérations qu'ils effectuent dans le cadre de leur délégation.

A ce titre, ils sont chargés d'assurer le contrôle de l'ensemble des agents qui interviennent dans les procédures concernées.

Art. 10 : Cette délégation prendra effet à sa date de publication et se substituera aux précédentes délégations.

Elle sera publiée au Recueil des Actes Administratifs de Meurthe et Moselle.
Nancy, le 7 mai 2008

Le directeur général,
Philippe VIGOUROUX

